Montréal dimanche 23 mai 2004 Le plus grand quotidien français d'Amérique 120e année no 211 86 pages 6 cahiers Percées de soleil, Max. 18 Min. 10 65¢ taxes en sus - Édition provinciale 70¢

cyberpresse.ca
LA PRESSE



AMÉLIE MAURESMO



UNE FINALE LIGHTNING - FLAMES
SPORTS PAGE **1**

NOTRE GRILLE BLANCHE
AFFAIRES PAGE **14**

DEMAIN, JOURNÉE NATIONALE DES PATRIOTES, *LA PRESSE* NE PARAÎT PAS. À MARDI !

› Dissolution de la Chambre › Une dure bataille s'engage

LE 28 JUIN !

GILLES TOUPIN

OTTAWA – Le premier ministre Paul Martin traversera la promenade de Sussex aujourd'hui peu avant 13 h pour se rendre chez sa voisine d'en face, la gouverneure générale du Canada, Adrienne Clarkson, et la prier de dissoudre la Chambre des communes.

En donnant ainsi le coup d'envoi aux 38es élections générales du Canada, Paul Martin se lance dans ce qui risque d'être l'une des plus dures batailles électorales fédérales de la dernière décennie, les récents sondages indiquant que le Parti libéral du Canada navigue en plein dans les eaux d'un gouvernement minoritaire. Un sondage CROP-*La Presse* publié hier démontre que le PLC a perdu 5 % d'appuis en un mois au Québec, le plaçant à 34 % des intentions de vote, contre 42 % pour le Bloc québécois. Dans le reste du pays, un autre sondage, celui de COMPAS, fait pour le compte des journaux de la chaîne CanWest vendredi, donnait 39 % aux libéraux contre 31 % aux conservateurs. Même en Ontario, le recul est flagrant pour le PLC, qui est presque à égalité avec les conservateurs (42 % contre 39 % pour le PCC).

›Voir **28 JUIN** en A2

LA COURSE AUX POTEAUX EST LANCÉE
PAGE **A9**

DE CHAUDES LUTTES SE DESSINENT
PAGES **A10** ET **A11**

Le Festival de Cannes fait un pied de nez à l'Amérique



PHOTO AFP

Qu'est-ce que Quentin Tarantino, président du jury, a chuchoté à l'oreille de Michael Moore, gagnant de la Palme d'or? « Il voulait me dire que l'aspect politique n'était pour rien dans ce choix, et qu'il m'attribuait la Palme d'or tout simplement parce que j'avais fait un bon film. J'ai été ravi d'entendre ça. »

L'anti-Bush remporte la Palme

MARC-ANDRÉ LUSSIER
ENVOYÉ SPÉCIAL

CANNES – Choix politique? Choix artistique? La croisette n'avait visiblement que faire de la question, trop heureuse de célébrer son trublion préféré, Michael Moore. En attribuant la Palme d'or à *Fahrenheit 9/11*, le jury, présidé par Quentin Tarantino, a provoqué une onde de choc qui a évidemment ravi les admirateurs de ce brûlot politique. Premier documentaire en plus de quatre décennies à recevoir la récompense la plus prestigieuse du plus grand festival de cinéma du monde, *Fahrenheit 9/11*, un pamphlet entièrement voué à tailler en pièces les politiques de l'administration Bush, a quand même créé la surprise.

Bien que tous les observateurs s'attendaient à ce que le film de Moore figure au palmarès d'une façon ou d'une autre, ils étaient quand même très peu nombreux à penser que le jury irait jusqu'à lui attribuer la récompense suprême.

« Mais qu'est-ce que vous m'avez fait là? » a demandé, incrédule, le lauréat en recevant sa palme sur la scène du Théâtre Lumière. « La dernière fois que j'ai dû faire un discours comme celui-là, le ciel s'est changé en enfer! » a-t-il dit en faisant allusion à son allocution controversée lors de la soirée des Oscars, l'an dernier.

›Voir **PALME** en A2

SPORTS
QUI DOMINERA ROLAND-GARROS ?
PAGE **5**

À VOS AFFAIRES
LE BUDGET BOUFFE AU RÉGIME
PAGE **1**



Mon clin d'oeil **STÉPHANE LAPORTE**
« Donald, j'aimerais que tu prennes Michael Moore en photo. »
- George W. Bush

SOMMAIRE

Astrologie du jour	AFFAIRES 14
À votre tour	A 23
Bandes dessinées	AFFAIRES 11
Bridge	ACTUEL 6
Décès	ACTUEL 6
Feuilleton	AFFAIRES 11
Forum	A 21, 22
Grille thématique	ARTS 6
Génies en herbe	ARTS 6
Horaire télévision	ARTS 4, 5
La presse d'ailleurs	A 14
Loteries	A 6
Mots croisés	AFFAIRES 11
Mot mystère	ACTUEL 6
Observateur	AFFAIRES 12
Petites annonces	AFFAIRES 12
Têtes d'affiche	ACTUEL 8

Météo
Percées de soleil, maximum **18**, minimum **10**, plus de détails en page SPORTS **9**

6 21924 98765 1

La saison de John McCain



RICHARD HÉTU
NEW YORK

Point de presse à Washington la semaine dernière. Un journaliste demande à Dennis Hastert, chef des républicains à la Chambre des représentants, de commenter une récente déclaration de John McCain. Un dialogue révélateur s'engage entre les deux hommes.

Hastert: Qui?

Le journaliste: John McCain.

Hastert: D'où vient-il?

Le journaliste: C'est un républicain de l'Arizona.

Hastert: Un républicain?

Et les acolytes de Hastert, qui se tiennent derrière leur chef obèse, de s'esclaffer.

Dennis Hastert en veut à John McCain pour avoir bloqué au Sénat un vote sur le projet de budget 2005 de la Maison-Blanche. Le président républicain veut pérenniser les réductions d'impôt massives déjà votées par le Congrès et devant expirer en 2010. McCain s'y oppose, trouvant indécent qu'un gouvernement déficitaire enrichisse les plus riches en temps de guerre.

« Mes amis, nous sommes en guerre », a déclaré le sénateur McCain, mardi dernier, devant les membres d'un groupe de recherche progressiste. « Tout au long de notre histoire, le temps de guerre a été un temps de sacrifice. Mais le seul sacrifice ayant cours est celui des braves hommes et femmes qui se battent pour défendre et protéger les libertés que nous chérissons, et celui de leurs familles. Il est temps que d'autres commencent à se sacrifier. »

›Voir **HÉTU** en A2

AUJOURD'HUI

Au pays de l'horreur judiciaire
Dans une petite ville du nord de la France, la justice a brisé la vie de 13 personnes, accusées à tord de pédophilie. Une correspondance de Louis-Bernard Robitaille.
PAGE **A4**

Le jour de sa disparition...
Mardi, la grande famille du Réseau Enfants Retour se réunira à l'occasion de la Journée nationale des enfants disparus. Un reportage de Judith Lachapelle.
ACTUEL PAGE **5**

La grande dame a 100 ans
Il y a 100 ans naissait une entreprise dont le nom et l'emblème sont encore aujourd'hui synonymes de perfection et de richesse. Une collaboration d'Alain Raymond.
L'AUTO PAGE 1

IMPRESSION PHOTO NUMÉRIQUE
1 HEURE
sur place par nos techniciens
L.L.Lozeau Ltée
LE GRAND CHEF DE LA PHOTOGRAPHIE ET DES TECHNOLOGIES DE L'IMAGE
(514) 274-6577 | 6224, St-Hubert
www.lozeau.com | Montréal, Québec
3216645A 3217156

AUJOURD'HUI ET DEMAIN SUR CYBERPRESSE

Dès le déclenchement de la campagne électorale fédérale, toute l'actualité politique sera en ligne à **www.cyberpresse.ca/elections**

Dès aujourd'hui, on pourra lire en exclusivité sur Cyberpresse Karim Benessaieh sur la campagne du Bloc québécois, Joël-Denis Bellavance sur la campagne du Parti conservateur et Gilles Toupin sur celle du Parti libéral.

Lundi, alors que *La Presse* ne paraît pas, cyberpresse.ca assure le suivi en permanence.

POUR JOINDRE LA PRESSE

La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

ABONNEMENT	(514) 285-6911
cyberpresse.ca/abonnement	1 800 361-7453
PETITES ANNONCES	(514) 987-8363
petitesannonces@lapresse.ca	1 866 987-8363
DÉCÈS	(514) 285-6816
deces@lapresse.ca	
CARRIÈRES	(514) 285-7320
carrieres@lapresse.ca	
RÉDACTION	(514) 285-7070

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien *La Presse* est publié et édité par *La Presse*, Itée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier. Président et éditeur.

SUITES DE LA UNE

Le 28 juin

28 JUIN
suite de la page A1

Le chef de l'État, Mme Clarkson, demandera sans doute au premier ministre cet après-midi s'il est bien sûr de son coup, s'il a bien réfléchi... Si la réponse est oui, elle procédera à la dissolution du Parlement.

En mettant ainsi un terme à la 37e législature, qui en était à sa troisième session, on fera en sorte que plusieurs projets de loi ne seront pas adoptés. Ils mourront au feuilleton, selon l'expression consacrée. Le gouvernement Martin n'aura donc pas réussi à faire adopter à temps la loi controversée — même chez les libéraux — sur la décriminalisation de la possession simple de marijuana, la loi sur la pornographie juvénile, celle sur les dénonciateurs dans la fonction publique et celle destinée à protéger les espèces animales menacées.

Aussitôt le Parlement dissous, le processus électoral sera lancé et des élections générales auront lieu le lundi 28 juin 2004.

La journée d'aujourd'hui sera évidemment riche en événements et en mouvements de tout genre pour les chefs des partis politiques et pour les milliers de candidats qui s'apprêtent à faire campagne au pays.

Mais d'abord, ce que doit faire cet après-midi le premier ministre, dans le jargon de la procédure parlementaire, inspirée de la pratique britannique, c'est de présenter à la gouverneure générale « un instrument d'avis recommandant la dissolution de la Chambre des communes ». Mme Clarkson publiera alors une proclamation portant dissolution du Parlement. M. Martin doit ensuite présenter un décret au directeur général des élections, Jean-Pierre Kingsley, lui enjoignant de publier un décret de convocation des électeurs, communément appelé « bref d'élection » (calque de l'anglais *writ of election*). La gouverneure générale doit à son tour faire une proclamation pour que soit prononcé ce décret de convocation.

La bataille de 36 jours sera alors officiellement déclenchée, même si les chefs sont sur le pied de guerre depuis un certain temps déjà.

À sa sortie de Rideau Hall, le premier ministre Martin donnera un point de presse avant de monter à bord de son autocar de campagne pour se rendre dans la circonscription de son ministre de la Défense, David Pratt, où plusieurs députés et candidats libéraux l'attendent. La circonscription de M. Pratt (Nepean-Carleton), à l'ouest d'Ottawa, est l'une des circonscriptions ontariennes les plus menacées par les conservateurs. Après ce premier rassemblement, le candidat Paul Martin s'envolera à 19 h pour Fredericton, au Nouveau-Brunswick. M. Martin fera campagne demain dans cette province avant de se rendre de nouveau en Ontario mardi, puis à Montréal en fin de journée. Mercredi, il s'envole pour Victoria, en Colombie-Britannique.

Quant au chef de l'opposition officielle, Stephen Harper, il a passé la nuit dans sa résidence officielle de Stornoway, à Ottawa et il tiendra une conférence de presse immédiatement après celle du premier ministre, cet après-midi. Ensuite, le chef du Parti conservateur montera dans son autocar de campagne pour se rendre à Brookville, où il prendra encore la parole dans une assemblée publique. Ce n'est pas par hasard que M. Harper ouvre les hostilités en Ontario, une province où, justement, les conservateurs souhaitent faire une brèche dans le château fort du Parti libéral. L'issue de la bataille de l'Ontario pourrait déterminer le grand gagnant de ces élections générales. Le nouveau chef du Parti conservateur du Canada s'envolera ensuite vers les Maritimes avant de poursuivre sa campagne dans l'Ouest.

Gilles Duceppe, chef du Bloc québécois, qui mène campagne à un rythme fou depuis quelques jours, se contentera aujourd'hui de réagir au déclenchement des élections à l'Hôtel des Gouverneurs, à Montréal. Il n'a rien au programme pour le reste de la journée. Dès lundi, son autocar de campagne prend la route en direction de la circonscription de Richelieu, où il assistera à l'investiture du député Louis Plamondon.

Du côté du Nouveau Parti démocratique (NPD), là aussi, on affirme être prêt au combat. Le chef Jack Layton réagira au déclenchement des élections cet après-midi à Ottawa même. Au cours d'un point de presse, il présentera les grands thèmes de sa campagne électorale avant de s'envoler vers Vancouver, où il participera à son premier rassemblement public.

Les libéraux ont actuellement 168 des 301 sièges à la Chambre des communes. Les conservateurs détiennent 72 sièges alors que le Bloc québécois en occupe 33 et les néo-démocrates 14. Dix députés siègent en tant qu'indépendants alors que quatre sièges sont vacants. Au Québec, le PLC compte 37 sièges. On compte aussi au Québec quatre indépendants et un siège vacant. Il y aura sept sièges de plus au sein du prochain Parlement, pour un total de 308.

L'anti-Bush remporte la Palme



PHOTO AP

L'actrice chinoise Maggie Cheung, sacrée meilleure actrice pour sa prestation dans le film *Clean*, d'Olivier Assayas.

PALME
suite de la page A1

Reprenant vite ses esprits, le cinéaste a été heureux d'annoncer que son film avait trouvé preneur la semaine dernière en Albanie. « Tous les pays du monde présenteront ce film, sauf un! » a-t-il ajouté en évoquant les problèmes de distribution auxquels il fait face chez lui à la suite de l'interdiction qu'a imposée la maison mère Disney à sa filiale Miramax, société productrice.

« Nous devrions trouver une solution au cours des prochains jours », a d'ailleurs promis Moore. « En m'attribuant cette palme, vous allez faire en sorte que le public américain puisse avoir accès à ce film. Je ne sais comment vous remercier », a dit le cinéaste en s'adressant au jury.

Si l'annonce a suscité l'enthousiasme dans tous les coins du Palais des festivals, il reste que l'attribution de la Palme d'or à cet habile documentaire suscite certaines questions. Notamment sur les intentions d'un jury qui, en plébiscitant un film pareil, doit certainement avoir à l'esprit l'impact politique qu'une telle annonce engendrera.

Au cours de la conférence de presse qui a suivi la cérémonie, Michael Moore a abordé cette préoccupation en révélant ce que le président du jury lui avait chuchoté à l'oreille quand les deux hommes étaient sur scène, quelques minutes auparavant.

« Quentin s'est approché pour me dire qu'il voulait que je sache que l'élément politique du film n'était pour rien dans le choix du jury. Il voulait préciser qu'il m'attribuait la Palme d'or tout simplement parce que j'avais fait un bon film. J'ai été ravi d'entendre ça. »

Les répercussions

Quant à l'impact médiatique et politique qu'aura cette récompense chez lui, le cinéaste reste lucide: « Je sais bien qu'à Fox News Network et dans les autres médias d'extrême droite, on réduira ce prix à une babiole donnée par les Français. Quant au locataire de la Maison-Blanche, cela m'étonnerait qu'il sache ce qu'est le Festival de Cannes! »

« Je sais aussi, a-t-il poursuivi, que les journalistes américains qui étaient à Cannes feront leur travail consciencieusement et qu'ils rapporteront les choses telles qu'elles se sont déroulées. Je vous ferai remarquer, en passant, que le jury de ce festival international était majoritairement dominé par des Américains cette année. Une seule personne était de nationalité française! »

« Mon métier, de toute façon, n'est pas de faire de la politique. Si tel était le cas, je me présenterais plutôt aux élections. Mon ambition, c'est de faire de bons films », a conclu celui qui avait obtenu ici le «prix du 55e anniversaire» pour *Bowling for Columbine* il y a deux ans.

Un palmarès étonnant

En tout cas, ce jury n'en était pas à une surprise près. Déjouant tous les pronostics, la bande à Tarantino a même décidé de décerner un prix du jury à une actrice! Irma P. Hall, la formidable vieille dame de *The Ladykillers*, a en effet partagé ce prix étrange avec Apichatpong Weerasethakul, le réalisateur thaïlandais de *Tropical Malady*. Bien que hué lors de sa projection, ce film expérimental, qui a profondément divisé les festivaliers, présente des qualités artistiques si singulières qu'un prix du jury peut quand même se justifier.

Si le prix du meilleur scénario, attribué à Agnès Jaoui et Jean-Pierre Bacri (*Comme une image*), relève de l'évidence, tout comme le prix d'interprétation féminine à Maggie Cheung (pour *Clean,* d'Olivier Assayas), le prix d'interprétation masculine décerné à Yagira Yuya, le petit garçon japonais qui doit prendre en charge ses frères et soeurs dans *Nobody Knows*, a toutefois étonné tout le monde. Du coup, des favoris comme Gael Garcia Bernal, Nick Nolte ou Geoffrey Rush sont restés sur la touche.

De même, personne ne s'attendait vraiment à ce que Tony Gatlif obtienne le prix de la mise en scène avec *Exils*, film comportant des moments très forts, qui ne viennent toutefois que dans la dernière partie. Quand au Grand Prix attribué au film coréen *Old Boy*, polar parsemé de scènes ultra-violentes qui n'aura convaincu que les plus purs adeptes du genre, disons que cette annonce n'a guère suscité d'enthousiasme.

Si on remarque que les trois films de la sélection française ont obtenu quelque chose, si la forte présence asiatique dans la compétition a aussi été reconnue par le jury, on comprend mal l'absence totale dans ce palmarès de *2046*, de Wong Kar-wai, grand favori de la compétition, et de *Diarios de motocicleta,* (*Carnets de voyage*), le très beau film du brésilien Walter Salles.

Trafic, réalisé par le cinéaste roumain Catalin Mitulescu, a par ailleurs obtenu la Palme d'or du court métrage, damant ainsi le pion à *Accordéon*, le film d'animation de la Québécoise Michèle Cournoyer.

Le palmarès du Festival de Cannes 2004 ne fait peut-être pas l'unanimité, mais tout le monde reconnaît par contre que la volonté de renouvellement exprimée par la direction a porté ses fruits.

La saison de John McCain

HÉTU
suite de la page A1

Pour avoir osé défendre une telle position, John McCain est tourné en ridicule par le numéro 1 des républicains à la Chambre des représentants, allié indéfectible du président. Le sénateur de l'Arizona peut se consoler: sa conduite est l'un des rares aspects positifs de la période actuelle, qui est désespérante.

McCain n'affiche pas seulement son indépendance et son intégrité sur les questions budgétaires. Il est aussi l'âme et la conscience de la commission des Forces armées du Sénat, qui tient une série d'audiences sur les sévices infligés aux détenus irakiens de la prison d'Abou Gharib. Il ne croit pas que le scandale se limite à « quelques pommes pourries ».

« Il y a encore tant de questions auxquelles il faut répondre », a-t-il déclaré dimanche dernier à l'émission *Meet the Press*, sur NBC. « Nous devons mener cette enquête aussi loin que possible. »

Là aussi, McCain hérisse plusieurs républicains, qui voudraient changer de sujet au plus vite. Certains d'entre eux l'accusent de vouloir se venger du président Bush, qui l'avait battu lors des primaires républicaines de 2000 au terme d'une campagne pas très catholique. Mais le sénateur de 67 ans, éternel rebelle, se bat pour une cause beaucoup plus noble : l'honneur de son pays.

Ancien pilote de la marine, John McCain a lui-même été prisonnier de guerre. Il a été torturé au cours de ses cinq années et demie de captivité à Hanoï. Pour le faire parler, ses geôliers vietnamiens lui ont notamment brisé un bras. Mais ils n'ont pas été aussi loin dans la déshumanisation que les geôliers américains d'Abou Ghraib.

« Je n'ai jamais été soumis à des humiliations sexuelles », a-t-il confié au *New York Times*.

Si McCain fait enrager des républicains, il fait aussi rêver des démocrates, qui le voient comme candidat à la vice-présidence aux côtés de John Kerry. Un républicain au sein du « ticket » présidentiel du parti adverse?

Le sénateur démocrate du Delaware, Joe Biden, est en faveur de cette combinaison inusitée. Il est appuyé par son collègue de Floride, Bill Nelson, son ancien collègue du Nebraska, Bob Kerrey, et nombre de militants, stratèges et commentateurs.

L'argument de Biden et compagnie est le suivant: déchirés par l'élection de 2000 et la guerre en Irak, les États-Unis ont besoin d'un gouvernement d'unité nationale. Kerry et McCain pourraient offrir au pays cette possibilité. Selon un ancien conseiller d'Al Gore, ce serait « l'équipe de rêve ».

Sur le plan électoral, la paire serait certainement redoutable, voire imbattable. McCain est très populaire chez les électeurs indépendants, qui décideront l'élection présidentielle du 2 novembre. Il vient du Sud-Ouest, où trois États — Arizona, Nouveau-Mexique et Nevada — font partie des champs de bataille clés.

Au plan philosophique, McCain et Kerry divergent sur des questions importantes, dont l'avortement, mais ils se rejoignent sur le déficit, la guerre et le désir de rétablir la crédibilité des États-Unis dans le monde. Les deux vétérans du Vietnam sont de très bons amis. Ils pourraient certainement renoncer à la politique partisane pour aider leur pays à se sortir du trou.

McCain jure cependant qu'il ne veut pas devenir le colistier de Kerry. Il l'a déclaré catégoriquement dans toutes ses entrevues des dernières semaines. Fidèle au parti de Theodore Roosevelt, il dit vouloir se battre pour la réélection du président sortant. Il est critique vis-à-vis de l'administration Bush, mais il demeure loyal.

Néanmoins, Kerry continue à se dire « intéresser » par l'idée de faire campagne avec son ami républicain, qui figure toujours parmi ses colistiers potentiels avec Dick Gephardt, John Edwards, Wesley Clark et Bill Richardson, entre autres. C'est la saison de John McCain, dont la suite promet.

À nos abonnés

L'augmentation sans cesse croissante des coûts d'exploitation et de distribution nous oblige à procéder à une légère hausse de nos tarifs d'abonnement du lundi au vendredi, du lundi au samedi et du lundi au dimanche.

Une augmentation se limitant à une moyenne de deux cents par jour sera en vigueur dès le 31 mai et sera appliquée comme suit: les lecteurs adhérant au Programme de prélèvement automatique (PPA) mensuel sur carte de crédit subiront une hausse lors du prochain prélèvement à leur compte. Ceux payant directement aux camelots feront l'objet de la nouvelle tarification dès le 31 mai prochain. Enfin, les lecteurs s'acquittant de leur abonnement à l'avance verront une hausse s'appliquer uniquement au moment du renouvellement de leur abonnement.

N'hésitez pas à communiquer avec notre service à la clientèle pour toute question ou commentaire.

Nous vous remercions de la confiance que vous nous témoignez.

Philippe Cantin
Vice-président à l'Information
et éditeur adjoint

ACTUALITÉS

Les ventes de débarras de plus en plus populaires

MATHIEU PERREAULT



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE ©

Mary Standjofski (à droite) n'aurait pour rien au monde renoncé à sa vente de débarras annuelle hier, rue de l'Esplanade. À Montréal, comme ailleurs au Québec, ce type de vente fleurit au printemps. Néanmoins, l'activité n'est pas réglementée dans la métropole.

La menace de la pluie n'a pas fait peur à Mary Standjofski, hier. L'artiste dans la trentaine n'aurait pour rien au monde renoncé à sa vente de débarras annuelle, dans la rue de l'Esplanade du quartier Mile-End.

« Je fais ça une fois par année, dit la professeure d'art du cégep John-Abbott. Ça fait du bien de se débarrasser de choses qui ne servent plus. Et c'est agréable de rencontrer les voisins. Je connais le quartier depuis 20 ans, mais je rencontre toujours du nouveau monde. »

Sur une table de bois massif, qu'elle affichait à 250 $, Mme Standjofski avait installé des livres qu'elle vendait 50 cents, et des vêtements colorés pour lesquels elle demandait quelques dollars. D'autres vêtements étaient installés sur une table, devant le triplex où elle habite. Une demi-douzaine d'amis, assis dans l'escalier, lui tenaient compagnie.

« Ça a bien marché, j'en avais deux ou trois fois plus, dit-elle. Je pense que beaucoup de gens ont eu peur de la pluie parce que, habituellement, il y a beaucoup d'autres ventes de débarras dans le quartier. Quand j'habitais rue Waverley, ma voisine en faisait pratiquement toute l'année, pour écouler la brocante que son mari achetait et réparait. »

Activité réglementée

Les ventes de débarras sont de plus en plus populaires. L'une après l'autre, les villes québécoises réglementent cette activité que certains jugent envahissante. « Nous avons décidé de faire un règlement parce qu'il y avait de plus en plus d'affiches illégales annonçant les ventes de débarras, explique la mairesse de Bromont, Pauline Quinlan. Nous avons réservé deux fins de semaine, en juin et en août. Aussi, nous exigeons que les ventes aient lieu sur un terrain privé, parce que nous craignons que des gens de l'extérieur viennent pour profiter de l'affluence touristique à Bromont. »

Depuis l'an dernier, la ville de Sherbrooke a aussi un règlement en ce sens. Un peu moins de 600 permis avaient été délivrés l'an dernier, et 750 ont été demandés cette année, à plus de deux semaines de la grande fin de semaine de ventes de débarras, les 5 et 6 juin.

Dans l'ancienne ville de Saint-Luc, qui fait maintenant partie de Saint-Jean-sur-Richelieu, plus d'un millier de personnes participent cette fin de semaine au Rallye des ventes de garage — une famille sur six !

Montréal n'a pas pour le moment l'intention de réglementer les ventes de débarras, même si quelques éco-quartiers compilent des listes dans leurs secteurs. C'est qu'il s'agit davantage d'une tradition de banlieue. « J'ai fait des ventes de débarras à Montréal et sur la Rive-Sud, et on trouve des choses de bien meilleure qualité sur la Rive-Sud, dit Geneviève, une jeune maman de Longueuil. Il y a beaucoup plus de choses pour enfants. »

Trois milliards

Aux États-Unis, les ventes de débarras (*garage sale*, ce qui a donné lieu à l'anglicisme « vente de garage ») constituent une véritable religion. Une ville du Kentucky se vante notamment d'organiser la « plus longue vente de débarras au monde », sur 700 kilomètres de rue, pendant huit jours.

Une anthropologue de l'Université de l'État de New York, Gretchen Hermann, s'est même penchée sur le phénomène, issu selon elle de la côte Ouest. Mme Hermann évalue à 9 millions le nombre de ventes de débarras chaque année aux États-Unis, pour des recettes totales de 3 milliards de dollars — ou 300 $ par endroit.

Les ventes ne sont pas toujours aussi bonnes. Pierre Beaulieu, qui faisait hier une vraie vente de débarras — pour se débarrasser de mobilier et d'articles superflus en vue d'un déménagement début juin — dans la rue Saint-Denis, juste au sud de Rosemont, n'a amassé qu'une cinquantaine de dollars. « Mon fils a eu l'idée qu'on pourrait vendre les choses au lieu de les jeter », dit M. Bibeau, devant une pile de pneus, une boîtes de cassettes vidéo et du matériel électronique. « Mais au prix que je les vends, je pourrais aussi bien les donner. »

Les automobilistes se montrent prudents

En ce long week-end, aucun accident mortel n'est à déplorer jusqu'à présent

DANIEL DUBRÛLE

À mi-chemin du long week-end marquant le retour des beaux jours, aucun accident majeur n'était à déplorer sur les routes du Québec. La présence accrue des policiers de la Sûreté du Québec serait-elle la cause de ce bilan provisoire positif ?

Dans le cadre d'une opération de visibilité et d'intervention, le nombre de patrouilleurs a été accru pour faire face aux impératifs d'une fin de semaine de trois jours. Il était malgré tout impossible hier de connaître le nombre exact de policiers supplémentaires. « C'est une donnée que l'on garde pour nous », a dit l'agent Jayson Gauthier, des Affaires publiques de la SQ.

Aucun accident mortel n'a été signalé sur nos routes vendredi et hier, mais des statistiques officieuses, compilées à 11h hier matin, faisaient état de 32 accidents avec blessés un peu partout dans la province.

Effet dissuasif

La stratégie employée par le corps policier mandaté pour patrouiller les autoroutes de la province est simple : « Il y a un effet dissuasif lorsqu'on croise un véhicule de la SQ sur la route. Les gens ralentissent, sont plus prudents », explique l'agent Gauthier.

À pareille date, au cours des cinq dernières années, les routes ont fait en moyenne huit victimes.

Les années 1999 et 2000 ont présenté toutes deux le plus lourd bilan : pas moins de 10 personnes ont trouvé la mort lors de chacune d'elle. En 2001, on a observé une baisse marquée alors que quatre personnes sont mortes. Les années 2002 et 2003 pour leur part affichent un nombre de victimes plus près de la moyenne avec six et sept victimes respectivement.

La fiche immaculée jusqu'à maintenant permet d'espérer que cette année sera clémente. Il reste néanmoins deux journées et la vigilance demeure de mise pour la sécurité de tous, tiennent à rappeler les autorités policières.

Alcool au volant

De plus, durant ce long week-end, les policiers portent une attention particulière à la conduite en état d'ébriété. Déjà hier, plus de 21 conducteurs interceptés par des barrages routiers ont été accusés de conduite avec facultés affaiblies.

Si les données du passé sont garantes de l'avenir, il faudra redoubler de prudence sur les routes au cours des deux prochains jours puisque la moyenne des arrestations pour conduite avec facultés affaiblies se situe autour de 145 au cours du premier long week-end des beaux jours.

La SQ avait fracassé un bien triste record l'an dernier : 180 conducteurs s'étaient faits pincer en état d'ébriété, le plus haut total des cinq dernières années.

Les policiers comptent donc sur la plus grande vigilance des conducteurs Québécois pour que la tendance enregistrée jusqu'à maintenant sur nos routes se conclue par un des bilans routiers les plus positifs des dernières années.

Un présumé meurtrier échappe aux policiers de Québec

ÉLISABETH FLEURY
LE SOLEIL

Un meurtre est survenu à Québec dans la nuit de vendredi à hier lors qu'un résidant du quartier Saint-Roch a froidement abattu son ex-conjointe, Cathy Rioux Leclerc, 33 ans. Stéphane Linteau, 36 ans, est activement recherché par la police de Québec relativement à cette sordide affaire.

Peu avant 4 h, une amie de la victime a communiqué avec les policiers pour les informer de l'horrible drame dont elle avait été témoin. Le meurtre a eu lieu dans l'escalier extérieur menant à l'appartement de la victime, rue des Goélands.

Selon ce qu'il a été possible d'apprendre, Cathy Rioux Leclerc avait passé la soirée dans un bar avec des amis. À son retour chez elle, son ex-conjoint, qui loue un logement dans la même coopérative d'habitation, l'attendait avec une arme à feu. « J'ai été réveillé par des cris, qui ont duré environ cinq minutes, puis j'ai entendu un coup de feu », a raconté au *Soleil* un voisin de la victime.

Cinq enfants se trouvaient dans l'appartement de la victime lorsque l'individu a tiré. « Trois des enfants sont ceux de la victime, alors que les deux autres sont ceux de l'amie », a précisé l'agent Jean-François Vézina, porte-parole de la police de Québec. Les trois enfants de la victime, une adolescente de 14 ans, un garçon de 11 ans et un bébé de 15 mois, ont été confiés à des membres de la famille. Physiquement, tous se portent bien. Ce qui n'est évidemment pas le cas psychologiquement.

Vaste périmètre

À leur arrivée, les policiers ont érigé un vaste périmètre de sécurité et évacué une vingtaine de personnes. Convaincus que l'individu s'était barricadé dans son appartement, les policiers — ils étaient une trentaine au total — ont encerclé la coopérative d'habitation et fait venir le robot de la Sûreté du Québec. Ce n'est qu'au terme d'une opération qui a duré près de 10 heures que les policiers ont constaté que le suspect avait pris la clé des champs.

« C'est vrai que ça peut paraître long comme délai, mais on a respecté le processus opérationnel qui doit s'appliquer en pareilles circonstances, a expliqué le porte-parole de la police de Québec. Les premières informations qu'on avait nous laissaient croire que l'individu s'était barricadé dans son logement. Il fallait donc travailler de façon à assurer la sécurité de la population et de nos policiers. »

La famille du meurtrier a déploré le comportement des policiers. « Ils ne nous ont jamais tenus au courant de ce qui se passait ! fulminait une soeur du suspect. Ce n'est pas normal que ce soit vous, les journalistes, qui nous appreniez que Stéphane n'est plus dans l'appartement. Il me semble que dans des cas comme ça, la famille devrait être la première avisée de ce qui arrive. Mes parents sont ici, ils sont âgés, et ça fait des heures qu'ils angoissent. On a vraiment cru qu'il s'était enlevé la vie. »

À cet égard, la police de Québec a expliqué que l'avocat de Stéphane Linteau était en contact avec les enquêteurs, et que c'était à lui de tenir la famille du suspect au courant de ce qui se passait.

Lourd passé judiciaire

Selon l'agent Vézina, il est possible que Stéphane Linteau soit toujours armé. « L'arme du crime n'a pas été retrouvée », a précisé le porte-parole de la police de Québec.

Stéphane Linteau possède une longue feuille de route, principalement en matière de stupéfiants. Cet ancien sympathisant des Rock Machines a également déjà été condamné à cinq ans de prison pour une tentative de meurtre commise en 1992.

«Voyage au pays de l'horreur judiciaire»

À Outreau, la justice a brisé la vie de 13 personnes, accusées à tort de pédophilie

LOUIS-BERNARD ROBITAILLE
COLLABORATION SPÉCIALE

PARIS — C'est « un voyage au pays de l'horreur judiciaire », comme l'écrit *Le Monde*.

La France, davantage que les pays de droit anglo-saxon, a une certaine habitude des erreurs judiciaires. Mais, cette fois, l'erreur confine à la monstruosité. À Outreau, petite ville du nord de la France, 13 personnes accusées de pédophilie, viol et tortures viennent de voir l'accusation s'effondrer au beau milieu de leur procès. Des accusés qui ont déjà fait jusqu'à trois ans de détention préventive sur la foi des seules accusations d'enfants dérangés, en l'absence totale de preuves matérielles et de vérification sérieuse de la part de la police et de la justice.

Tout commence en 2001 avec une vraie affaire de pédophilie dans laquelle les enfants en bas âge du couple Delay sont victimes de viols systématiques de la part de leurs parents et d'un couple voisin. Chez eux, on trouve 163 cassettes pornos. Les enfants ont été agressés pendant quelques années.

Là-dessus, le plus âgé des garçons, Dimitri, commence à évoquer les « manières » que lui auraient fait d'autres adultes. Encouragé par les assistantes sociales et le juge d'instruction, le garçon commence à allonger la liste : des voisins, des gens de passage, le taxi qui les conduit parfois à l'école, un prêtre ouvrier (67 ans) qui leur rend parfois visite. À un moment, il y aura jusqu'à 50 suspects de pédophilie, et on parle d'un vaste réseau pédophile franco-belge.

Aujourd'hui montré du doigt, un jeune juge d'instruction en début de carrière encourage non seulement les enfants à lâcher des noms, mais aussi les quatre principaux accusés, dont Myriam Delay, la mère, à confirmer les accusations en leur laissant espérer une remise en liberté (de fait, l'autre accusée principale sera bientôt remise en liberté).

Il n'y a aucun élément matériel qui confirme les accusations. Certains accusés ont été identifiés à partir de photos présentées par le juge. Certains détails sont invraisemblables : une enfant aurait eu 6 mois au moment des faits ! Les 13 accusés qui finiront au procès ouvert le 4 mai ont toujours proclamé leur innocence. Et, malgré les demandes répétées de la défense, aucune confrontation n'a été organisée entre les accusés et les enfants accusateurs.

Il n'y a aucun élément matériel qui confirme les accusations. Certains détails sont invraisemblables : une enfant aurait eu 6 mois au moment des faits !

Il y avait des trous béants dans le dossier de l'accusation. Celui-ci s'est effondré mardi après-midi, lorsque Myriam Delay, prise dans ses contradictions, a de manière détaillée totalement disculpé les 13 accusés. En accusant la moitié du voisinage, elle cédait aux pressions du juge et espérait voir sa peine réduite.

Encore détenus

Incroyable coup de théâtre. Dans le box, il y a encore huit accusés qui comparaissent détenus — dont le prêtre ouvrier. Dans la salle, un huissier de justice a été remis en liberté après deux ans de prison et trois grèves de la faim. Sa femme et lui ont perdu la garde de leurs quatre enfants. Elle-même, également accusée, demande aujourd'hui le divorce. Lui a perdu sa maison et son étude. L'un de ses fils a fait une tentative de suicide en avalant des lames de rasoir, au début du procès. La majorité des autres accusés ont vu leur vie également démolie : enfants placés, congédiement, divorce.

Scandale supplémentaire : le maintien en détention de sept accusés, mercredi après-midi, au lendemain du coup de théâtre. Il n'y a plus aucun doute sur cet incroyable ratage de la justice : non seulement les avocats de la défense demandent la remise en liberté immédiate des accusés encore détenus, mais également le procureur. Peu importe au président du tribunal : la seule femme encore détenue, Sandrine Lavier, 27 ans, est libérée. Et les sept hommes restent au trou. D'ailleurs le tribunal doit faire vite : on est à la veille de la fête de l'Ascension, et tout le monde disparaît pour un « pont » de quatre jours. Terrifiante justice.

PÉTROLE

Seule l'Arabie ouvre les vannes

MARIE WOLFROM
AGENCE FRANCE-PRESSE

AMSTERDAM — L'Arabie Saoudite, premier exportateur mondial de pétrole, s'est clairement engagée ce week-end à Amsterdam à augmenter sa production pour apaiser la flambée des cours, mais n'a pas réussi à entraîner immédiatement dans son sillage les autres pays de l'OPEP.

Le cartel a repoussé au 3 juin toute décision sur une augmentation de ses quotas de production, en dépit d'une proposition saoudienne de les relever de plus de 2 millions de barils par jour (mbj), a annoncé hier à Amsterdam son président, le ministre indonésien de l'Énergie, Purnomo Yusgiantoro.

Les propositions de plusieurs pays « ont été étudiées » à Amsterdam mais « la décision sera prise à Beyrouth » à la prochaine réunion ministérielle prévue le 3 juin, a-t-il déclaré à l'issue d'une rencontre des ministres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), en marge d'un Forum sur l'Énergie.

Quoique « profondément préoccupés » par l'envolée des prix du brut, les ministres n'ont visiblement pas souhaité prendre de décision en dehors d'un cadre officiel. Certains ont également paru irrités par l'approche frontale de l'Arabie Saoudite qui a semblé les placer devant le fait accompli.

Car le très influent ministre saoudien du Pétrole, Ali al-Nouaïmi, a pesé de tout son poids pour tenter de convaincre ses partenaires de répondre aux appels de plus en plus pressants des pays consommateurs, inquiets de voir la reprise économique menacée par la facture pétrolière. Surprenant par l'ampleur de son geste, le ministre saoudien a ainsi proposé dès vendredi que l'OPEP augmente de plus de 2 mbj son plafond de production, aujourd'hui fixé à 23,5 mbj.

Le royaume pompe déjà beaucoup plus que son quota officiel au sein de l'OPEP de 7,638 mbj, et M. Nouaïmi a promis d'ouvrir encore plus le robinet à partir de juin, en montant jusqu'à 9 mbj. Puis le ministre a rappelé que son pays avait une capacité de production allant jusqu'à 10,5 mbj, manière de suggérer qu'il disposait d'une marge de manoeuvre supplémentaire.

L'Arabie Saoudite espérait, au moins sur le principe, rallier les autres pays de l'OPEP à un geste significatif à l'égard des pays industrialisés. Mais Purnomo Yusgiantoro s'est contenté de rappeler l'engagement de l'OPEP « de faire tout ce qu'il peut pour assurer la stabilité des marchés et un approvisionnement adéquat pour soutenir la croissance économique mondiale ».

M. Yusgiantoro a réitéré l'argument habituellement avancé par le cartel selon lequel la hausse des prix est due à « une combinaison de facteurs », dont le principal serait la saturation des capacités de raffinage dans certaines régions du monde. Il a également cité « l'augmentation des tensions » dans certains pays du monde, en référence à la situation en Irak et au Proche-Orient.

La plupart des ministres de l'OPEP ont refusé de se prononcer publiquement sur la proposition saoudienne. Seul le Venezuela, traditionnel « faucon » de l'OPEP, a fait part de son hostilité à une hausse des quotas de cette ampleur.

PERFORMANCE. PUISSANCE. POLYVALENCE.

vroum-vroum

Modèle 2005 redessiné

Mazda Tribute GX 2005

Louez à partir de 269 $ par mois, pour 48 mois*
Transport et préparation inclus
Comptant initial de 3 000 $

Options de location pour 48 mois*	
PAIEMENT MENSUEL	COMPTANT INITIAL
269 $	3 000 $
299 $	1 750 $
339 $	0 $



Modèle GS-GT illustré

Transmission automatique
maintenant disponible sur les modèles 4 cylindres.

PRÊT À ROULER
NOTRE ENGAGEMENT VOUS CERTIFIE QUE VOTRE NOUVELLE MAZDA EST INSPECTÉE, REÇOIT DES PROTÈGE-TAPIS ET UN PLEIN D'ESSENCE À LA LIVRAISON.
GARANTIE LEADERSHIP MAZDA Renseignez-vous sur notre remarquable garantie complète.
ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES MAZDA Renseignez-vous sur le programme d'assistance routière Mazda, offert gratuitement avec toute nouvelle Mazda.

mazda
www.mazda.ca

LOCATION Personnalisée MAZDA
PROGRAMME MAZDA POUR LES DIPLÔMÉS

Vous trouverez beaucoup plus chez vos concessionnaires Mazda du Québec.

3226505

INFORMEZ-VOUS AU SUJET DU PROGRAMME MAZDA POUR LES DIPLÔMÉS.

*Taux de location personnalisée Mazda: offres portant uniquement sur la location au détail des Mazda Tribute GX 2005 (modèle WKXD5AA00) neufs. Comptant initial ou échange équivalent, premier versement mensuel et dépôt de sécurité de 350 $ (offres à 269 $ et 299 $ par mois) et de 400 $ (offre à 339 $ par mois) exigés. Aucun comptant initial requis pour l'offre à 339 $ par mois. Offres soumises à l'approbation de Crédit Mazda Canada inc. Limite de 80 000 km. Frais de 8 ¢ le km additionnel. Location avec limite de 100 000 km disponible. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au Registre des droits personnels et reebs mobiliers (RDPRM) en sus.
Les modèles illustrés peuvent différer et sont utilisés à titre indicatif seulement. Certains équipements illustrés peuvent être offerts en option ou de série sur d'autres modèles. Les stocks peuvent varier selon les concessionnaires. Les concessionnaires peuvent louer à prix inférieur. Voir un concessionnaire participant pour les détails. Aucune combinaison d'offres possible. Offres d'une durée limitée à compter du 12 mai 2004.

3226496A

Le blues de la métropole



STÉPHANE LAPORTE
CHRONIQUE
COLLABORATION SPÉCIALE
stephane@stephanelaporte.com

Le 4 novembre 2001, j'avais écrit une chronique sur les fusions municipales. C'était un hommage en chansons à toutes ces villes rayées de la carte. On y retrouvait :

Que c'est triste Verdun
(sur l'air de *Que c'est triste Venise,* de Charles Aznavour)

Que c'est triste Verdun
Au temps des villes mortes
Que c'est triste Verdun
Quand ça n'existe plus

Kirkland
(sur l'air de *Bruxelles,* de Jacques Brel)

C'était au temps où Kirkland rêvait
C'était au temps du cinéma Guzzo
C'était au temps où Kirkland votait
C'était au temps où Kirkland kirklandait

Senneville
(sur l'air de *Paquetville,* d'Édith Butler)

Senneville, Senneville
Tu peux ben mourir tranquille
Senneville, Senneville,
Tu peux ben mourir tranquille

Et plein d'autres hymnes citadins à vous arracher le coeur. C'était l'adieu. C'était fini. C'était réglé.

Pas si vite ! C'était sans compter sur Patapouf. Le gouvernement libéral a décidé de tout effacer. On est comme dans *Dallas*. Bobby se réveille. Il a rêvé toute la dernière saison. Tout le dernier régime. Les fusions n'ont pas vraiment eu lieu. À la fin du mois de juin, on saura lesquelles étaient vraies et lesquelles ne l'étaient pas. C'est pas grave. On a juste ça à faire, perdre notre temps. Voulez-vous bien dire pourquoi, tout d'un coup, Jean Charest décide de respecter ses promesses ? On ne peut même plus lui faire confiance pour ne pas respecter ses promesses ! Il en a fait 2000, faut qu'il respecte seulement celle qui est le plus de troubles ! Celle qui fout le bordel. Celle qui n'a pas d'allure ! Il devrait être juste. Et ne tenir ses promesses pour personne. Celle faite au *West Island* inclusivement.

D'ailleurs, j'espère que le PQ prend des notes. Parce que leurs stratèges ont beaucoup à apprendre des stratèges libéraux. En 16 ans, le PQ est parvenu, de peine et de misère, à tenir deux petits référendums. Et à les perdre tous les deux. En seulement un an au pouvoir, le parti libéral va avoir tenu 89 référendums. Quatre-vingt-neuf ! Un référendum par coin de rue.

Quand le PQ va reprendre le pouvoir, au lieu de vouloir refusionner tout ce qui aura été défusionné, il devrait aller plus loin dans la défusion. Il devrait tenir un référendum à Westmount, Dollard-des-Ormeaux, Beaconsfield, Kirkland, Hampstead, Mont-Royal, Roxboro, *and so and so*. Bref, dans toutes les villes qui ne veulent pas faire partie de Montréal. La question posée serait : « Après vous être séparé de Montréal, aimeriez-vous vous séparer du Québec ? » Le OUI va l'emporter à 90 %. Un coup que le *West Island* ne fera plus partie du Québec, ce sera beaucoup plus facile de gagner un référendum sur la souveraineté du Québec. Fallait y penser ! Jacques Parizeau dirait : « I'll drink to that ! »

Bon, c'est pas tout. Le retour vers le futur du ministre Fournier m'oblige à changer le texte de mes chansons de 2001. Elles sont désuètes. Caduques. Oublions l'album de la fusion, place à l'album de la défusion, chantant le bonheur des villes retrouvées. Et le malheur de la grande ville démembrée. Avec :

Je reviendrai à Westmount
(sur l'air de *Je reviendrai à Montréal,* de Robert Charlebois)

Je reviendrai à Westmount City
Dans une grosse BM bleu acier
J'ai besoin de revoir mon maire
Et ses cravates bien stylées
Je veux pus voir le maire Tremblay,
Il est bon pour les Bougon
Pas pour les Smith ou les Thompson
Nous, on est plus sophistiqués
Je reviendrai à Westmount City
Dans un grosse BM bleu acier
Je reviendrai à Westmount City
Voter OUI for the first time
Voter OUI for the first time

Beaconsfield, Beaconsfield
(sur l'air de *New York, New York* de Frank Sinatra)

Start spreadin' the registre,
I'm leavin' today
I want to be a part of it
Beaconsfield ! Beaconsfield !
If I can make it here,
I can make it in Toronto
It's up to you
Beaconsfield ! Beaconsfield !

Le blues de la métropole
(sur l'air du classique de Beau Dommage)

En 2001 tout était beau
C'était l'année d'la fusion,
c'était l'année pense gros
Chacun son arrondissement avec une même taxe d'eau
J'avais changé toutes les pancartes,
fallait-tu être niaiseux
J'avais une blonde pas mal jolie
A vit à Pierrefonds avec
14 de mes amis
Partie signer le registre et faire campagne
Qui m'aurait dit que la défusion
allait un jour voler ma gang
Mais qu'est ce qu'un gars peut faire
Quand y a pus l'goût de boire sa bière
J'peux même pas jouer avec mon membre
Parce que j'ai été démembré
Tous mes quartiers sont disparus
Pis moé non plus j'me r'connais pus
On est juste dix mille dans la grosse ville
Avec le blues d'la métropole

Erreurs médicales

Entre 9250 et 24 000 morts par an au Canada

PRESSE CANADIENNE

TORONTO — Des erreurs médicales qui pourraient être évitées causent de 9250 à 23 570 morts chaque année, au Canada, révèle une étude qui a fait date au sujet de ce qui est qualifié « d'événements indésirables » par la communauté médicale.

Cette première tentative pour mesurer l'ampleur du problème permet de constater qu'un patient sur 13, soit 7,5 %, qui a bénéficié de soins de santé dans un hôpital a souffert de ce type d'événement indésirable en 2000 — et 37 % de ces événements auraient pu être évités.

Faux diagnostics

Les événements indésirables vont d'un anévrisme abdominal diagnostiqué comme étant des pierres aux reins (le patient est décédé) à un cas de cancer utérin évident qui n'a pas été détecté, en passant par une ablation des ovaires au lieu de l'hystérectomie partielle qui était prévue.

Les auteurs de l'étude ont cependant averti qu'un lien ne peut pas toujours être établi entre les événements indésirables et les décès.

« Les événements indésirables peuvent être empêchés et dans certains cas, ils entraînent des décès », a dit Ross Baker, co-auteur principal de l'étude.

Mais il sera difficile de remédier au problème sachant que ce genre de confession entraîne parfois des poursuites judiciaires pour les professionnels de la santé, a admis M. Baker.

« Les craintes des professionnels de la santé que les gestes qu'ils font puissent mener à d'éventuelles poursuites judiciaires les incitent à cacher ce type d'incident plutôt qu'à les signaler », a indiqué M. Baker, ajoutant qu'il est difficile de régler les problèmes lorsqu'ils demeurent inconnus.

Le président de l'Association médicale canadienne a qualifié les résultats de l'étude de « réveil brutal ».

« Le rapport nous rappelle qu'il reste encore beaucoup à faire pour améliorer la sécurité des patients au pays », a dit le Dr Sunil Patel.

Les résultats de l'étude ont été obtenus auprès de 3720 patients de 20 hôpitaux situés dans cinq provinces — Québec, Ontario, Nouvelle-Écosse, Colombie-Britannique et Alberta.

St-Constant mazda
48, St-Pierre, St-Constant
(450) 632-0700
www.mazdastconstant.com
Brossard mazda
9200, Taschereau, Brossard
(450) 444-1004
www.brossardmazda.com
PLUS DE CHOIX PLUS DE VROUM VROUM PLUS DE SERVICE PLUS DE PLAISIR
OUVERT LUNDI • OUVERT LUNDI
VENTE EXPRESS
FÊTE DE DOLLARD
Mazda 3 Sport
MOTEUR 2.3 L, 160 CH. | GROUPE ÉLECTRIQUE | FREINS À DISQUE AUX 4 ROUES | JANTES D'ALUMINIUM
0$ COMPTANT
À partir de 289$†/mois
Mazda 6
FREINS À DISQUE AUX 4 ROUES | ANTIPATINAGE | AIR CLIMATISÉ | GR. ÉLECTRIQUE | ABS
À partir de 319$†/mois
Mazda 6 Familiale
V6 220 CH. | FREINS À DISQUE AUX 4 ROUES | ANTIPATINAGE | AIR CLIMATISÉ | GR. ÉLECTRIQUE | ABS
NOUVEAU ! VENEZ L'ESSAYER !
0$ COMPTANT
À partir de 26995$
MPV 2003
DERNIÈRE CHANCE ! 3 EN INVENTAIRE
0% Financement sur 60 mois
RX-8
6 VITESSES | 237 CH. | MOTEUR ROTATIF | AIR CLIMATISÉ | JANTES D'ALUMINIUM 18 POUCES
0$ COMPTANT
À partir de 539$†/mois
Miata Sport 2003
6 VITESSES | JANTES 16 POUCES | SUSPENSION SPORT
DERNIÈRE CHANCE ! 2 EN INVENTAIRE
À partir de 27625$
† Location 48 mois, transport et préparation en sus, taxes en sus, photos peuvent différer. Détails en succursale.
PROGRAMME MAZDA POUR LES DIPLÔMÉS
mazdastconstant.com
brossardmazda.com
PROGRAMME MAZDA POUR ES DIPLÔMÉS
OUVERT LUNDI • OUVERT LUNDI
3227548A

ACTUALITÉS

Plus de 100 000 $ de pension pour des députés

PRESSE CANADIENNE

OTTAWA – Alors que la campagne électorale s'annonce comme une des plus imprévisibles qu'a connues le pays depuis longtemps, plusieurs députés ont choisi se retirer de la vie politique et se prévaudront d'une pension qui atteint les 100 000 $ par année.

David Collenette atteint le sommet de ce palmarès. Après l'élection du 28 juin, l'ancien ministre des Transports touchera une retraite qui lui permettra de recevoir près de 120 000 $ par année, une somme qui sera indexée au coût de la vie pour les années à venir.

M. Collenette, qui aura 58 ans le 24 juin, est suivi sur ce palmarès par Lyle Vanclief, 59 ans, un autre ministre libéral qui pourra recevoir plus de 105 000 $ par année, selon des informations de la Fédération des contribuables canadiens. Au moins trois autres anciens ministres libéraux bénéficieront d'une retraite d'au moins 100 000 $ aussitôt atteint l'âge de 55 ans.

Sheila Copps, 51 ans, pourra se prévaloir d'une pension annuelle de 119 000 $ dès qu'elle aura 55 ans, alors que Bob Nault, 48 ans, devra attendre plus longtemps pour recevoir sa pension de 105 000 $ par année.

Dès janvier prochain, John Manley, ancien vice-premier ministre, pourra commencer à bénéficier de sa pension de 105 000 $ par année. Jean Chrétien, qui en décembre dernier a pris sa retraite après avoir été premier ministre, touche une pension de 154 000 $ par année.

« Je pense que les contribuables sont indignés de les voir empocher d'aussi grosses pensions, qui dépassent de beaucoup celles dont bénéficient la plupart des gens », a dit Bruce Winchester, de la Fédération des contribuables canadiens.

L'an dernier, le nombre d'anciens parlementaires qui touchent une pension de plus de 70 000 $ a quintuplé, passant de cinq à 25. En 2003, le gouvernement a versé 30,3 millions $ aux 531 anciens députés, sénateurs ainsi qu'à leurs héritiers.

Le programme, qui prévoit que les contribuables paient 6 $ pour chaque dollar versé par les députés et sénateurs, a fait l'objet de critiques au cours des dernières années.

Au moins 46 députés élus ne se représenteront pas. Un nombre indéterminé pourrait être défait au terme de la campagne. Mais tous ne pourront pas bénéficier d'une pension. « Ceux qui ont été élus en 1997 ou ensuite n'auront rien. S'il s'agit de candidats défaits aux prochaines élections, ils pourront toutefois recevoir une prime de séparation », a dit M. Winchester.

Résultats

LOTO QUÉBEC — TVA, le réseau des tirages

Lotto Super 7 — Tirage du 2004-05-21

07 22 23 26 32 37 43

Complémentaire: (11)

Ventes totales: 13 374 286 $
Prochain gros lot (appr.): 5 000 000 $

	Gagnants	Lots
7/7	0	2 500 000,00 $
6/7+	2	121 537,40 $
6/7	79	2 692,30 $
5/7	5 105	148,80 $
4/7	110 167	10,00 $
3/7+	105 055	10,00 $
3/7	919 749	Participation gratuite

Lotto 649 — Tirage du 2004-05-22

01 11 12 15 32 46

Complémentaire: (20)

Québec 49 — Tirage du 2004-05-22

07 10 20 22 34 38

Complémentaire: (16)

La Quotidienne — Tirage du 2004-05-22

3 — 282

4 — 7509

Banco — Tirage du 2004-05-22

13 15 17 18 20 21 22 28 30 35
37 38 42 45 47 49 65 67 68 70

Extra — Tirage du 2004-05-21

NUMÉRO 355755

Extra — Tirage du 2004-05-22

NUMÉRO 911712

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets.
En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

Roue de Fortune, Chez vous! Diffusée à TQS, du lundi au mercredi à 18 h 25 et le jeudi à 19 h 30.





Bush chute à vélo

AGENCE FRANCE-PRESSE

CRAWFORD (États-Unis) – Le président George W. Bush a chuté au cours d'une promenade en vélo tout terrain dans son ranch de Crawford, au Texas, s'occasionnant des blessures bénignes au visage, à la main et aux genoux, a annoncé un porte-parole de la Maison Blanche.

M. Bush est tombé à la fin d'une promenade d'environ 25 kilomètres en compagnie de son médecin, Richard Tubb, d'un collaborateur militaire et d'un agent des services secrets responsable de sa sécurité, a précisé le porte-parole, Trent Duffy. Le docteur a traité M. Bush. Le président a refusé d'être reconduit en voiture jusqu'à sa maison, sur l'immense propriété de 850 hectares.

M. Bush, âgé de 57 ans, devait hier soir assister à une fête en l'honneur du diplôme universitaire remis à sa fille Jenna par l'université d'Austin, une ville proche de son ranch. Aujourd'hui, le couple présidentiel a prévu se rendre dans le Connecticut, à New Haven, pour célébrer la remise à leur autre fille Barbara d'un diplôme de l'université de Yale.

EN BREF

Il coule à pic

Un résidant de Mont-Laurier âgé de 38 ans est porté disparu depuis hier après-midi. Son canot a chaviré dans la rivière de la Lièvre, à la hauteur de la municipalité de Mont-Saint-Michel, dans les Laurentides. L'ami qui l'accompagnait a pu regagner la rive indemne grâce à son gilet de sauvetage. Le disparu, quant à lui, n'en portait pas et a vite été emporté par le courant. Une équipe de secours s'est rendue sur les lieux pour tenter de le retrouver. Les recherches se poursuivaient toujours au moment de mettre sous presse. Daniel Dubrûle

Sournoise rivière Rouge

Dans le secteur de l'Ascension, un homme d'une quarantaine d'année a été retrouvé inconscient peu après 20h hier soir après être tombé de son bateau en amont de rapides dans la rivière Rouge. Les personnes qui l'accompagnaient n'ont pu lui prêter secours immédiatement et l'ont vu disparaître dans le courant en direction des rapides. L'homme a été repêché plus loin par les gens qui l'accompagnaient. Des manoeuvres de réanimation ont été pratiquées sans succès. Les secours ont eu de la difficulté à rejoindre le groupe en raison de l'isolement de l'endroit et on se questionnait encore en fin de soirée sur la façon d'évacuer ces personnes.
Daniel Dubrûle

Patience aux douanes

Les achats faits aux États-Unis par des Québécois en congé en fin de semaine pourraient être moins coûteux que prévu. Les douaniers canadiens ont entamé une grève du zèle dans les postes frontière avec les États-Unis. Ils ont également reçu le mot d'ordre de ne pas imposer de taxes aux voyageurs sur les achats faits aux États-Unis et dont le prix est jugé raisonnable. Il s'agit d'un passe-droit qui servirait à compenser pour les longues files d'attente qui pourraient résulter de la grève du zèle. Depuis quatre ans, les 4200 agents se sont vu attribuer des responsabilités d'agents de la paix en vertu du Code criminel. Ils dénoncent le fait que ni leur rémunération ni leur classification ne tiennent compte de ce nouveau statut. La Presse

Audience du BAPE sur l'exploration gazière cette semaine

Les Madelinots protestent

MATHIEU PERREAULT

Les Madelinots s'inquiètent de l'exploration gazière dans le golfe du Saint-Laurent et tiennent à ce que le Bureau d'audience publique en environnement (BAPE) en prenne note. Le BAPE s'arrête cette semaine à Cap-aux-Meules et devrait y recevoir une trentaine de mémoires.

« J'ai entendu parler du projet gazier par des amis de Montréal, qui m'ont envoyé un article sur l'opposition d'artistes au projet, relate Carole Pinchaud, responsable du groupe Madelinots pour le respect du golfe. Nous avons essayé d'en parler à un colloque sur le tourisme, en novembre dernier, mais personne n'était au courant. Alors nous avons fait une marche du ministère des Pêches jusqu'à Hydro-Québec, pour sensibiliser la population. Cent cinquante personnes ont participé, ça a été un succès. »

Depuis, le groupe se réunit une fois par semaine pour partager l'information glanée à gauche et à droite. Une avocate a épluché les lois environnementales, une biologiste qui enseigne au cégep a fait le tour des études réalisées en mer de Norvège, dans le golfe du Mexique, en Californie et, plus près de nous, au large de Terre-Neuve et de la Nouvelle-Écosse.

« Le rapport GSI du gouvernement est très décevant au point de vue scientifique, commente la biologiste Lucie d'Amours, jointe par téléphone à Havre-aux-Maisons. Il y a beaucoup d'affirmations qui ne sont pas étayées par des références. »

Mme d'Amours est particulièrement inquiète du fait que le golfe Saint-Laurent est beaucoup moins profond que les autres régions où il y a de l'exploitation gazière ou pétrolière, comme le golfe du Mexique, la mer de Norvège ou l'Atlantique au large du Canada. « La Californie a récemment interdit l'exploration sismique à moins de 400 mètres de profondeur, dit-elle. Or, le golfe fait au maximum 400 mètres, et beaucoup moins dans le plateau madelinien. »

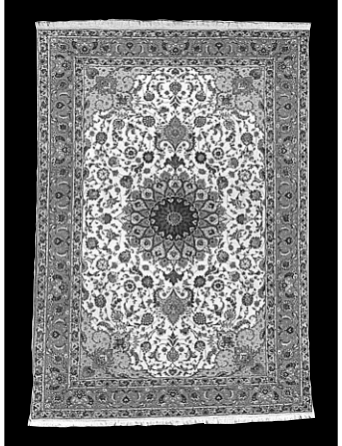
L'exploration sismique consiste à produire des sons au-dessus des fonds marins et à analyser la manière dont ils se répercutent dans le sous-sol. Mme d'Amours craint que les poissons n'en souffrent. « Le gouvernement dit qu'ils arrêteront s'il y a des poissons ou des mammifères marins à proximité, mais je vois mal comment ils feront pour le savoir. »

La biologiste déplore aussi que le BAPE ne considère pas l'ensemble du dossier. « Le BAPE ne veut que se pencher sur l'exploration. Mais avec l'exploitation, beaucoup d'autres questions vont se poser, notamment sur les restrictions pour la pêche. C'est un peu comme si on étudiait l'impact de la construction d'une porcherie sans considérer les centaines de porcs qui y vivront. »

Les Madelinots pour le respect du golfe ont effectué un sondage l'hiver dernier pour évaluer les inquiétudes de la population. Plus de la moitié des 355 répondants ignoraient que de l'exploration sismique avait été récemment faite au gisement de Old Harry, à 80 kilomètres au nord-est des îles. Plus de la moitié craignaient que le développement gazier ait un impact négatif sur le tourisme, et 75 % qu'il ait un impact négatif sur les pêches. Par contre, près de la moitié croyaient que le gaz aurait un impact favorable sur l'économie locale.

Liquidation spéciale

Tapis persans



Tapis persans et orientaux
100 % tissés main

CARGAISON DÉTOURNÉE (no 16661)
Port d'arrivée : New York, N.Y.

Une grosse cargaison de tapis faits à la main a été libérée et confiée à Heriz Persian Rugs pour liquidation immédiate. Tous les genres (Qum soie, Tabriz, Nain, Kashan, tapis tribaux, etc.) et toutes les dimensions, de 2 pi x 3 pi à 12 pi x 16 pi et tapis de passage jusqu'à 22 pi de longueur.

Tous les tapis vont de 100$ à 1 800$

Premiers arrivés, premiers servis
Vendredi 21 mai 2004 - 11 h am - 19 h pm
Samedi 22 mai 2004 - 11 h am - 19 h pm
Dimanche 23 mai 2004 - 11 h am - 19 h pm
Lundi 24 mai 2004 - 11 h am - 19 h pm

HÔTEL RUBY FOO'S
7655, boul. Décarie
Montréal QC (514) 731-7701

VISA MasterCard AMERICAN EXPRESS CHÈQUE

3230398 3230420

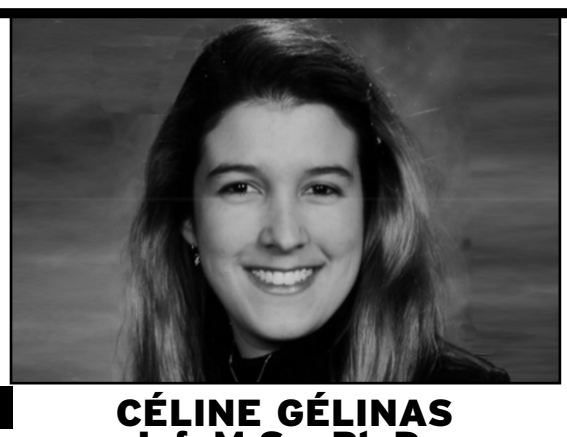
CÉLÉBRITÉS...



MONIQUE LETENDRE
À une épouse, une maman et une mamie en or,
le plus joyeux des anniversaires!
Bises et tendresse,
Aurel, tes six enfants et tes quinze petits-enfants.



FÉLICITATIONS À MLLE CLAUDIE LEBOEUF
Pour l'obtention de son Baccalauréat en enseignement de l'Université de Montréal en avril 2004.
De la part de ses parents et de son conjoint.



CÉLINE GÉLINAS
Inf. M.Sc. Ph.D.

FÉLICITATIONS EN DOUBLE!!

Pour l'obtention de ton doctorat en Sciences infirmières de l'Université Laval et aussi pour avoir remporté le prix Florence, catégorie Relève, de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec.

Et en cette journée spéciale d'anniversaire

BONNE FÊTE!

De tes parents qui t'aiment beaucoup
et de la part de Guy-Philippe et Jean-Bernard.

VOUS AVEZ UN ÉVÉNEMENT À CÉLÉBRER?
Soulignez-le !
LA PRESSE
tous les dimanches dans *La Presse*
Composez le (514) 285-7274
appels interurbains (sans frais) 1 866 987-8363
celeb 23/05/04

la Baie encore plus

solde

de la Journée nationale des Patriotes



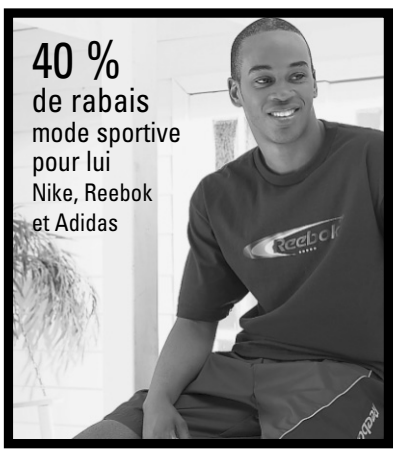
achat-choc
19,99 à 29,99
shorts, tee-shirts et débardeurs griffés
Pour elle. Liz Claiborne, Jones New York Sport et Tommy Hilfiger.
Prix de comparaison 45 $ à 65 $.

Nous sommes ouverts le lundi 24 mai, Journées nationale des Patriotes!

La promo de sacs à main
C'est dans le sac se poursuit!
jusqu'à 40 % de rabais
sacs à main et portefeuilles
Liz Claiborne, Roots, Cornell, Frankie & Johnnie et autres.
Exception : articles dont le prix se termine par 99 ¢. Promo en vigueur jusqu'au dimanche 30 mai.



40 % de rabais
mode sportive pour lui
Nike, Reebok et Adidas



10 % de rabais
petits électros de cuisine et de soins personnels



50 % de rabais
NOUVEAU! Duos-sommeil Classic V, collection Bronze, de Sealy
Plus le châlit en prime.
Exemple. Grand lit.
Ord. 1 599 $. **Solde 799 $.**

pour elle

Achetez un article, obtenez le 2e à moitié prix
mode printanière pour elle Melrose, Alfred Dunner et Nygård Collection
Tailles courantes, petites et grandes. Le 2e article doit être de valeur égale ou inférieure.

solde 9,99 à 29,99
mode ToGo^mc et ToGo^mc Sport pour elle Ord. 14 $ à 39 $.
Tailles courantes et petites. Grandes tailles. Ord. 19 $ à 45 $. **Solde 14,99 $ à 34,99 $.**

50 % de rabais
mode et jeans pour elle
Mudd, HotKiss et L.E.I.

40 % de rabais
sélection mode Mantles^mc
Tailles courantes, petites et grandes.

30 % de rabais
tenues mode et jeans pour elle et lui. CK Jeans, Buffalo, Point Zero, Ikeda, Tommy Jeans et autres

25 % de rabais
pour elle, maillots de bain à 30 $ ou plus et cache-maillot

bijoux, chaussures et accessoires

solde 19,99
sandales sport Brooks
Pour enfant. Ord. 29,99 $

50 % à 55 % de rabais
bagages. Air Canada, Skyway, Ricardo of Beverly Hills, Samsonite et autres.
Exceptions : bagages Eddie Bauer et ceux dont le prix se termine par 99 ¢.

50 % de rabais
bijoux Charter Collection en or à 14 ct

45 % de rabais
soutiens-gorge et slips WonderBra en boîte

40 % de rabais
• collants fins Mantles^mc
• bijoux fins diamantés et gemmés en or à 10 ct et 14 ct

30 % de rabais
sandales pour toute la famille
Exception : Havaianas.

La promo de chaussures
Allez de l'avant se poursuit!

25 % à 40 % de rabais
chaussures et sandales choisies pour elle et lui

25 % de rabais
montres de renom choisies

pour lui

40 % de rabais
• pantalons tout-aller Dockers
• chemises de golf Mantles^mc

30 % de rabais
chemises de ville et cravates

25 % de rabais
lunettes de soleil pour lui

pour enfant

40 % de rabais
mode ToGo^mc pour fille et garçon et maillots de bain pour fille

pour le foyer

300 $ de rabais
batterie de cuisine Europa de Lagostina
Ord. 549,99 $. **Solde 249,99 $.**

60 % de rabais
serviettes de plage Sunsations

50 % de rabais
• oreillers
Ralph Lauren et Laura Ashley
• oreillers, couettes et couvre-matelas sans suite
ToGo^mc, Market Square et autres

40 % de rabais
• verres à pied en cristal
• moulin à café Braun
Ord. 19,99 $. **Solde 11,99 $.**

10 % de rabais
plus 7 % de rabais additionnel
meubles à prix ordinaire
Obtenez 7 % de rabais additionnel sur les prix de solde.

achat-choc
39,99
chaussures de sport de marques réputées pour lui
Prix de comparaison 90 $.

50 % de rabais
bijoux en argent fin
Prix tels qu'étiquetés.

50 % de rabais additionnel
sélection mode griffée à prix de liquidation pour elle
Sur nos derniers prix étiquetés.

40 % de rabais additionnel
tenues de nuit, peignoirs, lingerie de jour, slips et soutiens-gorge mode à prix de liquidation pour elle
Sur nos derniers prix étiquetés.

30 % de rabais additionnel
tenues mode et jeans à prix de liquidation pour elle et lui
Tommy Jeans, CK Jeans, Point Zero et autres.
Sur nos derniers prix étiquetés.

25 % de rabais additionnel
tenues mode et d'extérieur pour enfant, meubles et essentiels pour bébé
Tailles bébé, fille et garçon, 2 à 16.
Sur nos derniers prix étiquetés.

50 millions de dollars d'articles en liquidation pour le foyer
Jusqu'à 60 % de rabais! Tout pour rafraîchir votre intérieur!

50 % de rabais sélection de literie mode Wamsutta, Royal Velvet et autres
30 % de rabais couteaux à steak Beaumark®
25 % de rabais jouets sélectionnés
60 % à 75 % de rabais duos-sommeil : modèles de rayon sans suite

Le choix varie selon le magasin. Les rabais sont sur nos prix ordinaires, sauf avis contraire. Exceptions : articles « Bon prix la Baie tous les jours », « Nouvellement réduit », « Atout griffé », « Achat-choc », Style&Co., INC, Nine & Co et ceux des rayons concédés. La mention « ACHAT-CHOC » indique que nous avons trouvé une aubaine incroyable dont nous voulons vous faire profiter. Si nous indiquons un PRIX DE COMPARAISON, il s'agit du prix qu'un autre détaillant canadien a établi pour un article de qualité identique ou comparable. Les articles « Achat-choc » sont offerts en quantités limitées; pas de bons d'achat différé. Précisions en magasin.



Obtenez jusqu'à 50 % plus de points Primes Hbc.
Utilisez conjointement les deux cartes au moment de régler votre achat dans les magasins de la famille Hbc.
Hbc

3230982A

MONDE

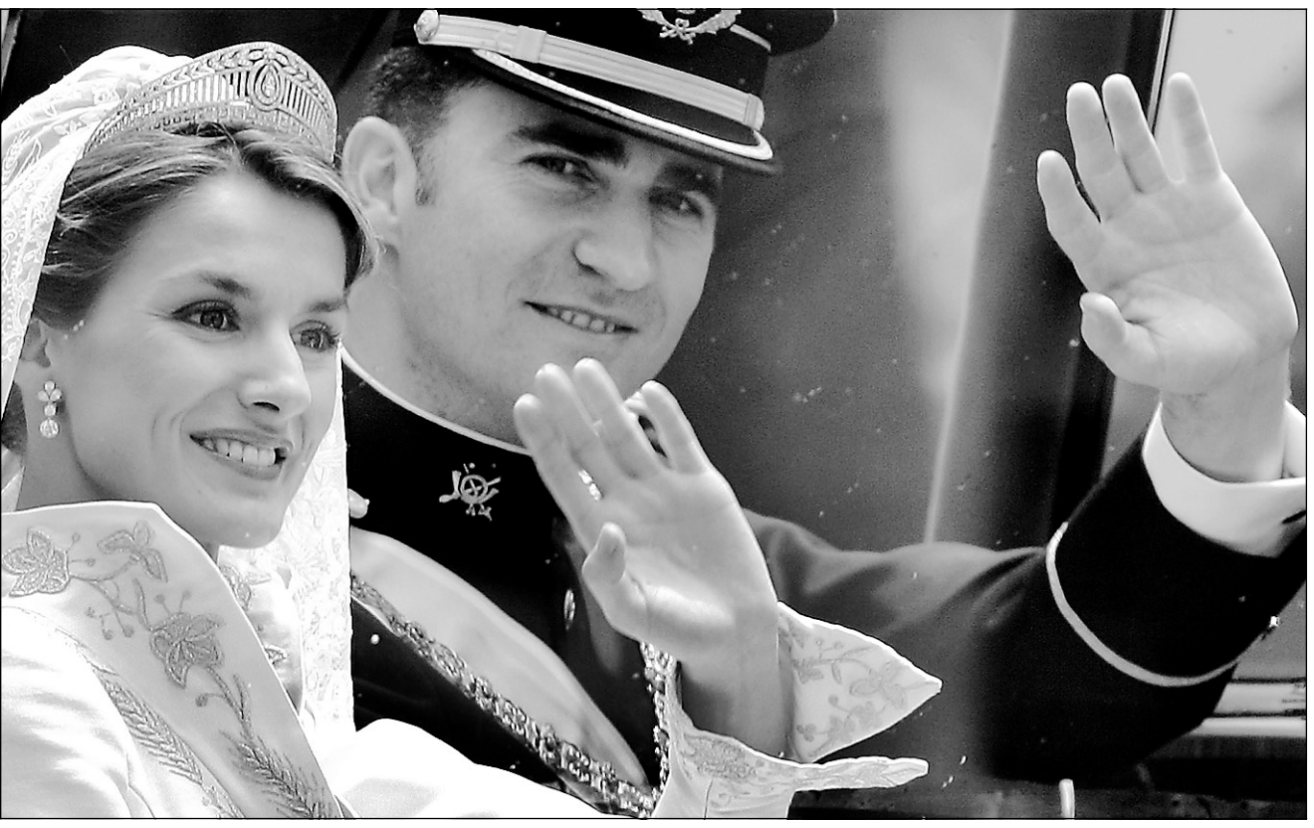


PHOTO AP

Le prince Felipe, héritier du trône d'Espagne, a pris épouse hier en la personne de la princesse Latizia Ortiz, une divorcée. Le couple royal a salué la foule qui s'est massée sur leur passage en dépit d'un climat pluvieux à Madrid.

La pluie aura gêné le mariage de l'héritier du trône d'Espagne et de la princesse Letizia

MARIE-NOËLLE VALLES
AGENCE FRANCE-PRESSE

MADRID — Le prince héritier du trône d'Espagne Felipe a épousé hier l'ancienne journaliste Letizia Ortiz, devenue ainsi princesse des Asturies, à la cathédrale de Madrid au cours d'une cérémonie fastueuse qui a réuni 1600 invités, dont une trentaine de têtes couronnées.

Les rassemblements populaires au passage du cortège royal dans une ville pavoisée à grands frais ont été beaucoup moins nombreux que prévu en raison d'une pluie battante qui a aussi semblé peser sur le sourire habituellement très spontané de Letizia.

La pluie l'a notamment contrainte à arriver en Rolls Royce fermée jusqu'à la porte de la cathédrale de l'Almudena, au grand désespoir des milliers de curieux qui avaient bravé les intempéries pendant plusieurs heures pour la voir fouler à pied les 300 mètres de tapis rouge séparant le palais d'Orient de la cathédrale.

Felipe de Bourbon et Letizia, émus mais la voix ferme, se sont donné un consentement mutuel peu avant 10 h GMT, le premier après avoir recueilli par une inclinaison de tête l'assentiment de son père le roi Juan Carlos I.

Letizia était vêtue d'une robe de soie nacrée au col en corolle, décolletée en pointe avec une traîne rebrodée de lys et autres motifs héraldiques sur 4,50 mètres et un bouquet en cascade de lys, fleurs d'orangers, roses et épis de blé, son voile retenu par le diadème de platine et diamants de style Empire qu'avait porté la reine Sofia à son mariage en 1962.

L'ancienne journaliste de 31 ans, qui avait notamment présenté le journal télévisé le plus regardé du pays, est désormais « son altesse royale la princesse des Asturies » et à ce titre appelée à devenir un jour la première reine d'Espagne divorcée et la première Espagnole à monter sur le trône depuis Maria de las Mercedes d'Orléans, épouse d'Alphonse XII, en 1878.

La dernière apparition publique du couple hier a été le traditionnel salut au balcon du palais royal, sous un soleil enfin réapparu, en même temps que le sourire de la mariée.

Le public qui attendait un baiser s'est contenté d'une esquisse sur la joue entre Felipe, 36 ans, et Letizia, qui ont salué de la main avant d'être rejoints au balcon par le reste de la famille royale, le roi Juan Carlos, la reine Sofia, les infantes Elena et Cristina et leurs époux.

Ils se sont ensuite retirés pour rejoindre leurs 1600 invités au banquet nuptial dans la cour du Palais d'Orient protégée par une marquise de la taille d'un demi-terrain de football.

Les princes des Asturies avaient auparavant parcouru dans une Rolls Royce Phantom IV au toit de verre blindé les rues pavoisées de millions de fleurs, de kilomètres de rubans, de calicots, d'oriflammes et autres toiles peintes aux couleurs de Goya et Velazquez, en saluant au passage les quelques milliers d'admirateurs qui bravaient les intempéries en lançant les traditionnels cris de « viva los novios » (vivent les jeunes mariés).

La princesse Letizia, divorcée d'un premier mariage civil sur lequel l'Église catholique a fermé les yeux, avait ensuite sacrifié à la tradition de dévotion catholique de sa nouvelle famille en allant déposer son bouquet de mariée aux pieds de la vierge d'Atocha, dans la basilique du même nom.

Quelque 17 700 policiers, dont 200 tireurs d'élite, avaient pris position dans le centre entièrement interdit à la circulation, tandis que des chasseurs F18 et un avion-radar Awacs prêté par l'OTAN contrôlaient la zone d'exclusion aérienne.

Ce dispositif de sécurité était à la mesure du déploiement de personnalités — parmi lesquelles une quinzaine de chefs de gouvernement et les représentants d'une trentaine de maisons royales — dans un pays victime depuis 30 ans du terrorisme basque et cible le 11 mars dernier d'attentats islamistes parmi les plus meurtriers ayant jamais touché l'Europe (191 morts).

Quelque 300 manifestants républicains ont protesté hier dans une ambiance bon enfant contre ce qu'ils considèrent comme un « gaspillage d'argent » public.

Selon la presse, le mariage coûtera entre 20 et 25 millions d'euros aux contribuables espagnols.

Quelque 4800 journalistes de 40 pays avaient été accrédités pour ce mariage qui devait être suivi par 1,2 milliard de téléspectateurs de 160 chaînes de télévision dans le monde, en faisant l'un des plus médiatisés depuis les noces du prince Charles, héritier du trône d'Angleterre et de Diana, en 1981.

Attentat contre un conseiller ministériel à Bagdad

Situation confuse à Kerbela d'où les soldats américains et les miliciens chiites se retirent

AGENCE FRANCE-PRESSE

BAGDAD — Un attentat visant un responsable irakien et revendiqué par le groupe d'Abou Moussab al-Zarqaoui lié au réseau Al-QaEda a fait cinq morts hier à Bagdad.

La situation est restée confuse à Kerbala, l'une des villes saintes chiites où le bras de fer entre chiites radicaux et troupes de la coalition a paru marquer le pas avec le retrait de toute force armée du centre de Kerbala dans la journée.

L'attentat à Bagdad a blessé Abdel Jabbar Youssef, conseiller du ministre de l'Intérieur Samir al-Soumaydaï. Une voiture suicide bourrée d'explosifs a explosé le matin à l'extérieur de sa maison, a indiqué le général américain Mark Kimmitt, porte-parole de la coalition.

« Trois gardes du corps ont été tués, ainsi qu'une femme, et 12 véhicules ont subi d'importants dégâts », a-t-il ajouté, précisant que le cinquième tué était probablement l'auteur de l'attentat.

Abdel Jabbar Youssef a été transporté à l'hôpital Ibn Sina, situé dans la Zone verte.

« C'est un terrible crime et une tragédie », a déclaré M. Soumaydaï, arrivé sur les lieux, à Baladiyat, dans le sud-est de Bagdad. Il a estimé que l'attentat symbolisait « une guerre entre les criminels d'un côté et la loi et l'ordre de l'autre ».

Le groupe du Jordanien Abou Moussab al-Zarqaoui, lié au réseau Al-Qaeda, a revendiqué l'attentat visant « ceux qui collaborent avec Washington dans sa guerre et son agression contre la nation islamique », selon un communiqué diffusé sur un site internet islamiste.

Le groupe avait déjà revendiqué l'assassinat lundi dernier du président du Conseil de gouvernement transitoire, Ezzedine Salim, dans un attentat suicide à l'entrée de la Zone verte, le périmètre de sécurité abritant les forces de la coalition.

À Kerbala, à une centaine de kilomètres de Bagdad, les soldats américains et les miliciens de Moqtada Sadr avaient disparu hier matin du centre ville largement dévasté, alors que les habitants commençaient à revenir après avoir fui les combats, a constaté un journaliste de l'AFP.

Dans la matinée, Ali al-Khazaali, un haut responsable de l'Armée du Mehdi, la milice de Moqtada Sadr, avait indiqué à l'AFP avoir « décidé de retirer toute présence armée du centre de la ville en attendant la finalisation d'un accord avec l'autre partie qui doit intervenir cet après-midi ».

Mais la coalition a affirmé qu'il ne s'agissait que d'un redéploiement et a exclu toute négociation avec le dirigeant chiite.

Hier soir, une colonne de blindés américains a pénétré à nouveau dans le centre de Kerbala, ont affirmé des témoins.

À Najaf, l'autre ville sainte chiite, 60 km plus au sud, où s'affrontent également Américains et miliciens de Moqtada Sadr, des hélicoptères ont tiré des roquettes sur le cimetière où sont retranchés les miliciens, selon un journaliste de l'AFP.

Des bombardements ont également eu lieu sur la route reliant Najaf et Koufa, distants d'une dizaines de kilomètres.

Dans la région de Bagdad, un soldat américain a été tué et trois autres blessés dans une attaque à la voiture piégée contre leur véhicule près de Mahmoudiyah, à 30 km au sud de la capitale.

Sur le plan diplomatique, la Ligue arabe, réunie à Tunis, a adopté un ton modéré sur l'Irak, avec un projet de résolution qui « appelle le Conseil de sécurité de l'ONU à prendre les mesures adéquates pour mettre fin à l'occupation au plus tôt ».

Le document, qui souligne l'attachement à « l'unité et la souveraineté de l'Irak », précise toutefois que ce retrait et la fin de l'occupation « doivent prendre en considération la stabilité » dans le pays.

Le sommet a été toutefois marqué par un coup d'éclat du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi, qui a soudainement quitté la réunion et même appelé au retrait de son pays de la Ligue arabe.

L'opposition à l'occupation américaine de l'Irak a trouvé une tribune au festival de Cannes en France qui a décerné sa palme d'or au cinéaste américain Michael Moore pour son documentaire *Fahrenheit 9/11*, un brûlot anti-Bush.

Moore a dédié sa récompense « aux enfants en Amérique et en Irak, et tous ceux dans le monde qui souffrent des actions » des États-Unis.

Koizumi revient heureux de Pyongyang

D'APRÈS AFP

PYONGYANG — Le premier ministre nippon Junichiro Koizumi est rentré hier à Tokyo après une visite à Pyongyang où il a obtenu satisfaction tant sur la crise nucléaire que sur le contentieux des Japonais enlevés par le régime de Pyongyang pendant la Guerre froide, un succès à la fois diplomatique et politique.

Non seulement le despote nord-coréen Kim Jong-il s'est engagé à régler la crise nucléaire par la voie des négociations internationales, mais il a aussi laissé partir au Japon des enfants de Japonais enlevés par son régime.

Séoul s'est félicité des entretiens de MM. Koizumi et Kim.

Réformes et conflits dominent le sommet arabe

RANDA HABIB
AGENCE FRANCE-PRESSE

TUNIS — Chefs d'État et responsables arabes ont entamé hier à Tunis un sommet axé sur les réformes dans les pays arabes, marqué par le départ théâtral du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi, qui a même appelé au retrait de son pays de la Ligue arabe.

Après une réunion matinale publique, les dirigeants ont tenu une réunion à huis clos au cours de laquelle le président égyptien, Hosni Moubarak, a « introduit une nouvelle proposition concernant les réformes qui sera discutée lors d'une réunion dans la nuit des ministres des Affaires étrangères », a indiqué un responsable arabe.

La proposition porte sur « la disposition des Arabes à dialoguer avec les parties internationales sur le texte des réformes qui sera adopté par le sommet, à travers les institutions de la Ligue arabe (...) », selon le texte obtenu par l'AFP.

Cette proposition, qui semble être motivée par le prochain sommet du G8 le 10 juin, a provoqué des réserves de plusieurs pays, qui ont demandé des explications, ont indiqué des délégués.

Un délégué arabe a expliqué la proposition égyptienne, par le souci de M. Moubarak d'éviter des « alternatives » à la Ligue dans le dialogue avec l'Occident sur la question des réformes.

En outre, le président libanais Émile Lahoud, soutenu par ses homologues syrien Bachar al-Assad et algérien Abdelaziz Bouteflika, a proposé plusieurs amendements au communiqué final, a indiqué à l'AFP un responsable libanais.

Les amendements portent notamment sur la question palestinienne et la condamnation des opérations contre les civils « sans distinction ».

Selon les résolutions adoptées par les chefs de diplomatie des 22 membres de la Ligue arabe avant l'ouverture du sommet, la réunion doit dénoncer les attentats contre les civils « sans discrimination », en référence notamment aux civils israéliens.

Cette résolution mentionne aussi une « condamnation des opérations militaires contre les civils palestiniens et les dirigeants palestiniens ».

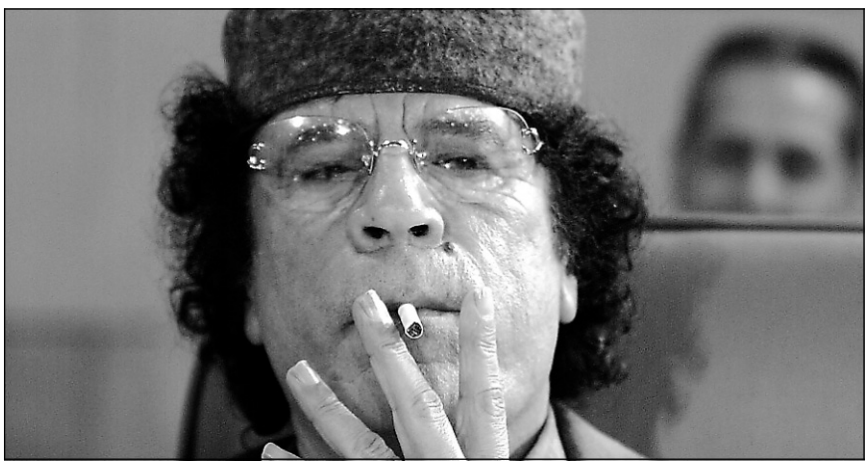


PHOTO AFP

Le leader libyen Mouammar Kadhafi, savourant ostensiblement une cigarette américaine hier au sommet des pays arabes, avant de claquer la porte.

M. Kadhafi s'est retiré lors du discours du secrétaire général de la Ligue, Amr Moussa, durant la séance inaugurale critiquant ceux qui rejettent sur la Ligue tous les maux du monde arabe, en référence au dirigeant libyen.

Lors d'une conférence de presse, M. Kadhafi a ensuite annoncé son retrait du sommet, dit son souhait que la Libye se retire de la Ligue arabe et prôné l'établissement d'un État unique palestino-israélien, l'une de ses idées récurrentes.

Dans leurs résolutions, les dirigeants réaffirmeront leur attachement aux « références de base de la paix », soit « le plan arabe de paix (adopté par le sommet de Beyrouth en 2002) et la Feuille de route ».

ÉLECTIONS 2004

LE CANADA POLITIQUE › 20 CIRCONSCRIPTIONS À SURVEILLER PAGES 10 ET 11

Un, deux, trois... panneaux!

DANIEL DUBRÛLE

Les Montréalais ont renoué avec la frénésie électorale 24 heures plus tôt que prévu. Les organisations du Parti libéral du Canada et du Bloc québécois n'ont pas attendu le déclenchement des élections pour donner le feu vert à leur campagne d'affichage.

Le visage de Gilles Duceppe est visible sur la plupart des lampadaires du boulevard René-Lévesque alors que les libéraux se sont affairés avenue du Mont-Royal. Le même scénario avait cours un peu partout dans l'île et dans le reste de la province.

Les deux partis se défendent bien d'aller trop rapidement en entreprenant le travail dès maintenant. « Devant l'imminence de la campagne, nous avons décidé que le moment était bon. Nous comptons sur la compréhension de tout le monde pour accepter notre affichage un peu plus tôt », a expliqué le responsable des communications du Bloc, Louis Aucoin.

Les libéraux sont aussi gagnés par la fièvre de la visibilité. « Il faut bien s'afficher, constate Marie-Claude Lavigne, aux communications du PLC. À ce que je sache, certains partis ont commencé bien avant vendredi. Ce n'est pas mon autocar de tournée que je vois tous les soirs aux bulletins d'information ! »

Le Parti conservateur, de son côté, attend d'être officiellement en campagne avant de sortir ses panneaux. Le vice-président national de la campagne, Michael Fortier, a constaté l'apparition des affiches de ses rivaux, mais il ne lancera sa campagne d'affichage qu'aujourd'hui au plus tôt. « Nous allons respecter la loi. Je ne peux pas dire si les conservateurs porteront plainte contre les autres ; tout ce que je peux dire, c'est que nous allons respecter la loi. »



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE©

Paul Martin n'a encore rien annoncé, mais les Canadiens le savent désormais : il y aura des élections très bientôt. Impossible de l'ignorer, car les principaux partis ont commencé à placarder les rues de Montréal, hier. Un affichage hâtif, mais légal.

Rien d'illégal en soi

En fait, la loi fédérale a changé depuis l'instauration de la liste électorale permanente. Si la pratique de l'affichage hâtif peut en surprendre plus d'un, rien dans la loi ne l'interdit. L'affichage peut contrevenir à des règlements municipaux mais, en pratique, les villes tolèrent les panneaux des candidats durant la période électorale. « L'affichage est un moyen d'expression qui est garanti par la Charte des droits et libertés, fait remarquer Louis Aucoin, du Bloc québécois. Que l'on affiche quelques heures avant le début de la campagne ne nuit à personne. »

La loi électorale du Québec est plus précise et encadre davantage le temps permis pour l'affichage. C'est ce qui peut provoquer le doute lorsque l'on voit surgir les affiches des différents partis avant le déclenchement des élections.

Avant l'établissement de la liste électorale permanente, la loi électorale fédérale réglementait elle aussi la durée de l'affichage durant les campagnes. « Il fut un temps où les campagnes étaient beaucoup plus longues que maintenant, rappelle Gilbert Desrosiers, directeur de scrutin pour la circonscription d'Alfred-Pellan, dans l'est de Laval. Le recensement avait lieu dès les premiers jours de campagne, et les partis ne pouvaient pas faire de publicité au cours de cette période. Maintenant, les campagnes sont plus courtes, mais il n'y a plus de *black-out*. » Seule demeure l'interdiction d'afficher à proximité des bureaux de scrutin le jour du vote.

Les bénévoles des partis ne font que commencer à travailler, en fait. D'ici à ce que Paul Martin parcoure à pied l'allée qui mène à Rideau Hall pour demander à la gouverneure générale de convoquer les Canadiens aux urnes, plusieurs autres affiches auront bourgeonné sur les poteaux de téléphone. « De notre côté, notre grosse soirée d'affichage, c'est ce soir », a admis Marie-Claude Lavigne.

Les partis sont prêts... ou presque

MICHEL MUNGER

En ce jour de déclenchement des élections, la plupart des candidats des neuf partis autorisés à faire campagne ont déjà été choisis en assemblée d'investiture ou par nomination.

Le Parti libéral compte sur l'« alignement » le plus complet avec 305 candidats (sur 308 circonscriptions) déjà choisis d'un océan à l'autre. Le parti qui est au pouvoir se donne jusqu'à jeudi pour trouver les trois candidats manquants.

Au Québec, les troupes libérales ont par contre complété leur travail et ont déjà nommé 75 candidats. Le choix de Paul Martin dans LaSalle-Émard, jeudi, a mis un terme à la formation de l'aile libérale québécoise.

De son côté, le Parti conservateur a recruté 275 candidats dans l'ensemble du pays, mais seulement 46 au Québec. Rien pour contredire ceux qui croient que le PC éprouve des difficultés dans la Belle Province. Les organisateurs conservateurs espèrent néanmoins trouver des prétendants pour les 308 circonscriptions canadiennes en moins d'une semaine.

Le Bloc québécois a réuni 73 candidatures au Québec. Le parti de Gilles Duceppe doit officialiser cette semaine les investitures de Louis Plamondon dans la circonscription de Richelieu et de Serge Cardin dans Sherbrooke.

Le Nouveau Parti démocratique croit avoir trouvé 74 candidats au Québec, mais les organisateurs de la campagne soulignent que certaines candidatures n'ont pas encore été confirmées. Au plan national, les néo-démocrates estiment que 276 circonscriptions ont déjà un candidat et qu'au jour du vote, 308 personnes tenteront de gagner un siège à la Chambre des communes.

Les tiers partis

Le Parti vert prévoit qu'il présentera un candidat dans chacune des 308 circonscriptions du pays, même s'il lui en manque une trentaine à l'heure actuelle. Au Québec, les verts ont recruté 62 candidats pour séduire l'électorat.

Du côté du Parti marijuana, 112 candidatures ont été choisies (dont 50 au Québec) et ces chiffres ne devraient pas changer avant la limite légale de dépôt des bulletins de candidature, soit 21 jour avant le scrutin.

Le Parti marxiste-léniniste compte sur 75 aspirants députés au pays dont 22 au Québec. Le Parti communiste du Canada a pour sa part trouvé 35 candidats (dont six au Québec), mais il ne croit pas dépasser la barre des 40 avant la clôture des candidatures.

Finalement, le Parti Action canadienne peut déjà présenter 45 candidats aux élections et espère porter ce nombre à 55. Les organisateurs de ce parti expliquent qu'ils misent surtout sur la fusion avec d'autres formations, notamment le NPD, pour livrer bataille en campagne électorale. Seul problème : aucun parti n'a accepté l'invitation.

Avec Nathaëlle Morissette

La roulette électorale de M. Martin



VINCENT MARISSAL

CHRONIQUE

vmarissa@lapresse.ca

C'était il y a six mois, quelques heures après le couronnement de Paul Martin à la tête du Parti libéral du Canada. Un de ses proches collaborateurs avait eu ces paroles prophétiques dans un restaurant de Toronto : « Tout ça semble tellement facile, on attend ça depuis si longtemps, mais la suite est plus risquée qu'on le pense pour Paul parce que les attentes à son égard sont tellement élevées qu'il risque de décevoir bien du monde. »

Le premier ministre sortant a effectivement déçu bien des gens au cours des derniers mois, y compris et surtout dans son propre parti.

Vendredi, quand les chiffres des nouveaux sondages ont commencé à circuler sur la colline parlementaire, la rumeur d'un report des élections s'est d'ailleurs répandue comme une traînée de poudre. La logique voudrait qu'il attende encore avant de déclencher les élections. Mais l'obsession de Paul Martin à gouverner, enfin, avec son propre mandat et non plus avec du temps emprunté à Jean Chrétien, le poussera ce matin à un geste contraire à sa nature : parier sur sa bonne étoile en misant le tout pour le tout sur le 28 juin. Le pari de M. Martin est loin d'être gagné.

Hier matin, dans le nord de Montréal, des bénévoles du Bloc québécois n'ont pas attendu le déclenchement officiel de la campagne et ils couraient littéralement d'un poteau à l'autre pour y installer les affiches de leur candidate. Cet empressement s'explique aisément : le Bloc, à qui on prédisait l'automne dernier une mort certaine, a soudainement retrouvé son énergie des beaux jours grâce au scandale des commandites et est remonté dans les sondages à des niveaux jamais atteints depuis 1993. Si Gilles Duceppe rencontrait aujourd'hui le génie de la lampe magique, il ne formulerait qu'un seul voeu : que le 28 juin arrive dès demain.

Comme un condamné gracié in extremis, Gilles Duceppe semble avoir rajeuni de 10 ans. Sa machine électorale, bien rodée, est déjà en marche et son excellent départ aura permis de fouetter les troupes. L'enthousiasme tiendra-t-il jusqu'au 28 juin ? C'est là tout le défi du Bloc québécois.

À l'inverse, les premiers pas électoraux de Paul Martin n'ont impressionné personne et laissent même craindre le pire aux militants et députés libéraux. Son sprint des deux dernières semaines au Québec a été un fiasco et son assemblée d'investiture, jeudi soir à LaSalle, n'a rien fait pour dissiper les doutes grandissants parmi ses fidèles. Au contraire. Paul Martin est nerveux, préoccupé, il manque tous ses *punchs* dans ses discours, il bafouille en français, bref, rien pour rassurer les militants qui partent au front aujourd'hui.

« Je ne reconnais pas mon chef, il est nerveux, ses discours sont hésitants, il doit absolument se ressaisir, sinon la campagne va être longue », confiait la semaine dernière un candidat libéral.

Sentiment partagé à Ottawa et à Toronto, où l'état-major du Parti libéral a insisté auprès du consortium des télédiffuseurs des débats des chefs pour que l'on tienne le débat en français avant le débat en anglais, de façon à ne pas terminer l'exercice sur une fausse note.

À LaSalle, jeudi soir, les députés, les ministres et leur personnel ne cachaient pas leur inquiétude. Certains prédisaient même de lourdes pertes pour les libéraux au Québec le 28 juin. Les libéraux ont en ce moment 37 députés (sur 75) et ils pourraient facilement en perdre entre 12 et 15. Ce qui explique les bonnes dispositions des libéraux fédéraux envers le Québec depuis quelques jours. Après avoir réglé précipitamment le dossier des congés parentaux la semaine dernière, Paul Martin a entrouvert ces derniers jours la porte du déséquilibre fiscal, un sujet dont il n'a pourtant jamais voulu entendre parler.

Si la situation est périlleuse au Québec pour Paul Martin, elle commence aussi à se détériorer rapidement en Ontario, où l'avance des libéraux a fondu de plusieurs points après le dépôt du budget controversé du gouvernement libéral provincial. Le chef conservateur, Stephen Harper, qui doit absolument percer la forteresse libérale ontarienne, pourrait bien en profiter.

Mauvaise nouvelle aussi sur le flanc gauche, où le NPD de Jack Layton gagne quelques points en Ontario. Nos voisins ontariens verront beaucoup d'autocars de campagne ces prochaines semaines.

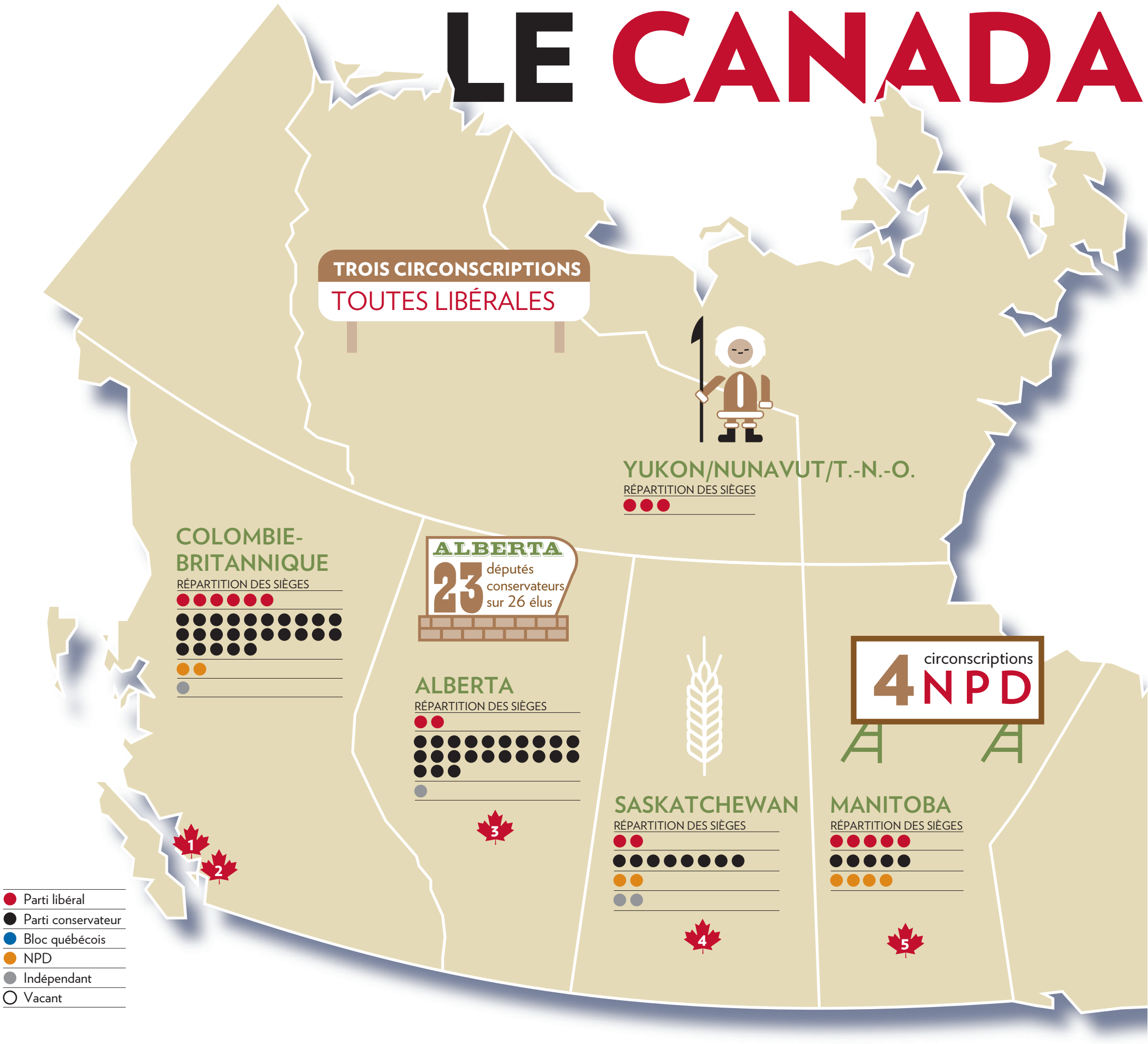
Dans l'état d'esprit actuel des libéraux, l'inquiétude risque de se transformer en panique dévastatrice si les premiers sondages devaient confirmer la baisse. Ce pourquoi la première semaine de campagne de Paul Martin sera cruciale. Selon un dicton anglophone, on n'a qu'une occasion de faire première impression. Disons qu'avec le début de la campagne, M. Martin a une deuxième occasion.

Le compte à rebours commence aujourd'hui. Il a 35 jours pour gagner — ou perdre — le pari le plus risqué de sa carrière politique.

Suivez le déroulement de la campagne électorale dès 13h à **www.cyberpresse.ca/elections**

Consultez les résultats de tous les scrutins de l'histoire canadienne à **www.cyberpresse.ca/scrutins**

ÉLECTIONS 2004



RÉPARTITION DES CIRCONSCRIPTIONS PAR PROVINCE ET TERRITOIRE

Yukon/TNO/ Nunavut	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Ontario
3	36*	28*	14	14	106*

* La Colombie-Britannique et l'Alberta comptent deux circonscriptions de plus qu'aux élections de 2000, l'Ontario trois pour un total de sept circonscriptions supplémentaires.

Un premier coup d'œil

À l'aube d'une nouvelle campagne électorale fédérale, nous vous présentons ici une carte du Canada politique alliant des informations sur les résultats des élections du 27 novembre 2000, un coup d'œil sur la répartition des sièges — par parti et par province — à la dissolution de la Chambre, des éléments nouveaux ainsi qu'une vingtaine de circonscriptions chaudes à surveiller au cours des prochaines semaines. Un document à conserver pendant toute la durée de la campagne. Bonne lecture !

RÉPARTITION DES VOTES PAR PARTI

Élections du 27 novembre 2000

Parti	Nombre de votes valides	Pourcentage
LIBÉRAL	5 252 031	40,8 %
ALLIANCE	3 276 929	25,5 %
PROGRESSISTE-CONSERVATEUR	1 566 998	12,2 %
BLOC QUÉBÉCOIS	1 377 727	10,7 %
NPD	1 093 868	8,5 %
AUTRES	290 220	2,2 %

L'Ontario et l'Ouest

1 Vancouver Quadra
Colombie-Britannique

Dans cette circonscription autrefois détenue par l'ancien premier ministre John Turner, le libéral **Stephen Owen** a été élu avec une majorité d'environ 3600 voix aux élections de novembre 2000. Cela semble confortable, mais la question est de savoir si les appuis de l'actuel ministre des Travaux publics sont suffisamment solides face à la grogne des électeurs de l'Ouest devant le scandale des commandites.

2 Burnaby-Douglas
Colombie-Britannique

Le NPD ne compte que deux circonscriptions en Colombie-Britannique dont celui-ci, véritable bastion défendu par **Svend Robinson**. Mais le populaire député doit prendre une pause de la politique à la suite des événements que l'on sait. Ses déboires judiciaires vont-ils nuire à son successeur? Rappelons qu'en 2000, Robinson n'avait été réélu qu'avec 37 % des voix.

3 Edmonton-Centre
Alberta

L'influente vice-première ministre **Anne McLellan** a toujours dû trimer dur pour remporter sa circonscription, maintenant redécoupée. En 2000, elle ne l'avait emporté que par quelque 800 voix. Elle devra encore travailler fort cette année avec la fusion de la droite. En plus d'avoir à répondre, à titre d'ancienne ministre de la Justice, du très impopulaire programme des armes à feu.

4 Wascana
Saskatchewan

Les libéraux ne sont pas très populaires en Saskatchewan où ils n'ont réussi à faire élire que deux députés en novembre 2000. Heureusement, l'un d'eux est **Ralph Goodale**, celui à qui les libéraux ont pu s'en remettre pour faire le ménage aux Travaux publics. Travailleur acharné, M. Goodale a hérité du prestigieux portefeuille des Finances sous le gouvernement Martin. Mais sera-ce suffisant pour conserver cette circonscription molle ?

5 Charleswood-St-James-Assiniboia
Manitoba

Le populaire maire de Winnipeg Glen Murray a accepté l'offre de Paul Martin et tente sa chance dans le comté actuellement représenté par John Harvard. Ce dernier est nommé lieutenant-gouverneur du Manitoba en guise de remerciement. M. Murray, 46 ans, n'aura toutefois pas la partie aussi facile qu'à la mairie; redéfinie, sa circonscription englobe maintenant des territoires plus conservateurs.

6 Hamilton Est-Stoney Creek
Ontario

Le premier ministre veut plus de femmes candidates au PLC, mais pas dans Hamilton-Est, ancien fief de **Sheila Copps**, dont le territoire a fusionné avec celui de Stoney Creek du ministre **Tony Valeri**. Au terme d'une campagne très émotive, Mme Copps a perdu l'investiture. Elle a prédit une victoire du NPD.

7 Leeds-Grenville
Ontario

Sans doute l'une des circonscrip-tions où la majorité du vainqueur, le libéral **Joe Jordan**, fut la plus mince en novembre 2000. Avec seulement 55 voix de majorité, ce dernier a eu chaud et n'aurait certainement pas résisté à un parti de la droite unifiée… comme c'est le cas cette année.

8 Nepean-Carleton
Ontario

Lorsque Paul Martin a pris le pouvoir, tout le monde désignait **David Pratt** au poste de ministre de la Défense, ce qui arriva. Compétent, l'homme connaît ses dossiers sur le bout des doigts. Mais l'électorat de sa circonscription est de tradition conservatrice. La circonscription pourrait basculer dans les mains de la droite fusionnée.

9 Ottawa-Centre
Ontario

L'ancien chef du NPD **Ed Broadbent** fait un retour remarqué en politique en se présentant dans cette circonscription face à **Richard Mahoney**, un proche de Paul Martin. Lowell Green, populaire animateur de radio de la capitale, a quant à lui mis une croix sur l'idée de se présenter pour les conservateurs, ces derniers affirmant publiquement que Broadbent est imbattable.

10 Toronto-Danforth
Ontario

Ô, la belle bagarre ! Le libéral **Dennis Mills** devra affronter le chef du NPD **Jack Layton** qui fait montre d'un optimisme débordant depuis quelques mois. Excès de confiance ou simple stratégie ? Pour faire exprès, le chef du Parti vert Jim Harris se présente également dans cette circonscription. «Perdre ici n'est pas une option», a déclaré Layton.

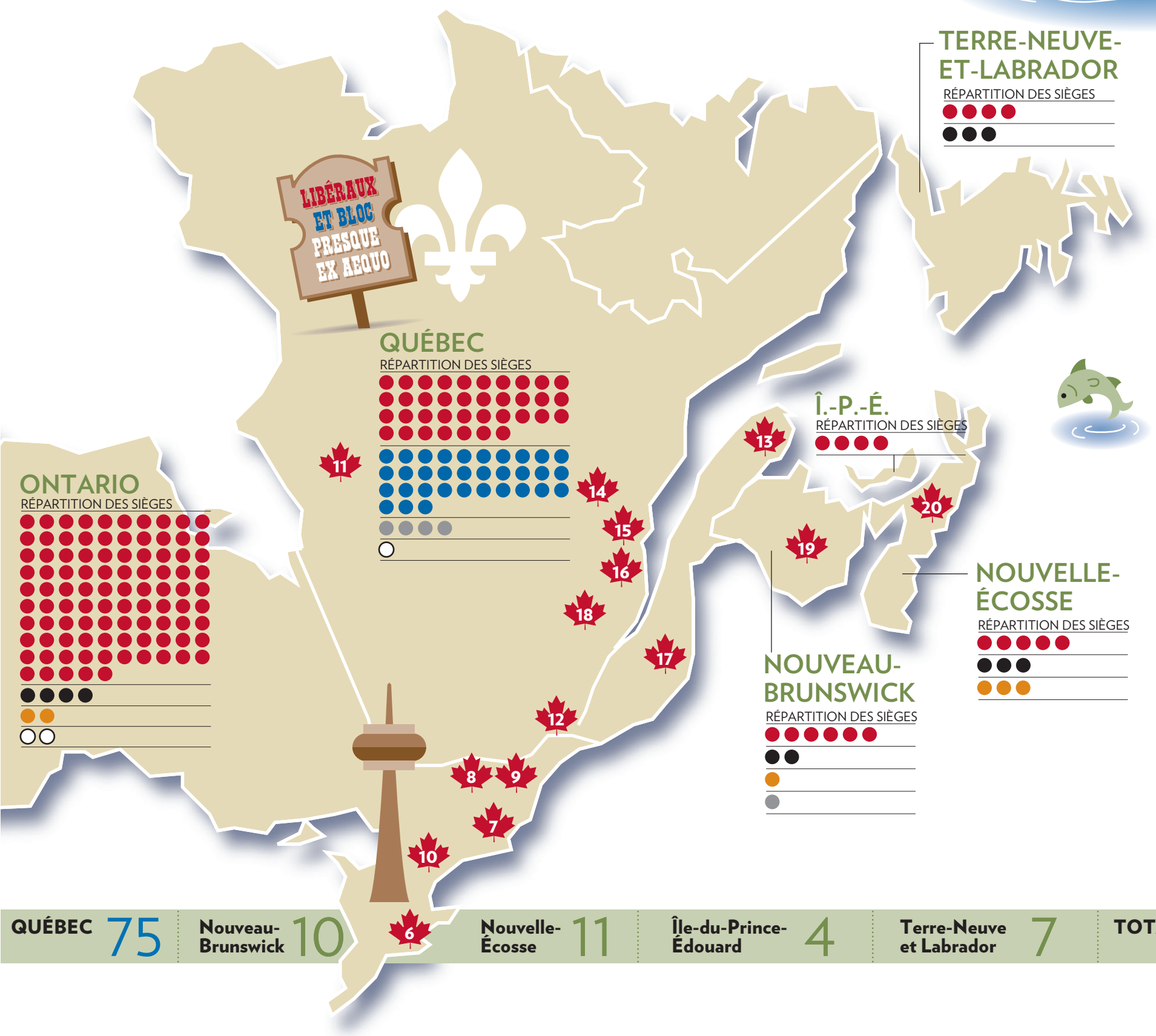
LA CHAMBRE DES COMMUNES EN CHIFFRES
(à la dissolution)

4	Nombre de députés d'origine inuite, amérindienne ou métisse
11	Nombre de députés ayant fait leur service militaire
27	Âge du plus jeune député. James Moore, député conservateur de Port Moody-Coquitlam-Port Coquitlam en Colombie-Britannique, est né le 10 juin 1976
43	Nombre de députés nés à l'étranger
63	Nombre de femmes députées (sur un total de 301)
75	Âge du plus vieux député. Clifford Lincoln, député libéral de Lac-Saint-Louis, est né à Curepipe à l'Île Maurice le 1er septembre 1928

ÉLECTIONS 2004

POLITIQUE





Le Québec et les Maritimes

11 Abitibi-Témiscamingue

Ancienne circonscription du bloquiste **Pierre Brien** qui s'est cassé les dents en quittant son siège pour tenter sa chance avec l'Action démocratique lors des élections d'avril 2003 au Québec. La manœuvre a été payante pour les libéraux qui ont raflé la circonscription avec 56,9 % des voix au cours d'une élection partielle tenue le 16 juin 2003.

12 Beauharnois-Salaberry

Le libéral **Serge Marcil** avait réussi à arracher cette circonscription au Bloc québécois lors des élections de 2000 grâce à un engagement fédéral dans le dossier de l'autoroute 30. Au cours d'une assemblée partisane, Alfonso Gagliano avait annoncé qu'on pouvait s'entendre dans les deux ans. En dépit d'une entente avec Québec quant au financement passée l'année suivante, ce dossier est loin d'être réglé.

13 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

Ancien ministre libéral provincial et maintenant député fédéral, **Georges Farrah** n'est pas certain de pouvoir se faire réélire dans cette circonscription, dont la fragilité électorale est directement proportionnelle à l'humeur des électeurs. Et comme le gouvernement fédéral n'a pas réussi à régler le dossier de l'assurance-emploi dont les règles actuelles pénalisent tous ceux qui vivent de la pêche, l'humeur, justement, n'est pas très bonne.

14 Jonquière-Alma

Souverainiste, la région est normalement acquise au Bloc québécois. Mais elle est frappée d'une querelle fratricide. Battue par **Sébastien Gagnon,** le candidat de Gilles Duceppe et du Bloc, à l'investiture, la députée **Jocelyne Girard-Bujold** pourrait se présenter comme indépendante. Ce qui fait saliver les libéraux dont le candidat est **Daniel Giguère**, l'ancien maire de Jonquière qui a fait la lutte contre les pétrolières.

15 Louis-Hébert

D'aucuns affirment que la circonscription de la ministre du Patrimoine **Hélène Scherrer** est loin de lui être acquis. En novembre 2000, elle l'avait remportée par quelque 2500 voix alors qu'en 1997, c'est le Bloc qui avait été élu. Les bloquistes misent sur un ancien journaliste de Radio-Canada, **Roger Clavet**, pour reprendre le pouvoir alors que l'animateur André Arthur menace de se présenter comme indépendant.

16 Louis-Saint-Laurent

Le député **Jean-Guy Carignan** a démissionné deux fois du caucus libéral, d'abord à la suite de sa condamnation pour un délit de fuite commis en 2000 puis une seconde fois en octobre dernier alors que, réintroduit dans le caucus par Jean Chrétien, il n'avait pas fini de purger sa peine ! Il a voulu se présenter pour les conservateurs qui ont refusé.

17 Richmond-Arthabaska

Voici la seule circonscription qui ait envoyé un député progressiste-conservateur à Ottawa en 2000. Mais André Bachand, un gars aimé dans le coin, n'a pas voulu embarquer dans la fusion des deux partis de droite. De plus, il a décidé de quitter la vie politique. Du coup, la circonscription devient prenable, tant pour les bloquistes que pour les libéraux.

18 Saint-Maurice-Champlain

Représentée durant 35 ans par l'ancien premier ministre Jean Chrétien, que deviendra Saint-Maurice sans son «p'tit gars de Shawinigan» ? Chose certaine, les préliminaires ont bien mal tourné chez les libéraux où l'équipe de Paul Martin a écarté la candidature de Stephen Hogue — proche de Jean Chrétien — sous prétexte de privilégier des candidatures féminines.

19 Tobique-Mactaquac
Nouveau-Brunswick

Profitant de la division de la droite, le libéral **Andy Savoy** avait remporté la circonscription avec seulement 150 voix de majorité en 2000. Mais la droite est maintenant unifiée et ses jours de députés sont peut-être comptés. Le scénario est semblable dans le comté de Fredericton où le libéral **Andy Scott** n'avait remporté le vote qu'avec seulement 38 % des voix.

20 Kings-Hants
Nouvelle-Écosse

Élu sous la bannière conservatrice en 2000, **Scott Brison** a tourné sa veste il y a quelques mois pour rejoindre le Parti libéral. Devenu premier ministre, Paul Martin lui a illico confié le prestigieux poste de secrétaire parlementaire chargé des relations avec les États-Unis. Dans le comté, des électeurs promettent d'avoir la mémoire longue.

AUX ÉLECTIONS DU 27 NOVEMBRE 2000

Nombre total d'**électeurs inscrits**	**21 243 473**
Nombres d'électeurs **ayant voté**	**12 997 185**
Nombre de **votes valides**	**12 857 773**
Nombre de **bulletins rejetés**	**139 412**
Pourcentage d'électeurs ayant **exercé leur droit de vote**	**61,2 %**

RÉPARTITION DES SIÈGES À LA CHAMBRE DES COMMUNES

	À la suite des élections du 27 novembre 2000	Actuellement
PARTI LIBÉRAL DU CANADA	172	169
ALLIANCE CANADIENNE	66	73*
BLOC QUÉBÉCOIS	38	33
NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE	13	14
PARTI PROGRESSISTE-CONSERVATEUR	12	Voir Alliance*
INDÉPENDANT	—	9
VACANT	—	3
TOTAL	301	301

* L'Alliance canadienne et le Parti progressiste-conservateur ont fusionné pour former le Parti conservateur du Canada.

TEXTES ET RECHERCHE
ANDRÉ DUCHESNE

GRAPHISME ET ILLUSTRATIONS
ANDRÉ RIVEST

MONDE



PHOTO DAVID GUTTENFELDER, ASSOCIATED PRESS

Manmohan Singh (à droite) a officiellement succédé hier à Atal Behari Vajpayee (à gauche), présent à la cérémonie de prestation de serment du nouveau premier ministre de l'Inde.

Manmohan Singh devient officiellement premier ministre de l'Inde

Il est le premier sikh à la tête du gouvernement fédéral

AGENCE FRANCE-PRESSE

NEW DELHI — Manmohan Singh, économiste de 71 ans et fidèle lieutenant de Sonia Gandhi, a officiellement prêté serment hier comme 13e premier ministre de l'Inde lors d'une cérémonie au palais présidentiel à New Delhi.

Son gouvernement comptera 67 ministres qui ont prêté serment à tour de rôle, après lui, sous le regard du chef de l'État, Abdul Kalam.

L'accession au pouvoir de M. Singh fait suite au désistement de Mme Gandhi qui avait mené son parti, le Congrès, et la gauche indienne à la victoire aux récentes élections mais qui avait renoncé à la dernière minute au poste de premier ministre après une violente campagne contre ses origines italiennes.

Issu d'une famille modeste, Manmohan Singh est le premier sikh — religion minoritaire dans la république laïque de l'Inde — à devenir chef du gouvernement fédéral, poste jusqu'ici toujours occupé par des hindous. Le président Kalam, qui a fait prêter serment à M. Singh et aux membres du nouveau gouvernement, est musulman.

M. Singh a été ministre des Finances de 1991 à 1996. À ce poste, il a été l'architecte des premières grandes réformes économiques engagées par ce pays de plus de 1 milliard d'habitants.

Manmohan Singh a officiellement succédé hier à Atal Behari Vajpayee, 79 ans, dont le camp nationaliste hindou a subi une défaite sans appel aux élections législatives qui se sont déroulées du 20 avril au 10 mai.

La cérémonie d'hier s'est déroulée en présence de représentants de toute la classe politique, y compris M. Vajpayee et Mme Gandhi.

Sonia Gandhi conserve un rôle politique central en Inde puisqu'elle reste présidente de son parti et du groupe parlementaire du Congrès à la Chambre basse.

C'est la première fois dans l'histoire de l'Inde que le Parti du congrès de la dynastie Nehru-Gandhi — dans l'opposition depuis 1996 après avoir gouverné le pays pendant près de 45 ans — dirige un gouvernement de coalition.

Regroupés au sein de l'Alliance progressiste unie, le Congrès et ses alliés, y compris communistes, devraient disposer de plus de 300 sièges à la Chambre basse du Parlement qui en compte 545.

Les communistes ont décidé de ne pas participer — avec des ministres — au gouvernement Singh mais lui apporteront un soutien « de l'extérieur ». Des discussions se poursuivaient ce week-end entre le Congrès et ses alliés sur un document intitué *Programme minimum commun*. Le Congrès a proposé à Somnath Chatterjee, dirigeant communiste de 74 ans, de devenir président de la Chambre basse du Parlement. Le bureau politique du Parti communiste de l'Inde-marxiste (CPI-M) auquel appartient M. Chatterjee doit se prononcer sur cette question aujourd'hui.

Le Pakistan réintégré dans le Commonwealth

AGENCE FRANCE-PRESSE

LONDRES — Le Pakistan a été réintégré dans le Commonwealth, dont il avait été suspendu en 1999, a annoncé hier à Londres l'organisation réunissant la Grande-Bretagne et la plupart de ses anciennes colonies.

Le groupe d'action ministériel (CMAG) du Commonwealth, sorte d'exécutif informel de l'organisation, « s'est réjoui des progrès faits dans la restauration de la démocratie et dans la refondation d'institutions démocratiques » au Pakistan, a indiqué Don McKinnon, le secrétaire général du Commonwealth.

Le CMAG va néanmoins « rester saisi de la situation en maintenant le Pakistan à son ordre du jour », a-t-il ajouté.

Le Pakistan s'est aussitôt félicité de sa réintégration au sein du Commonwealth, la qualifiant de « décision correcte prise au bon moment ».

Islamabad avait été suspendu en 1999 après le coup d'État du général Pervez Musharraf, qui avait placé le pays en infraction avec les « valeurs politiques fondamentales » du Commonwealth.

La réadmission du Pakistan était espérée notamment par la Grande-Bretagne en raison de l'importance géopolitique du pays et de son rôle dans la lutte contre Al-Qaïda.

Mettez-vous-en plein les poches !

Rabais exclusifs 1 jour



Sentra 1.8 2004
À partir de 179 $ par mois*

Nouvelle Altima 2005
Seulement 289 $ par mois**

Photos à titre indicatif seulement. *Location de 60 mois pour la Sentra 1.8 2004 (C4LG54AA00) à 179 $/mois et pour la Sentra 1.8 (C4LG54BK00) à 199 $/mois, acompte ou échange équivalent de 995 $. Ou à l'achat, PDSF à partir de 13 695 $, certaines conditions s'appliquent. **Location de 48 mois pour l'Altima 2005 (T4RG75AE00) à 289 $/mois, acompte ou échange équivalent de 3 495 $. PDSF de 24 798 $. Pour les deux offres, limite de 24 000 km par année, 0,10 $ km/excédentaire. Voir les détails chez votre sympathique concessionnaire Blainville Nissan.

25 ans de confiance

NISSAN

BLAINVILLE NISSAN

Le concessionnaire le plus parlable du Grand Montréal

(450) 430-8808
Mtl (514) 990-1451
705, boul. Curé-Labelle
Blainville
www.blainvillenissan.com

3231302A

CE QU'IL FAUT SAVOIR
LA PRESSE AFFAIRES
Tous les jours dans LA PRESSE



Vous êtes invités à rencontrer
Stephen Harper

" Je crois à un Canada qui récompense le travail assidu, respecte les contribuables et aide ceux qui sont dans le besoin. Je crois à un gouvernement responsable, qui défend les intérêts de tous les Canadiens. "

Stephen Harper, Chef
Parti conservateur du Canada

Date : Le lundi 24 mai 2004
Heure : 19 h 30
Place: Hotel Omni Mont-Royal

C'est assez ! Votez Conservateur

3231819A
www.conservateur.ca

COMMANDEZ DÈS MAINTENANT VOTRE TOUTE NOUVELLE VOLVO S40 2005

OUVERT LUNDI

OFFERTE SEULEMENT POUR UNE DURÉE LIMITÉE



VOICI LES TOUTES NOUVELLES VOLVO V70 ET S60 ÉDITIONS SPÉCIALES
L'ÉTERNELLE QUESTION : FAMILIALE OU BERLINE ?

Caractéristiques de la V70 édition spéciale : • Sièges sports en cuir T5 • Roues Amalthea en alliage de 17 po • Système audio avec son d'ambiance Dolby Prologic de 325 Watts à 13 haut-parleurs avec changeur de 4 CD encastré incrustations en maillage d'aluminium noir • Pommeau du levier de vitesse en cuir • Siège du conducteur à commande électrique avec 3 positions en mémoire • Becquet arrière • Phares antibrouillard

VOLVO pour la vie





BIEN ÉQUIPÉE À PARTIR DE 398 $* /MOIS, 39 MOIS | 1,8 % TAUX D'INTÉRÊT ANNUEL

BIEN ÉQUIPÉE À PARTIR DE 398 $* /MOIS, 39 MOIS | 1,8 %

John SCOTTI VOLVO

4315, BOUL. MÉTROPOLITAIN E.
SAINT-LÉONARD
TEL.: (514) 725-9394

VENEZ NOUS VOIR POUR PLUS DE DÉTAILS

3226154

Expo-sciences pancanadienne 2004



Raphaël Gervais et Si Yue Guo, grands gagnants de l'Expo-sciences pancanadienne 2004 !

Deux jeunes du Québec reviennent grands gagnants de l'Expo-sciences pancanadienne 2004 !

Si Yue Guo et Raphaël Gervais, élèves de secondaire 5 respectivement au Collège Regina Assumpta et à l'École secondaire Pierre-Laporte à Montréal, ont remporté la plus haute distinction de l'Expo-sciences pancanadienne ! Il s'agit du Prix EnCana pour le meilleur projet au classement général.

Le projet d'expérimentation en sciences physiques et mathématiques de Si Yue et de Raphaël, intitulé « La conductance quantique », a retenu l'attention des juges par sa valeur scientifique et sa rigueur. Les équipes de Têtes chercheuses Merck Frosst, du ministère du Développement économique et régional et de la Recherche et du Conseil de développement du loisir scientifique les félicitent pour cette grande réussite !

Du 15 au 23 mai, 38 lauréats de la Super Expo-sciences Bell, finale québécoise 2004 étaient à St. John's (Terre-Neuve). En effet, ils représentaient le Québec à l'Expo-sciences pancanadienne où quelque 500 jeunes représentant toutes les provinces du Canada étaient réunis pour cette compétition scientifique d'envergure.

MERCK FROSST
Découvrir toujours plus. Vivre toujours mieux.
Têtes chercheuses
www.teteschercheuses.ca

Têtes chercheuses :
un engagement de Merck Frosst Canada envers la relève scientifique du pays.

CDLS
CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT DU LOISIR SCIENTIFIQUE
RÉSEAU CDLS-CLS

Développement économique et régional et Recherche
Québec

3231300A

L'OMS s'attaque aux maux de l'Occident

PETER CAPELLA
AGENCE FRANCE-PRESSE

GENÈVE – L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a achevé son assemblée annuelle en approuvant une série de campagnes sans précédent pour traiter des maladies non transmissibles qui sont liées au style de vie, promouvant notamment un meilleur régime alimentaire.

Cependant les fonctionnaires des 192 États membres de l'OMS ont insisté sur le fait qu'ils étaient encore totalement engagés à combattre les maladies infectieuses, particulièrement dans les pays pauvres.

« L'assemblée a convenu de s'attaquer à des maladies qui peuvent provenir de l'environnement, ou être transmises de personne à personne, mais également aux maladies liées à la nourriture que nous ingérons, à la quantité d'exercice que nous faisons et à la sécurité de nos routes », a déclaré le directeur général de l'OMS, Lee Jonk Wook.

Les maladies chroniques telles que le diabète, les problèmes cardiaques rénaux et les cancers représentent 47 % des maladies dans le monde, selon l'agence de l'ONU chargée de la santé.

L'impact de ces maladies non transmissibles dépassera celui, combiné, des maladies infectieuses telles que la malaria, la tuberculose et le sida dans les 16 années à venir, a prédit recemment l'OMS dans son rapport annuel. La stratégie de l'OMS contre l'obésité invite les gouvernements et l'industrie à préconiser une nourriture moins grasse, moins salée et moins sucrée, et 30 minutes d'exercice modéré et quotidien.

Environ 60 % des décès sont provoqués par les principales maladies non transmissibles, y compris les cancers, et l'OMS s'attend à ce que cette proportion atteigne 73 % en 2020.

EN BREF

Bush rate les remises de diplômes de ses filles

Le président américain George W. Bush doit fêter ce week-end les remises de diplômes universitaires à ses filles jumelles, mais n'assistera pas aux cérémonies pour éviter de perturber leur déroulement. Hier, le président et sa femme devaient se rendre à Austin où une fête était organisée en l'honneur du diplôme universitaire remis à sa fille Jenna. Aujourd'hui, le couple présidentiel sera dans le Connecticut, à New Haven, pour célébrer la remise d'un diplôme à leur autre fille, Barbara, diplomée de Yale. Le président n'a toutefois pas prévu d'assister en personne aux cérémonies car il ne veut pas perturber leur déroulement en raison des mesures de sécurité renforcées et en cas de manifestations contre la guerre en Irak, a indiqué son entourage. Agence France-Presse

Des grands-mères refont la route de l'Aéropostale

Deux grands-mères chiliennes ont fait l'aller-retour entre le Chili et l'Europe à bord d'un monomoteur en refaisant dans leur périple de 74 jours la route transatlantique de la célèbre Aéropostale. Madeleine Dupont et Maria Eliana Christen, âgées respectivement de 60 et 63 ans, sont revenues au pays vendredi soir, en atterrissant avec leur Beechcraft Bonanza F-33 A sur l'aéroport d'Arica (à 1650 km au nord de Santiago). Elles ont fait escale dans 17 pays et parcouru quelque 30 000 kilomètres avec leur appareil à hélice datant de 1981 et baptisé *Juliet*. « Nous sommes émues. Nous avons vu des paysages et des cultures merveilleuses », a déclaré à sa descente d'avion Madeleine Dupont, instructrice de vol dans un club proche de Satiago. Pilotant des avions depuis 15 ans et ayant 2400 heures de vol à son compte, c'est elle qui a eu l'idée de refaire la route de l'Aéropostale, rendue célèbre par Jean Mermoz en 1930 avec son premier vol transatlantique direct d'une vingtaine d'heures entre Saint-Louis du Sénégal et Natal, au Brésil. Les deux femmes, baptisées les « grands-mères volantes » par les médias chiliens, ont pris leur envol le 9 mars avec Genève comme destination européenne finale. Agence France-Presse

Des éléphants en deuil

Une centaine d'éléphants, désespérés par la mort d'un des leurs abattu par des braconniers, ont émis pendant trois jours des barrissements de détresse, dans le sud-est du Bangladesh, a rapporté hier un journal bangladais. Les éléphants sont restés autour de l'animal mort, gisant dans une mare de sang, depuis mercredi, jour où il a été abattu, a indiqué le quotidien *Manabzamin*. Les clameurs de deuil ont affecté le moral des habitants de Ramu, à 290 km au sud-est de Dacca. Agence France-Presse

5000 personnes fêtent la naissance de Tito

Quelque 5000 personnes se sont réunies hier à Kumrovec, le village natal du dirigeant communiste Josip Broz Tito, dans le nord de la Croatie, pour célébrer le 112e anniversaire de sa naissance. « Tito a été la personnalité la plus importante de l'histoire de la Croatie », a lancé à la foule Guste Santini, un responsable de l'association « Josip Broz Tito », créée à Zagreb en 1996 dans le but de préserver la réputation du dirigeant. De nombreux participants portaient des t-shirts avec le portrait de Tito et chantaient des chansons de l'époque des partisans, menés par Tito dans le combat contre les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale. Bien que Tito soit en fait né le 7 mai 1892, le 25 mai était, sous l'ancien régime, le jour de la jeunesse et de la célébration de son anniversaire. Farouchement opposé au dictateur soviétique Joseph Staline, Tito a été à l'origine de la création de l'ex-Yougoslavie, formée de six républiques — la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, la Macédoine, le Monténégro, la Serbie et la Slovénie — qu'il a dirigée jusqu'à sa mort en 1980.

CHEVROLET

« ... CHEVROLET JOUE UN RÔLE DE PRÉCURSEUR (...) EN LANÇANT LA PREMIÈRE BERLINE HATCHBACK NORD-AMÉRICAINE DE CETTE DÉCENNIE. »
Guide de l'auto 2004



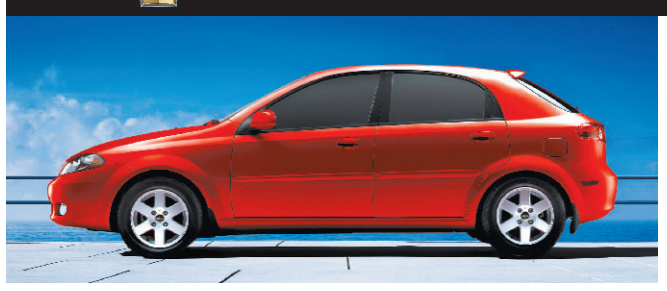
Modèle LT illustré

LA NOUVELLE CHEVROLET MALIBU MAXX

269 $/mois*◆◆ Terme de 48 mois à la location. Transport et préparation inclus.
OU
à l'achat 25 998 $** avec 0 % financement†

• Moteur V6 3,5 L avec boîte automatique 4 vitesses • Toit vitré fixe au-dessus du siège arrière avec pare-soleil rétractable • Centralisateur informatique de bord • Pédales à réglage électrique • Climatiseur • Banquette arrière Multi-Flex à dossier divisée 60/40 rabattable • Démarreur à distance posé en usine

VOICI LA NOUVELLE CHEVROLET OPTRA5

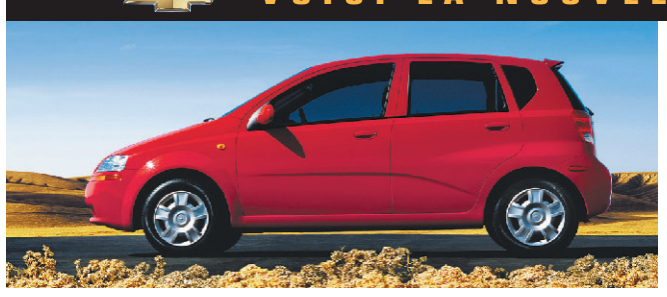


« ... L'OPTRA (...) 5 PORTES OFFRE PLUS D'ESPACE QUE LA MAZDA PROTEGÉ ET L'HYUNDAI ELANTRA... »
Benoît Charrette, *La Presse*

179 $/mois*◆◆ Terme de 48 mois à la location. Transport et préparation inclus.
ou
à l'achat 16 188 $** avec 0 % financement†

• Moteur 2,0 L DACT 4 cyl. de 119 HP • Freins assistés à disque aux 4 roues • Radio AM/FM stéréo avec lecteur CD • Banquette arrière divisée 60/40 à dossier rabattable • Phares antibrouillard • Roues de 15 po avec enjoliveurs • Garantie limitée de 5 ans/100 000 km sur le groupe motopropulseur sans franchise

VOICI LA NOUVELLE CHEVROLET AVEO5



L'AVEO PEUT ACCOMMODER 5 PASSAGERS ET OFFRE 10 PO DE PLUS POUR LES JAMBES QUE LA TOYOTA ECHO 5 PORTES.

149 $/mois*◆◆ Terme de 48 mois à la location. Transport et préparation inclus.
ou
à l'achat 13 798 $** avec 0 % financement†

• Moteur 1,6 L DACT 4 cyl. de 103 HP • Banquette arrière repliable divisée 60/40 • Phares antibrouillard • Chauffe-moteur • Garantie limitée de 5 ans/100 000 km sur le groupe motopropulseur sans franchise • Sécurité 5 étoiles▲

VOICI LE NOUVEAU CHEVROLET EQUINOX



« ... PLUS SPACIEUX (...) PLUS GRAND CONFORT (...) PLUS DE CAPACITÉ DE CHARGE. »
Éric Descaries, *Auto Journal*

349 $/mois*◆ Terme de 48 mois à la location. Transport et préparation inclus.
ou
0 % financement à l'achat†

• Moteur V6 3,4 L à ISC de 185 HP • Boîte automatique 5 vitesses avec surmultipliée • Glaces, portes et rétroviseurs à commandes électriques • Climatiseur • Banquette arrière coulissante Multi-Flex • Système de panneau de chargement à niveaux multiples

GARANTIE DU GROUPE MOTOPROPULSEUR 5 ANS 100 000 KM SANS FRANCHISE
PROGRAMME SPÉCIAL POUR LES DIPLÔMÉS 1000$

L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit.
Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant aux modèles neufs 2004 en stock suivants : Optra5 (1JD48/R7A), Aveo5 (1TD48/R7A), Malibu Maxx (1ZT68/R7A) et Equinox 2005 (1LF26/R7C). Les modèles illustrés comprennent certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. Les frais reliés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits payables à la livraison. *À la location, paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois avec versement initial ou échange équivalent : Optra5 (3 164 $), Malibu Maxx (2 848 $), Aveo5 (2 028 $) et Equinox (2 793 $). À la location, transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 12 ¢ du km après 80 000 km. ◆Première mensualité et dépôt de sécurité (Equinox : 425 $) exigibles à la livraison. ◆◆Dépôt de sécurité payé par General Motors. Le dépôt ne sera pas remis au consommateur à la fin de la période de location. Première mensualité exigible à la livraison. **À l'achat, préparation incluse. Transport (Optra5 et Aveo5 : 930 $, Malibu Maxx : 900 $), immatriculation, assurance et taxes en sus. †Taux de financement à l'achat de 0 % pour des termes allant jusqu'à 48 mois (Malibu Maxx et Equinox : 36 mois). ▲Sécurité 5 étoiles pour le conducteur et le passager du siège avant lors des tests d'impact frontaux. Tests effectués par la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) des É.-U. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucune autre offre ni à aucun autre programme incitatif d'achat ou de location à l'exception des programmes de La Carte GM, des Diplômés et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Un échange entre concessionnaires peut être requis.

Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à gmcanada.com ou au 1 800 463-7483.

CHEVROLET GM

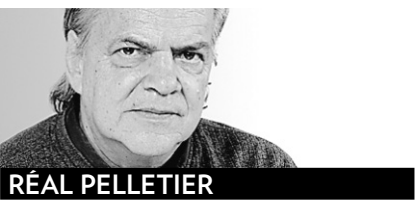
3227916
3222561A

LA PRESSE D'AILLEURS



Pour un droit nouveau contrôlé et adapté à la guerre au terrorisme

Michael Ignatieff redoute l'imminence d'un autre 11 septembre



RÉAL PELLETIER

La terreur fait partie de la vie quotidienne de nos sociétés depuis quelques siècles. Elle a souvent pris la forme de malédictions liées aux grandes épidémies, qui nous ont rejoints au siècle actuel sous la forme du sida ou, plus récemment, du SRAS ; la terreur reste vivace aussi eu égard à certaines maladies comme le cancer ou la crise cardiaque. La terreur fut sociale aussi comme celle qu'inspire aux populations la guerre. Quel sexagénaire occidental aujourd'hui n'a pas, à un moment ou un autre, tremblé à l'idée d'une attaque nucléaire ? Et le citoyen du monde, à peine dégagé de la terreur quotidienne qu'inspirait le nucléaire, n'avait guère franchi le millénaire qu'il devait affronter une nouvelle terreur aux contours indéfinissables : le terrorisme.

L'invasion du terrorisme

Les citoyens du monde savent désormais qu'ils ne peuvent plus prendre un autobus, un métro, un train ou un avion en se fiant entièrement aux ingénieurs et gestionnaires du transport. Peuvent les déjouer des manipulateurs de bombes, de matières chimiques ou biologiques qui ont un accès théorique non seulement aux transporteurs, mais aussi aux espaces de vie et de travail des citoyens.

La terreur moderne a fait son chemin si largement et si rapidement qu'une exposition lui est présentement consacrée à New York, sous le titre de *Terrorvision*, indique le *New York Times*. Un analyste du *Wall Street Journal*, Daniel Henninger, suggère de faire du terrorisme le thème central, sinon exclusif, de la campagne électorale présidentielle 2004, tant le sujet est essentiel pour la suite de la vie.

Un autre observateur, Christopher Whitcomb, ex-patron du FBI, se fait plus technique ; il lie le succès du terrorisme à l'insuccès de l'espionnage et y va, dans l'*International Herald Tribune*, d'un programme de refonte de ces services aux États-Unis. M. Whitcomb n'en revient pas que les États-Unis n'aient pu anticiper l'attaque du 11 septembre 2001 par 19 terroristes, qu'ils aient anticipé la présence en Irak d'armes de destruction massive qui n'existaient pas, et que les États-Unis aient finalement plus ou moins perdu la trace d'Oussama ben Laden.

Certes, les États-Unis disposent du plus puissant appareil d'espionnage au monde, mais le système est dysfonctionnel : une quinzaine d'agences semi-autonomes mal intégrées les unes aux autres. Outre le FBI et la CIA, on trouve des agences d'espionnage aussi bien à l'Énergie qu'au Trésor. Les militaires, eux, disposent de cinq agences dans autant de divisions du Pentagone, sans compter une grande agence de renseignement de la Défense. M. Whitcomb souhaite finalement que tout ce beau monde se retrouve sous l'autorité de la CIA et que des objectifs stratégiques puissent faire en sorte qu'une information lointaine obtenue d'Al-Qaeda à l'autre bout de la Terre puisse, le cas échéant, enclencher immédiatement l'initiative de sécurité pertinente dans une petite collectivité américaine.

Une guerre déjà perdue ?

Les médias d'Occident, anglo-saxons en particulier, regorgent de propositions de ce type qui ont pour objectif de rassurer des populations devenues peureuses. Michael Ignatieff, du Kennedy School of Government de l'Université Harvard, ne fait rien, lui, pour rassurer. Dans un long document que reproduisait en couverture le *New York Times Magazine* début mai, l'universitaire se demande carrément si la guerre au terrorisme n'est pas déjà perdue.

Deux ans et demi après l'attaque du World Trade Center, dit-il, les États-Unis demeurent exposés à une attaque beaucoup plus considérable que la première, marquée cette fois du recours au nucléaire ou à la chimie. De quoi empoisonner notre vie publique de complaintes, de mélancolie, de colère et de peur pendant toute une génération.

Et M. Ignatieff de poursuivre : « Une fois les zones de dévastation délimitées et les morts enterrés, nous pourrions nous retrouver dans un état d'alerte permanente, avec des frontières verrouillées, des contrôles d'identité à tous les coins de rue, des camps de détention permanents pour dissidents et étrangers. Nos droits constitutionnels pourraient disparaître de nos tribunaux pendant que la torture pourrait réapparaître dans nos cellules d'interrogatoire. Le pire, c'est que le gouvernement n'aurait pas à imposer sa tyrannie à une populace avachie ; nous la réclamerions, cette tyrannie, pour notre propre protection. Et si les institutions de notre démocratie se révélaient incapables de nous protéger de nos ennemis, nous pourrions aller plus loin et prendre la loi entre nos mains. Nous avons une histoire de lynchage dans notre pays et pour peu que la peur et la paranoïa s'installent profondément en nous, nous pourrions répéter les pires épisodes de notre passé, assassinant nos anciens voisins qui furent jadis nos amis. »

L'auteur ajoute que quiconque ne prend pas au sérieux la possibilité d'une autre attaque terroriste d'envergure imminente contre les États-Unis n'est pas crédible. M. Ignatieff en veut pour témoin la conseillère à la sécurité nationale, Condoleezza Rice, qui estime que les terroristes ne voudront pas « laisser passer » l'occasion offerte par l'élection présidentielle aux États-Unis.

Composer avec les démons

L'universitaire ne se veut pas défaitiste ; il demande essentiellement que les gens s'ouvrent les yeux et prie surtout libéraux et conservateurs d'abandonner leurs certitudes intellectuelles.

« Pour battre les démons, écrit M. Ignatieff, il nous faudra peut-être composer avec les démons, ce qui veut dire : détention illimitée de suspects, interrogatoires musclés, assassinats sélectifs, voire guerre préventive. Initiatives démoniaques parce qu'elles dérogent au droit national et international et parce qu'elles conduisent à tuer des gens ou à les priver de liberté sans procédure régulière. Elles ne peuvent se justifier que dans la mesure où elles préviennent de plus grands maux. La question est de savoir si nous devons composer avec ces bassesses ou si nous devons laisser des mécréants prendre le contrôle d'institutions libres.

L'universitaire s'en prend ensuite à toute une gamme de certitudes à la mode au sein de la communauté *liberal* des États-Unis :

>> Plutôt que de condamner le principe de la carte d'identité, on devrait explorer un système plus efficace que ce que permet le permis de conduire ;

>> Pourquoi ne pas permettre au FBI de placer sur écoute des gens soupçonnés de terrorisme alors qu'on l'autorise, sous contrôle judiciaire, pour des mafiosi ou des trafiquants de drogue ?

>> Parce qu'il y a eu des abus au Vietnam, l'administration Ford a décidé de supprimer les assassinats sélectifs d'ennemis par la CIA. Ce fut l'amorce d'un vaste mouvement où les agents de la CIA en sont venus à préférer mener une petite vie pépère à lire des rapports dans un bureau à Washington plutôt que d'aller sur le terrain, ce qui a exclu l'agence des ruelles et des conciergeries du Moyen-Orient. L'impair des armes de destruction massive s'explique notamment par le fait que les États-Unis n'ont eu pratiquement aucun informateur en Irak à partir de 1998.

>> En fait, cette incurie remonte à l'attaque contre l'ambassade des États-Unis à Beyrouth en 1983 suivie des attaques en Afrique et contre le porte-avion *USS Cole* : la CIA n'était pas là, dans les souks, les salons de thé et les mosquées du monde arabe pour soudoyer, brusquer, voire éliminer nos ennemis. « Qui ne souhaite pas qu'on ait pu tuer Oussama ben Laden à la fin des années 90 ? »

Autant de thèmes qui, tout en soulevant l'hostilité des militants des droits civiques aux États-Unis, ouvrent la porte à un déferlement de pouvoirs consentis à l'administration.

M. Ignatieff cite un professeur de droit *liberal* de Yale, Bruce Ackerman, qui suggère une révision des pouvoirs du président des États-Unis : advenant une nouvelle attaque terroriste d'envergure, il devrait pouvoir intervenir unilatéralement pendant une semaine et faire incarcérer qui il veut ; après une semaine, le Congrès devrait pouvoir renouveler ce privilège pour 60 jours, après quoi une majorité substantielle devrait être requise pour que la situation se maintienne. L'idée, dans l'esprit de M. Ackerman, est de réglementer les pouvoirs d'urgence plutôt que de permettre au président de cultiver le pouvoir de la tyrannie.

Internement, torture, préemption

De la même manière convient-il de régulariser les pouvoirs d'internement de l'ennemi terroriste et de celui, délicat s'il en est, de la « torture ». L'auteur cite le juriste Alan Dershowitz, de Harvard : des lois doivent régir le recours à la torture, son objectif ne devant servir qu'à prévenir des attaques imminentes et non pas à obtenir des preuves valables devant un tribunal.

Finalement, M. Ignatieff désire qu'un pouvoir démocratique en vienne aussi à régir le pouvoir présidentiel de déclencher des guerres préventives. « Nous avons besoin de règles nationales et internationales pour contrôler ce type de guerre », juge l'auteur.

THE WASHINGTON POST

Garderie

« On n'est pas comme ça, nous ! » « Ce n'est pas américain, ça ! » : telles furent les premières réactions des ténors de l'administration Bush aux révélations de sévices et tortures émanant de la prison d'Abou Gharib, en Irak. Vraiment ? se demandent des militants américains des droits civiques, qui prétendent que pareils traitements sont régulièrement imposés à des détenus dans des prisons aux États-Unis. Pour s'en faire une idée, il faudrait collectionner une multitude d'entrefilets paraissant dans les journaux américains, estime Jamie Fellner, directeur de programme à Human Rights Watch. Un des cas les plus célèbres : des gardes du pénitencier du comté de Cook, à Chicago, en 1999, ont forcé 400 détenus à quitter leurs cellules, à se dévêtir face à des murs et les ont frappés à coups de bâton si leurs yeux quittaient le mur. Un rapport parle de 49 détenus battus. Le soldat Charles A. Graner, accusé de sévices à Abou Gharib, est un ancien employé du pénitencier du comté de Greene, en Pennsylvanie, qui fut le théâtre de violences répétées appliquées aux détenus. On ignore si le soldat Graner a participé à l'opération.

THE WALL STREET JOURNAL

Euphorie

Montréal, comme New York et d'autres, se passionne pour l'avenir de la biotechnologie. En manchette la semaine dernière, le *Wall Street Journal* a écrit que cette industrie de pointe gobe les investissements à un rythme effréné, mais ne produit qu'exceptionnellement des rendements mirobolants. On aura investi 100 milliards dans cette industrie en Bourse depuis un quart de siècle et les pertes nettes dépassent les 40 milliards. Le journal associe la biotechnologie plus à la loterie qu'à investissement sûr. Certes, un investissement de 1000 $ dans Amgen en 1983 vaudrait aujourd'hui quelque 150 000 $. Cela dit, les entreprises américaines de biotech en 2003 auront accusé des pertes nettes de 3,2 milliards en 2003. Pour une entreprise qui réussit bien (2,3 milliards de bénéfice net chez Amgen l'an dernier), une foule d'autres, généralement petites, mettront des années avant d'en venir à tester un produit, épuisant leur capital.

THE NEW YORK TIMES

Voirie

Toyota n'est pas le plus grand fabricant de voitures au monde, mais certainement le plus rentable, avec des revenus de 10,2 milliards lors du dernier exercice fiscal, soit plus que ceux de General Motors, Ford et Daimler-Chrysler combinés. Plus que le double de leurs revenus, en fait. Toyota rivalise avec Ford pour la deuxième place, derrière GM, chez les grands constructeurs d'automobiles dans le monde. Toyota vise une part de 15 % du marché mondial d'ici la fin de la décennie, un objectif qui le situerait en meilleure position que ne l'est GM présentement, c'est-à-dire en première place. Dans l'intervalle, les superprofits de Toyota lui permettent des audaces interdites aux autres, notamment pousser à fond la recherche sur les nouvelles technologies énergétiques comme les systèmes hybrides, et cibler des marchés spécifiques comme les jeunes, avec la Scion. Toyota mène le jeu.

NEWSWEEK

Fourberie

Un dollar le litre ici, 2 $ le gallon aux États-Unis : même répugnance du consommateur. Le chef chroniqueur boursier de *Newsweek*, Allan Sloan, pense qu'on s'énerve pour les mauvaises raisons. L'usage d'un véhicule personnel, dit-il, coûte aux États-Unis 725 $US par mois, carburant non compris. L'augmentation courante à la pompe n'ajoute qu'un peu moins de 25 $ par mois de dépenses. Ce qui doit inquiéter, c'est plus l'impact global de cette hausse sur l'ensemble de l'économie. Une hausse qui s'infiltre dans les moindres recoins de l'activité économique. Chaque nouveau dollar ajouté au coût du baril de pétrole équivaut à un ajout fiscal de 20 millions de dollars par jour — 7,3 milliards par année —sur l'ensemble de l'économie. Ce qui veut dire qu'une hausse de 12 $ du baril en un an représente une ponction annuelle de plus de 100 milliards. Ce qui est beaucoup même pour une économie qui brasse 11 000 milliards par an. L'auteur estime que si Washington jouait avec la Réserve stratégique fédérale de pétrole, on pourrait aisément ramener le prix du baril à 30 $, mais Bush s'y oppose avec indignation.

PLUS



OKA
SOUS PRESSION
PAGE 17

L'ENFER OUBLIÉ DU NORD DE L'OUGANDA
PAGES 18 ET 19



PHOTO JACK SIMPSON, COLLABORATION SPÉCIALE

Ils arrivent sac au dos, sans le sou... souvent du Québec.

Dans la dernière tranche de notre série sur les sans-abri, Judith Lachapelle constate que non seulement le phénomène est bien présent à Vancouver, mais qu'en plus, les Québécois sont très nombreux à traîner dans les rues de la métropole colombienne, où le *crystal meth* fait des ravages.

DOWNTOWN VANCOUVER

Le quart des jeunes sans-abri de Vancouver seraient des Québécois. Pour fuir la justice québécoise, la Direction de la protection de la jeunesse, leurs parents, leur vie, ou tout simplement pour l'aventure, des centaines de jeunes francophones traversent les Rocheuses et aboutissent dans les rues du Downtown Vancouver. Une fois sur place, ils risquent cependant davantage de tomber sur un vendeur de drogue accueillant que sur un travailleur de rue bienveillant...



JUDITH LACHAPELLE

VANCOUVER – Sur une terrasse, angle Grantville et Nelson, en ce début mai, le vent est encore un peu frais mais le soleil est chaud. L'été est tout proche sur la côte Ouest. Mais ce n'est rien pour rassurer Dominique Boivin.

Il fume nerveusement en pensant au travail qui l'attend. « Tu vois ça ? » Il dézippe les poches de son sac à dos. Des seringues. Des dizaines de seringues propres et un contenant cylindrique pour entreposer celles qui sont souillées. Il en a malheureusement besoin tous les jours dans le cadre de son travail, et encore plus à l'approche de l'été.

Dans les prochaines semaines, des hordes de jeunes Québécois en quête d'aventure débarqueront en effet dans la métropole de la Colombie-Britannique. La plupart s'y arrêteront le temps de rebondir vers la vallée de l'Okanagan, les parcs nationaux ou les stations touristiques des Rocheuses en quête d'un emploi d'été. Ils flâneront dans les rues quelques heures ou quelques jours, le temps d'aller voir ailleurs s'ils y sont. Ceux-là n'utiliseront jamais ses seringues et ne fumeront pas ses cigarettes. Mais ce n'est pas le cas de tous.

L'aventure dans l'Ouest prend parfois un tournant dramatique pour les aventuriers les moins bien organisés. Une fois partis sur un coup de tête, avoir traversé le pays sur le pouce ou avoir dépensé tout leur argent pour payer le billet d'autobus, certains se retrouvent sans le sou dans les rues de Vancouver. Ici, les loyers sont chers et les emplois sont rares pour ceux qui sont venus sans diplôme d'études secondaires en poche et qui ne connaissent que des rudiments de la langue du premier ministre Gordon Campbell.

Mais ce n'est pas le pire. Dominique Boivin écrase sa cigarette en faisant un signe poli à un sans-abri venu quêter de l'argent. Jeune, barbu, habillé de fringues de plein air des bottines au bonnet, Dominic est le seul travailleur de rue francophone qui va à la rencontre des jeunes qui errent dans les rues Grantville, Davie ou Burrard. Et encore, il ne peut y consacrer que quelques heures par semaine.

« Il y a des jeunes qui arrivent ici mal organisés. La plupart ont connu le système de la Direction de la protection de la jeunesse. Ils essaient de se débrouiller tout seuls. Mais la première porte qui s'ouvre, trop souvent, c'est celle du *dealer* de drogue. Moi, avec mes 20 heures par semaine, j'ai pas le temps de leur dire de faire attention au *crystal meth*. »

Les *poqués* de Vancouver ont souvent fait les manchettes ces dernières années, mais un phénomène reste encore bien méconnu, même auprès des autorités britano-colombiennes : le quart des moins de 25 ans errant dans les rues de Vancouver seraient des francophones, surtout québécois. Et l'été, quelque 250 d'entre eux hanteraient les trottoirs de la ville.

C'est du moins l'évaluation qu'en a fait l'équipe de la Boussole, seul centre d'aide francophone du genre à Vancouver qui est devenu, par la force des choses, spécialisé en problèmes d'immigration ou de santé mentale. Et la petite équipe — une seule main suffit pour les dénombrer — ne répond pas à la demande.

L'intervenant Érik Desbois, par exemple, au lieu d'épauler son collègue Dominique Boivin dans la rue, doit consacrer pratiquement tout son temps à l'accompagnement de cas lourds en santé mentale chez le médecin... quand il en trouve qui parlent français.

›Voir DOWNTOWN en 16

PLUS

Cristaux dans la nuit

JUDITH LACHAPELLE

VANCOUVER – Ne pas dormir. Le soleil est à peine tombé derrière les montagnes aux cimes enneigées que des ombres échevelées envahissent la rue Grantville, demandant l'aumône aux passants, se méfiant de tout le monde, fuyant les policiers. Surtout, ne pas dormir. « Alors, les jeunes se disent : j'aurais besoin de quelque chose ce soir pour rester éveillé, et si je prend du *pot* je vais m'endormir, raconte le travailleur de rue Dominique Boivin. Et ils découvrent le *crystal meth*. »

À 10 $ la dose qui se fume, s'injecte ou se sniffe, la méthamphétamine sous forme de cristaux (*crystal meth*) promet environ une douzaine d'heures d'euphorie, où la faim et la fatigue s'envolent comme par magie. Et après ? Une autre petite dose, somme toute bon marché, et c'est reparti de plus belle. « C'est le crack à longue durée », dit la directrice de la Boussole, Christine Sotteau.

Le cycle infernal peut se répéter un nombre effroyable de fois. « Ils passent des jours, des jours, et des jours, et même des semaines et des semaines sans dormir, mangeant une pointe de pizza ou un vieux sandwich une fois de temps en temps », s'alarme Dominique Boivin. « J'ai trouvé une fois un jeune qui avait passé 28 jours sans dormir ! Vingt-huit jours ! À quoi penses-tu que ton cerveau ressemble au bout de 28 jours sans dormir ? À du Jell-O ! »

Pas besoin de consommer du *crystal meth* aussi longtemps pour souffrir de dommages au cerveau, révèlent les études. La métamphétamine affecte les neurotransmetteurs responsables de la production naturelle de dopamine, cette substance responsable de la sensation du plaisir. Le corps s'y habitue, tant et si bien qu'un arrêt de la consommation entraîne un mal profond et tenace.

La dépendance est donc très rapide, et l'utilisation à long terme cause des crises de paranoïa et des hallucinations. « Des jeunes en crise psychotique qui se parlent tout seuls dans la rue à cause des effets du *crystal meth*, j'en vois beaucoup, beaucoup », s'enrage le travailleur de rue. Le *crystal meth*, selon le Service de police de la Ville de Montréal, ne serait pas encore arrivé dans les rues de Montréal. « Mais il est facile à trouver à Vancouver, rappelle Christine Sotteau. Tout ce que vous avez à faire, c'est de vous promener dans certains quartiers, et pas juste le Downtown Eastside. »



PHOTO LYLE STAFFORD, COLLABORATION SPÉCIALE

Ne pas dormir...

Downtown Vancouver

DOWNTOWN
suite de la page 15

Pour ce qui est des ressources en psychiatrie ou en désintoxication, c'est le désert. « Non, je ne suis pas très bien dans mon travail », admet Érik Desbois. « Si je travaillais en anglais, ça serait plus facile. J'aurais le même salaire, mais sans les maux de tête. Nos services, c'est un squelette. »

À ses côtés, Dominique Boivin acquiesce. « Qui doit s'occuper de ces jeunes dans la rue ? Le Québec ou la Colombie-Britannique ? demande-t-il. Nous, on est une gang de Gaulois qui essaient de se débrouiller, mais sans potion magique ! »

Go West, young man !

Elle a la tête partiellement rasée et cache ce qui reste de ses boucles blondes emmêlées sous le capuchon de son kangourou. « Je suis arrivée il y a une semaine à Vancouver », raconte Sophie, 25 ans, rencontrée sur un bout de trottoir de la rue Grantville. Les passants jettent à peine un oeil à la jeune Montréalaise et à son ami albertain qui tendent un verre de carton de chez Tim Hortons. « La première nuit, on s'est fait voler tout notre stock. Ça fait que maintenant, on quête pour essayer de partir d'ici au plus vite. »

Habituée des rues de Montréal, Sophie est loin d'être une « crevette », sobriquet dont sont affublés ceux qui font de la rue un sport extrême pendant seulement quelques semaines. Elle a trouvé une chambre d'hôtel bon marché, elle utilise les ressources communautaires quand elle en a besoin, et elle dit se plaire malgré tout dans la rue.

Outre le péril de se laisser tenter par les drogues dures, les jeunes Québécois des rues vancouveroises se heurtent également au harcèlement de policiers beaucoup moins conciliants envers eux, selon Dominique Boivin, que leurs collègues montréalais. Les récentes coupes du gouvernement dans les services sociaux ont également affecté tous les organismes susceptibles de leur venir en aide. « Et il y en a qui semblent *tannés* de ces Québécois qui viennent ici pour profiter du système... »

Ce ne sont pourtant pas les plus *poqués* qui finissent à la rue, côté Pacifique. « Je n'ai rencontré aucun jeune Québécois dans la rue qui se considère comme étant une victime, confie le sociologue Karl Desmeules, qui mène actuellement une recherche sur les Québécois dans la rue à Vancouver. Ils sont conscients qu'ils ont des problèmes, mais ne blâment pas les parents ou le système. Ils ont choisi la rue. »

Le côté « rassurant » du phénomène des jeunes de la rue à Vancouver est que bon nombre d'entre eux sont assez débrouillards pour se sortir du pétrin, lorsqu'il ne s'agit pas de dépendance profonde à des drogues dures, évidemment. « Les jeunes qui sont parvenus jusqu'ici en traversant par eux-mêmes le pays sont fiers, ils ont accompli quelque chose, dit Karl Desmeules. Et ils ne sont pas fous. Quand je leur demande s'ils fréquentent le Downtown Eastside (le quartier le plus malfamé de la ville), ils me répondent : Es-tu malade ? »

PHOTO LYLE STAFFORD, COLLABORATION SPÉCIALE ©

« Les jeunes qui sont parvenus jusqu'ici en traversant par eux-mêmes le pays sont fiers, ils ont accompli quelque chose », selon le sociologue Karl Desmeules.

Les jeunes sans-abri vivent essentiellement de mendicité ou du vol, dont ils revendent les fruits chez les multiples prêteurs sur gages du quartier. Très peu semblent se tourner vers la prostitution. « Ici, tout le monde est un peu tout seul », remarque Karl Desmeules. S'il existe un certain code d'honneur accompagné d'une loyauté et d'une solidarité envers ceux qui le respectent à Montréal, ça n'est pas le cas dans l'Ouest. Même les francophones ne se tiennent pas nécessairement ensemble.

Une constatation qui tranche avec le « mythe de la Colombie-Britannique », rappelle le chercheur, un esprit « peace and love » dans les parcs de la ville où règne le partage des idées, des valeurs, et bien sûr, des substances illicites. « C'était vrai jusqu'à il y a six ou sept ans. La drogue chimique a tout changé. »

La paranoïa, ont constaté les observateurs, a remplacé la solidarité. Dominique Boivin doit repartir ; un jeune l'attend pour une visite au poste de police. Dans la rue, Sophie se ronge l'ongle du pouce. Elle rêve de voir Kelowna, même si Montréal n'est jamais trop loin dans sa tête. « Ça fait un an que j'ai pas appelé mes parents. On s'entendait pas, ils n'étaient pas d'accord avec mon style de vie. Mais là, il faudrait peut-être que je les appelle. »

PLUS

Oka sous pression

Trois projets risquent de toucher le parc le plus fréquenté du Québec

Au nord, une mine. Au sud, un aqueduc. Et en plein coeur, un oléoduc. Non, ce n'est pas une zone industrielle, c'est le parc d'Oka, le plus fréquenté au Québec. Trois projets, dont un a démarré et les deux autres pourraient recevoir le feu vert d'un jour à l'autre, menacent la nature dans ce qui devrait être un espace inviolable dans l'esprit de bien des gens.



CHARLES CÔTÉ
ccote@lapresse.ca



PHOTOS ROBERT MAILLOUX, LA PRESSE

La mine Niocan s'installerait dans cette vallée en retrait de la route principale d'Oka.

Le parc national d'Oka est très proche de Montréal. Cela lui vaut 600 000 visiteurs humains chaque année. Mais près de 200 espèces d'oiseaux le fréquentent, en particulier dans le secteur de la Grande-Baie, un marais exceptionnel pour la région de Montréal. Ce milieu est si sensible, que même les embarcations sans moteur y sont interdites, entre autres pour ne pas perturber les hérons qui y nichent.

Cependant, le cours d'eau qui se jette dans la Grande-Baie, le ruisseau Rousse, risque d'être transformé. La compagnie minière Niocan projette d'y déverser de l'eau. Le débit du ruisseau Rousse s'en trouvera triplé.

Deux autres projets vont aussi affecter le parc : un oléoduc et une prise d'eau municipale.

« On n'aurait pas pensé avoir à se battre pour protéger une aire écologique dans un parc national », déplore Marie-Martine Bédard, du comité de citoyens de Deux-Montagnes, qui conteste tous les projets pouvant affecter de près ou de loin le parc d'Oka.

Florent Gaudreault, biologiste du parc d'Oka, est inquiet. « Le parc subit d'intenses pressions, dit-il. Si on me garantit que la mine ne l'affectera pas, tant mieux, mais je suis inquiet. »

René Dufour dirige Niocan, la société qui veut exploiter un filon de niobium, un métal rare qui rend l'acier plus résistant. Selon lui, l'apport d'eau va « aider » le ruisseau Rousse, dont le débit est très faible au coeur de l'été.

Il affirme que l'eau de rejet sera propre, car elle ne servira pas à traiter le minerai. Elle aura simplement été pompée pour garder les galeries de la mine au sec. Celle qui servira au broyage et au lavage du minerai, une opération très polluante, sera traitée et pompée jusqu'à des lacs artificiels laissés là par une autre mine qui a fermé ses portes dans les années 70. Une partie de cette eau serait réutilisée dans le traitement.



Pierre Lauzon, un résident d'Oka, devant le trou béant laissé par la mine St. Lawrence Columbium. « On ne règle pas le problème d'une mine en en créant une autre », dit-il.

Inquiétude

Mais l'inquiétude subsiste pour Florent Gaudreault. « Si on triple le débit du ruisseau Rousse, cela va avoir un impact sur la température de l'eau, ce qui affectera ensuite certaines plantes rares, certains poissons et les tortues, dit-il. C'est un milieu fragile. »

Pour ces mêmes raisons, il y a quatre ans, un biologiste de la Société de la faune et des parcs du Québec (FAPAQ) a demandé qu'une « étude exhaustive des impacts sur l'habitat du poisson du ruisseau Rousse soit entreprise ».

Le responsable du dossier à la FAPAQ, Bernard Désorcy, a reconnu à *La Presse* n'avoir jamais reçu l'« étude exhaustive » recommandée par son propre biologiste. Il dit avoir eu un « rapport verbal » du ministère de l'Environnement, qui étudie actuellement le projet Niocan. « On eu des préoccupations qu'on a soulevées au ministère de l'Environnement et un représentant nous a rassurés à ce sujet, dit M. Désorcy. Ils ont fait appel au Centre d'expertise hydrique du Québec et il n'y aurait pas d'impact. »

Précisons que le Centre d'expertise hydrique est spécialisé dans la prévention des inondations et la gestion des barrages. Il n'emploie pas de biologiste.

M. Désorcy s'est aussi attiré les foudres de militants écologistes pour avoir donné le feu vert à l'agrandissement d'un oléoduc qui traverse le parc. Cet oléoduc existe depuis 50 ans et n'a jamais posé de problème. Il a été installé avec la permission des moines de l'abbaye d'Oka, autrefois propriétaires de ce qui est devenu aujourd'hui le parc.

La société qui en est propriétaire, TransNorthern, veut le rénover tout en l'agrandissant. Mais en a-t-elle le droit ? John O'Driscol, de la Société canadienne de la faune, croit que non. « La servitude signée à l'époque dit : le tuyau doit être d'un diamètre de 10 pouces et 3/4. Alors comment peut-on l'agrandir ? » demande-t-il.



Marie-Martine Bédard, du comité de citoyens de Deux-Montagnes, craint pour les ressources en eau dans les environs du parc d'Oka. « Ça fait 15 ans qu'on avertit les gens de la problématique de l'eau et du développement urbain », dit-elle.

M. Désorcy dit avoir consulté les avocats de la FAPAQ avant d'autoriser le projet. « Si ça avait été possible, on aurait dit non, mais ce n'est pas le cas, dit-il. On a décidé plutôt de minimiser les dommages. La compagnie veut changer la conduite de 10 pouces pour une 16 pouces. On leur a offert l'abandon de leur emprise actuelle contre un passage dans un endroit moins dommageable. »

La proposition de la FAPAQ est de faire creuser un nouveau pipeline le long d'une route qui dessert le parc.

Troisième projet

C'est d'ailleurs le long de cette route qu'ont commencé la semaine dernière les travaux pour un troisième projet, un aqueduc devant mener à un nouveau puits qui sera situé dans le parc, près de la rive du lac des Deux-Montagnes.

Le puits doit servir à alimenter Saint-Joseph-du-Lac et Pointe-Calumet, aux prises avec de graves pénuries depuis plusieurs années, à cause de l'ajout de milliers de nouvelles résidences sur leur territoire.

Linda Besner, résidente de Pointe-Calumet, en sait quelque chose, elle qui doit parfois se lever au milieu de la nuit pour être sûre de pouvoir prendre une douche. « Nous, on est à la fin du réseau, alors on a le plus de problèmes », surtout l'été, dit-elle.

Ce sera le troisième puits dans le parc : il y a déjà celui de la ville d'Oka et celui qui dessert le parc lui-même. Mme Besner est consciente que le creusage d'un nouveau puits soulève la controverse. « C'est sûr que sur le plan éthique, il y a peut-être des objections à puiser de l'eau dans un parc qui est censé être protecteur », dit-elle.

Mais ce qui préoccupe le plus Mme Besner et les autorités municipales dans la région, c'est le projet de mine de Niocan et son énorme consommation d'eau.

La MRC de Deux-Montagnes a adopté une résolution demandant « que le ministre de l'Environnement ait en mains toutes les études qu'il juge nécessaires » avant d'autoriser le projet de mine. « L'enjeu, évidemment c'est la nappe phréatique », dit Réjean Goyette, porte-parole de Sainte-Marthe-sur-le-Lac.

« On a des citoyens qui s'inquiètent, dit Claude Carignan, maire de Saint-Eustache. Pour l'eau, on est en aval et les vents dominants sont de notre côté aussi. On dit au gouvernement d'avoir toutes les informations en mains. Les études qu'on a pour l'instant viennent de Niocan, alors on a besoin qu'une entité neutre comme le ministère de l'Environnement. »

Malgré tout, le projet semble encore loin d'une approbation gouvernementale. Le 5 mai, dans le cadre de l'étude des crédits du ministère de l'Environnement, le ministre Thomas Mulcair déclarait : « Aujourd'hui, malheureusement, il manque de l'information pour prendre une décision intelligente dans ce dossier-là. »

Un référendum tenu en avril 2000 avait montré qu'une majorité (62 %) de la population d'Oka s'opposait au projet. « On est contre tant et aussi longtemps qu'il n'y aura pas eu d'audiences publiques sur le projet, ce que le gouvernement du Parti québécois nous a refusé, dit Pierre Lauzon, un résident d'Oka. Si on nous fait la preuve que c'est si écologique que ça, on ne s'y opposera plus. Si c'était si clair et si limpide que ça, pourquoi le projet n'est pas encore autorisé ? »

L'appui du maire

Le préfet de la MRC, Yvan Patry, est aussi maire d'Oka. Il est par ailleurs employé aux services techniques du parc. Mais comme maire, il appuie le projet de mine. Pour lui, tous les recours pouvant stopper le projet sont épuisés. De plus, Niocan rendra service à la Ville en la débarrassant d'une mine abandonnée. « On a le choix de se battre et de se faire imposer les choses au bout du compte, dit-il. Ou d'aller négocier et travailler avec Niocan. Ils avaient besoin de l'ancien site de St. Lawrence Columbium, dont on a hérité. Ce sera à nous de surveiller de très près que la mine va respecter ses engagements. Mais le gisement est là. S'il n'est pas pris aujourd'hui, il le sera dans 10 ou 15 ans. »

Retour donc au projet de mine, qui s'installerait dans une vallée bucolique voisine du Calvaire d'Oka, une colline qui fait partie du parc. L'accès à la mine se fera par un chemin qui quitte la route principale juste en face de l'abbaye d'Oka, célèbre pour sa fromagerie. La mine consommerait autant d'eau qu'une petite ville.

Il est exceptionnel d'installer une mine en milieu agricole reconnu pour l'agrotourisme. Cependant, le projet a été approuvé par la Commission de protection du territoire agricole, une décision confirmée par le Tribunal administratif du Québec. L'enjeu était l'utilisation de la nappe d'eau souterraine. Finalement, les fermiers qui pourraient être affectés seront reliés à l'aqueduc.

Radioactivité

La question de la radioactivité a aussi fait l'objet d'une étude spéciale devant le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE). Le massif des Deux-Montagnes recèle de l'uranium et libère du radon, un gaz radioactif qui peut s'infiltrer dans les maisons par le sous-sol.

Selon le rapport du BAPE, publié en 2002, les activités minières n'auraient que peu d'impact sur le niveau naturel de radioactivité dans l'eau de surface de la région. Cependant, le BAPE notait que « les données sont insuffisantes quant à certains aspects du projet ou du milieu récepteur, notamment la teneur en uranium des eaux de surface et la radioactivité du lixiviat des stériles et des scories qui seraient générés par Niocan. Il en découle certaines incertitudes qui commandent des données complémentaires et un suivi environnemental. »

C'est sur toutes ces questions que Niocan et le ministère de l'Environnement négocient depuis presque deux ans. Selon René Dufour, de Niocan, la liste d'engagements déjà pris par sa compagnie fait 22 pages. « On attend notre certificat d'autorisation d'un jour à l'autre, dit-il. On a répondu à toutes leurs questions. Ils nous demandent des normes de trois à quatre fois plus sévères qu'ailleurs. »

Paul-Yannick Laquerre, chef de cabinet adjoint du ministre de l'Environnement, Thomas Mulcair, reconnaît que le milieu dans lequel s'installerait la mine Niocan est « exceptionnel ». « Il y a un parc, des agriculteurs, des milieux urbains, dit-il. Mais Niocan fait un travail exemplaire pour répondre à nos préoccupations. »

PLUS

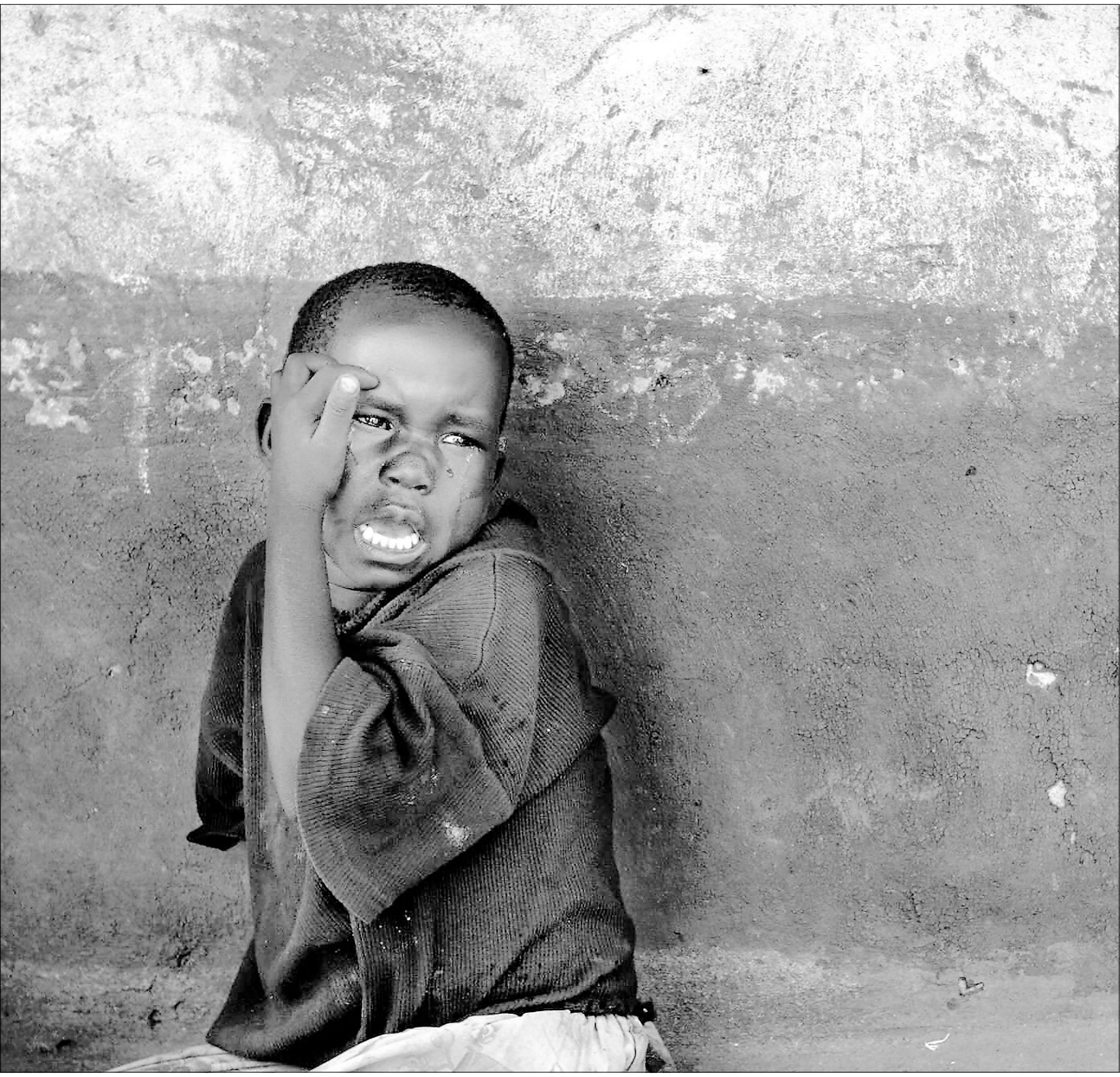


PHOTO MARCO LONGARI, ARCHIVES AFP

Le sort réservé aux enfants dans le nord de l'Ouganda — 20 000 auraient été enlevés depuis le début du conflit, selon les Nations unies — suscite une telle peur que bien des parents n'acceptent pas de garder leur progéniture la nuit dans les camps de réfugiés. Ci-dessus, un jeune garçon éploré dans le camp de Pagak, à 25 kilomètres au nord de Gulu, en novembre dernier.

NORD DE L'OUGANDA

L'enfer oublié

La population du nord de l'Ouganda est aux prises depuis 20 ans avec un sanglant conflit qui a engendré l'une des plus importantes crises humanitaires de la planète. *La Presse* s'est rendue récemment dans cette région oubliée du globe.

MARC THIBODEAU
ENVOYÉ SPÉCIAL
À KITGUM

Un survol du nord de l'Ouganda suffit pour prendre la mesure de la peur instillée depuis bientôt 20 ans par les rebelles sanguinaires et illuminés de l'Armée de résistance du seigneur (ARS), qui s'est donné pour objectif d'établir dans le pays un gouvernement « fidèle aux 10 commandements ».

De Kampala, paisible capitale au sud, on voit apparaître après une demi-heure de vol une succession de villages abandonnés sur des dizaines et des dizaines de kilomètres dans cette région oubliée, aux prises avec l'une des pires crises humanitaires de la planète.

Afin de les « protéger » des raids de l'ARS, le gouvernement du président Yoweri Museveni a choisi de regrouper les civils dans de vastes camps où croupissent aujourd'hui un million et demi de personnes en attente du dénouement d'un conflit qui n'en finit plus.

Chaque semaine qui passe amène de nouvelles tueries, les rebelles massacrant et pillant pour assurer leur survie dans la brousse et faciliter leurs mouvements face aux troupes de l'armée, qui ne cesse de prédire la mort prochaine du fantasque leader et gourou de l'ARS, Joseph Kony, tout en se félicitant, sur une base régulière, d'avoir éliminé 20, 30 ou 40 rebelles.

Ces bilans passent généralement sous silence le fait que la majorité des « rebelles » tués sont des enfants issus de la région, enlevés par les fidèles de Kony avant d'être recyclés comme soldats, porteurs ou esclaves sexuels par des commandants souvent eux-mêmes « recrutés » lors de précédents raids.

Des commandants comme Thomas Kopkulu, 31 ans, qui a fui les rangs de l'ARS en décembre dernier après avoir passé 11 ans au sein de la rébellion. Rencontré fin avril dans un centre de réhabilitation de Kitgum, petite agglomération du nord du pays protégée par un imposant contingent militaire, il affirme avoir tué plusieurs centaines de civils durant son passage dans la brousse.

« Lorsque je tuais, je pensais qu'il s'agissait d'une forme de travail, un travail correct », a-t-il confié en entrevue, les yeux dissimulés derrière d'épais verres fumés.

Formé pour devenir membre des escouades de tueurs de l'ARS, il affirme avoir subi une initiation traumatisante au cours de laquelle on l'a forcé à manger le cerveau d'un homme qu'il venait d'assassiner et à boire le sang de sa femme. « Nous étions plusieurs à devoir faire la même chose. Nous sommes tous devenus fous. Ils ont dû nous attacher pour nous calmer », relate-t-il sans manifester la moindre émotion, un état de stupeur qui n'est pas rare chez les rescapés de la brousse.

« Il s'améliore. Lors de son arrivée ici, il ne parlait à personne et demeurait toute la journée dans son coin », note un employé de l'ONG qui chapeaute le centre de réhabilitation.

« Lorsque je tuais, je pensais qu'il s'agissait d'une forme de travail, un travail correct. »

Les enfants écopent

Les jeunes enfants enlevés par l'ARS n'échappent pas aux atrocités puisque les rebelles les obligent souvent d'emblée à tuer les membres de leur propre famille pour éliminer toute possibilité de retour à une vie normale.

Les téméraires qui tentent de s'échapper le font au péril de leur vie. « Un des enfants dans mon groupe qui s'était enfui a été repris quelques jours plus tard. Nous avons été obligés de le frapper à tour de rôle à la tête jusqu'à ce qu'il meure », confie « Doctor », un homme de 19 ans ayant passé cinq ans avec les rebelles, baptisés *ototong*, ou coupeurs, par la population en raison de leur propension à trancher les yeux, le nez et les oreilles des personnes soupçonnées de « collaborer » avec les autorités gouvernementales.

Le sort réservé aux enfants — 20 000 auraient été enlevés depuis le début du conflit, selon les Nations unies — suscite une telle peur que bien des parents n'acceptent pas de garder leur progéniture la nuit dans les camps de réfugiés, théoriquement protégés par l'armée ou des milices locales, préférant les envoyer en ville lorsqu'il en existe une à proximité.

À Kitgum, on peut voir chaque jour à la tombée de la nuit des milliers d'enfants marchant sur les routes en direction de la petite agglomération, où ils dorment dans la cour d'une école, d'un hôpital ou encore sur le porche des commerces, une simple couverture posée sur le sol en béton, avant de retourner à leurs parents le matin venu.

Lors du passage de *La Presse* à la mission Saint-Joseph, des milliers d'enfants, parfois âgés de seulement 4 ou 5 ans, allaient et venaient sans autre forme de supervision, certains jouant ou étudiant tant bien que mal dans une faible lumière. « Quand il pleut, ils dorment quand même à l'extérieur. Ils n'ont rien », note Martin Nyeko, employé ougandais de l'International Rescue committee, ONG active dans les camps de réfugiés.

En avril, la ville accueillait quotidiennement plus de 10 000 « voyageurs de nuit », mais ce chiffre a déjà grimpé à plus de 20 000, la fréquence des attaques

LE CONFLIT

Le fantasque et sanguinaire leader de l'Armée de résistance du Seigneur (ARS), Joseph Kony, qui regarnit ses troupes en kidnappant des enfants du nord du pays issus de son groupe ethnique, s'est juré de renverser le président Yoweri Museveni pour mettre en place un nouveau gouvernement fidèle aux commandements divins.

DEPUIS QUAND ?

Le conflit a débuté en 1986 lorsqu'une guérisseuse prétendant être la porte-parole d'un esprit a rallié à sa cause des officiers fuyant les soldats du président Museveni, qui a pris le pouvoir cette année-là. Kony a repris le flambeau en 1988 après qu'elle eut fuit au Kenya, où elle vit aujourd'hui.

QUELQUES CHIFFRES

> 20 000 enfants ont été kidnappés par les rebelles de l'ARS depuis le début du conflit;
> Plus de 100 000 personnes auraient été tuées;
> 1,5 million de personnes du nord du pays sont regroupées, théoriquement pour assurer leur protection, dans des camps de réfugiés insalubres.

PLUS



PHOTO PETER BUSOMOKE, ARCHIVES AFP

Des soldats ougandais patrouillent près du camp de Barlonyo, dans le nord du pays, où l'Armée de résistance du seigneur a massacré plus de 200 personnes en février.

de l'ARS étant la principale cause de cette fluctuation.

La peur n'est pas le seul facteur qui contribue à cette migration quotidienne, puisque nombre de familles vivant dans les camps de réfugiés n'ont tout simplement pas assez de place dans leur modeste hutte de terre pour loger tous leurs enfants.

De multiples bavures

Rangés côte à côte, les bâtiments de trois mètres de diamètre font piètre figure et témoignent des difficiles conditions de vie des réfugiés, forcés d'abandonner leurs terres et de vivre dans un état de dépendance totale. La nourriture est fournie par le Programme alimentaire mondial, qui utilise des convois protégés par des dizaines de militaires lourdement armés pour se rendre dans les camps les plus reculés, les rebelles n'hésitant pas, lorsque l'occasion se présente, à attaquer les travailleurs humanitaires.

« On ne peut rien faire ici. C'est la mort », confie un homme d'une quarantaine d'années vêtu de lambeaux, saoul à une heure matinale, qui parle avec mélancolie de l'époque où il était batteur dans une troupe folklorique renommée.

La détresse de cet homme, rencontré dans le camp de Labuje, près de Kitgum, est à la mesure de la misère de l'endroit où sévissent maladies, malpropreté et malnutrition, des dizaines d'enfants ballonnés courant ici et là, apparemment indifférents aux nuées de mouches qui les pourchassent.

« Les gens seraient beaucoup mieux s'ils étaient restés dans leurs villages », confie Mary Filder, une infirmière bénévole qui tente, sans matériel et sans médecin, de traiter au jour le jour les malades du camp, une bataille héroïque lorsque l'on considère que la malaria, à elle seule, touche pratiquement 30 % des enfants.

Les citoyens qui s'aventurent trop loin hors des camps le font à leurs risques et périls puisque les soldats ougandais, généralement peu disciplinés au dire des coopérants rencontrés à Kitgum, ont la gâchette facile. Une famille qui s'affairait à planter des semences reçues d'une ONG a notamment été décimée par des soldats qui avaient pris ses membres pour des rebelles, a relaté un réfugié du camp. Les quelques publications indépendantes de Kampala font état de leur côté de multiples bavures de l'armée.

La question fondamentale, pour la population, est de savoir à quel moment prendront fin les hostilités. « Je demande à Dieu tous les jours de faire en sorte que tout ça s'arrête », souligne avec dépit Dick Olum, vieil homme qui participe à l'organisation des rares services offerts aux quelque 13 000 occupants du camp de Labuje.

La résistance de la rébellion est le sujet, dans la région, de moult spéculations. Certains affirment que le président ougandais, issu d'une ethnie du Sud, laisse perdurer les hostilités pour « punir » la population acholie de ne pas l'avoir soutenu, les officiers de cette ethnie du Nord ayant joué un rôle important dans le régime de l'ex-dictateur, Milton Obote, et de la junte qui lui a succédé avant l'arrivée au pouvoir de M. Museveni, en 1986.

D'anciens officiers en fuite vers le nord s'étaient regroupés pour former le « Mouvement du Saint-Esprit » sous la gouverne d'une jeune mystique acholie, Alice Auma, qui prétendait être la porte-parole d'un esprit censé guider les rebelles à la victoire. Portés par leur croyance en l'effet d'un beurre karité devant les protéger des balles, ils remporteront plusieurs batailles contre l'armée avant que leur inspiratrice soit contrainte de fuir au Kenya en 1987, où elle vit toujours aujourd'hui.

Kony, un disciple d'Alice Auma, reprendra le flambeau en 1988, mélangeant à son tour croyances animistes et chrétiennes. Le leader, qui accorde très rarement des entrevues aux médias par crainte d'être localisé par l'armée, affirme être en communication avec le Saint-Esprit. Les représailles contre les Acholis, qu'il prétend vouloir « libérer » de l'oppression du gouvernement de Kampala, se justifient selon lui par le fait qu'ils refusent de soutenir son mouvement.

Les jeunes enfants enlevés par l'ARS n'échappent pas aux atrocités puisque les rebelles les obligent souvent d'emblée à tuer les membres de leur propre famille.

La « victoire finale » pas pour demain

Des militaires ougandais n'hésitent pas pour autant à dire que la véritable cause de la survie des rebelles — dont le nombre se situerait entre 4000 et 7000, un chiffre invérifiable — est le soutien de la population locale.

Certains affirment que le président ougandais, issu d'une ethnie du Sud, laisse perdurer les hostilités pour « punir » la population acholie de ne pas l'avoir soutenu.

« Un vieil homme m'a déjà dit qu'il ne voulait pas que nous lancions une offensive parce que nous allions tuer leurs enfants », s'indigne un major rencontré à Kitgum, qui voit dans ce type de commentaire une illustration de la popularité de Kony plutôt qu'un témoignage de la position intenable de la population, prise entre l'armée et des rebelles souvent issus de leur sang.

« Vous avez vu comment les gens vivent ici ? Comment la population pourrait-elle supporter les rebelles ? » s'insurge un travailleur humanitaire.

Une hypothèse plus souvent évoquée pour expliquer la longévité de Kony est le soutien du Soudan voisin, qui a longtemps approvisionné les rebelles ougandais en armes tout en leur offrant une base de repli au nord. Les troupes de l'ARS attaquaient régulièrement en contrepartie les rebelles soudanais en conflit avec Khartoum.

Les pourparlers de paix en cours au Soudan pourraient rendre caduque cette alliance. Les troupes ougandaises sont d'ailleurs autorisées depuis 2002 à pourchasser les rebelles jusqu'en territoire soudanais, les deux pays ayant rétabli leurs relations diplomatiques. Nombre de rebelles sont conséquemment revenus en Ouganda, entraînant une recrudescence des exactions contre les civils.

Autre théorie : le président Museveni chercherait à utiliser le conflit pour justifier la nécessité de demeurer en poste au-delà des deux mandats prévus par la constitution. D'autres analystes soulignent que la poursuite du conflit permet au pays, qui ne cesse de majorer son budget de défense, de s'assurer une aide financière additionnelle de la communauté internationale.

Quoi qu'il en soit, l'assurance donnée par le dirigeant ougandais en 1986 que les rebelles seraient rayés de la carte en six mois paraît, avec 18 ans de recul, bien téméraire.

Bien qu'il ait réitéré dans un récent discours à la nation que la « victoire finale » est pour bientôt, la population n'y croit pas. Plusieurs voix s'élèvent pour réclamer des pourparlers de paix rendus difficiles, voire impossibles, par l'absence totale de confiance qui prévaut entre les belligérants.

En attendant un hypothétique dénouement à la crise se dégage du nord du pays une impression d'immobilisme, de stagnation qui a tout pour décourager même les plus optimistes. « J'aimerais mieux être dans un pays en reconstruction qu'ici. C'est très difficile de voir toute cette douleur », confie une employée d'ONG en poste à Kitgum.

Pour elle comme pour des centaines de milliers d'Ougandais du nord du pays, demain risque de ressembler désespérément à hier.

RÉPUBLIQUE DE L'OUGANDA

Capitale : Kampala
Population : 22 788 000
Population âgée de moins de 15 ans : 49%
Espérance de vie : 43 ans
Langues parlées : anglais, kiswahili, dialectes
Religions : chrétiens (66%), musulmans (16%), croyances traditionnelles (16%)
Revenu annuel moyen : 1291 dollars américains
PNB : 109e sur 227 pays
PNB/habitant : 209e sur 227 pays



DES OH! ET DES BAH!

La rubrique qui voit et entend tout

DES CHIFFRES QUI PARLENT

1000 $
Coût en dollars américains d'une omelette comprenant 280 grammes de caviar sévruga offerte dans un prestigieux hôtel new-yorkais

60 $
Coût d'une boîte de 30 grammes de caviar sévruga

1 100 $
Revenu annuel moyen par habitant du Kazakhstan, de l'Azerbaïdjan et du Turkménistan, principaux producteurs, avec la Russie et l'Iran, du dit caviar.

ICI ET AILLEURS

MONTRÉAL
Lapsus prophétique

Dimanche dernier, alors que s'ouvrait le processus référendaire sur les défusions, l'animateur de la chaîne LCN a désigné Gérald Tremblay comme «l'ancien maire de Montréal». Acte manqué ? Prémonition ? Parions que le maire, fin observateur qui se targuait récemment de pouvoir prédire l'arrivée du temps chaud grâce aux outardes, a su déceler dans ce glissement verbal le signe annonciateur de profondes perturbations atmosphériques.

FRANCE
Québec en fête

Les habitants de Villers-sur-mer, en Normandie, entendent souligner avec faste en juin le 400e anniversaire de l'installation des premiers colons en Nouvelle-France. Au programme, musique traditionnelle québécoise, documentaire animalier, sculpture sur sable, reconstitution d'une cabane à sucre traditionnelle «et son environnement», installation d'une «église typique» ainsi qu'une «démonstration de chiens de traîneaux» sur la plage. Ne manquent plus que quelques vedettes «typiques» de *Star Académie* et tout sera parfait.



PHOTO ROBERT MAILLOUX, LA PRESSE©

ÉTATS-UNIS
Les mystères du marteau

Un menuisier qui travaillait avec un puissant marteau pneumatique est mort cette semaine dans la région de Boston après avoir reçu au cœur un clou «qui avait pris un mauvais virage». L'incident survient après qu'un travailleur de la construction de Los Angeles travaillant avec un outil similaire se fut fiché six clous dans la tête et le cou sans pour autant subir de blessures. Décidément, un petit manuel d'instruction ne ferait pas de mal.

ILS, ELLES ONT DIT...

Modéré
«Oui, j'ai marché sur certains d'entre eux, je les ai tirés ou poussés, mais rien d'extrême.»

— La soldate Lynndie England, commentant son rôle dans les sévices perpétrés contre des détenus irakiens à la prison militaire américaine d'Abou Gharib.

Habile
«J'étais ivre, mais mon âne connaissait le chemin.»

— Hans du Toit, un Sud–Africain condamné à une amende de 400 dollars pour avoir conduit son chariot après avoir pris quelques consommations de trop.

Subtil
«On n'est pas encore en campagne électorale mais quand même, il y a beaucoup de signes avant-coureurs.»

—Jean Lapierre, lieutenant québécois du premier ministre Paul Martin, au cours d'une conférence de presse où étaient dévoilées les publicités électorales du Parti libéral.

EN HAUSSE... EN BAISSE



PHOTO REUTERS

› SONIA GHANDI

Prenant de court les fondamentalistes hindous, la politicienne a cédé le poste de premier ministre de l'Inde à un sikh, s'attirant du coup les hourras des médias locaux pour son sens du sacrifice, certains allant même jusqu'à la dépeindre graphiquement avec une couronne d'épines sur la tête.

› LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

Par crainte de voir les taux de réussite chuter, le Ministère a continué pendant 25 ans d'accorder des diplômes d'études secondaires sans exiger la réussite de cours de mathématiques et de sciences même si la loi recommande le contraire depuis le début des années 80.

Avec la collaboration de Mario Fontaine, François Cardinal, Karim Benessaieh, AFP

PLUS

Inde : un coup d'arrêt à l'hindouisme politique

L'Inde et le monde digèrent encore les dramatiques soubresauts qui ont marqué la semaine postélectorale dans le sous-continent, mais au-delà des autopsies et des prévisions, une chose est certaine : les électeurs ont asséné un coup d'arrêt aux chauvins dont l'inquiétante ascension vers leur projet d'État hindou paraissait irrésistible depuis une décennie.



JOONEED KHAN

La poussée hindouiste dans le paysage politique éclaté de l'Inde était telle que Daya Varma, du Céras (Centre d'études et de ressources sur l'Asie du Sud), vétéran de la gauche indienne à Montréal, concédait avant les élections : « Le parti BJP (hindouiste) est là pour rester, aucune force n'est capable de le contrer. »

C'était aux funérailles d'Omar Salim, président du Centre culturel Kabir lancé ici pour combattre justement l'impact dévastateur du sectarisme des hindouistes sur l'harmonie sociale de l'Inde multireligieuse et multilingue. Il croyait à la puissance de la musique, « voix divine », pour faire tomber les murs du sectarisme et les barrières de la méfiance et de la haine.

Alors que la campagne électorale battait son plein, en mars, le poète et éditeur Asad Zaidi avait confié, au cours d'une promenade dans un jardin de Delhi par une belle journée du printemps : « Au train où vont les choses, il se pourrait bien que l'on doive ramasser nos pénates et prendre le chemin de l'exil. »

Résigné lui aussi à la montée du BJP, il redoutait après le scrutin la reprise à grande échelle des massacres de musulmans comme ceux qui ont fait jusqu'à 2000 victimes en 2002 au Gujarat — et qui ont débouché sur la réélection du gouvernement provincial sortant de Narendra Modi (BJP).

Sonné et déboussolé, le parti n'a eu d'autre réflexe que de se rabattre sur sa campagne chauvine contre les origines étrangères (italiennes) de Sonia Gandhi.

C'est dire que personne, ni les analystes, ni les sondeurs, ni les stratèges des partis, ne prévoyait la défaite du BJP, qui gouvernait l'Inde depuis 1999, à la tête d'une coalition de 22 partis régionaux et marginaux.

Le BJP venait de remporter des élections provinciales clés, les récoltes avaient été excellentes, les classes moyennes des villes étalaient leur consumérisme à la faveur d'une libéralisation débridée, des autoroutes et cybercités étaient en chantier, les réserves de devises battaient tous les records. « L'Inde brillait », selon le slogan électoral du parti sortant.

Le résultat, perceptible à travers les sondages « sortie des urnes » dès la première des quatre phases du scrutin, a eu l'effet d'un séisme politique : le BJP tombait de 180 à 138 sièges, en perdant 42, et sa coalition NDA reculait de 275 à 185 sièges, en perdant 90. Dans l'autre camp, le Parti du Congrès passait de 114 à 145 sièges, en gagnant 31, et sa coalition UPA (Alliance progressiste unie), avançait de 151 à 217 sièges, en gagnant 66.

Il en faut 273 pour détenir la majorité absolue au Lok Sabha, la Chambre basse du Parlement, qui compte 545 sièges. Six sièges sont à pourvoir, quatre par les urnes, deux par nomination.

Le BJP a réalisé son meilleur score dans ses châteaux forts du Gujarat, du Rajasthan et du Madhya Pradesh, mais là aussi le Congrès a fait des gains importants ; il était écrasé partout ailleurs, jusque dans ses circonscriptions fétiches d'Uttar Pradesh, où il a fait campagne pour la construction de temples hindous à la place de mosquées (Ayodhya, Bénarès, Mathura).

Jeunes déchaînés

Sonné et déboussolé, le parti n'a eu d'autre réflexe que de se rabattre sur sa campagne chauvine contre les origines étrangères (italiennes) de Sonia Gandhi, portée par l'électorat au seuil du pouvoir qu'avaient déjà exercé son mari, Rajiv, et sa belle-mère, Indira, tous deux morts assassinés.

Les vieux leaders, Atal Bihari Vajpayee, 79 ans, le premier ministre défait et « visage humain » du parti, et Lal Krishna Advani, 77 ans, le faucon et héritier présomptif, sont restés muets. Les « jeunes » se sont déchaînés contre Sonia, contestant en cour ses droits de citoyenne naturalisée, appelant au boycottage de son investiture, parlant de « honte nationale » et annonçant des campagnes d'agitation permanente.

Écoutant, a-t-elle dit, sa « voix intérieure » mais aussi « celle de son cercle intime », selon un expert, Sonia Gandhi a manoeuvré avec maestria une semaine durant. Elle a forcé le BJP à étaler de nouveau sa mesquinerie en se montrant prête à devenir première ministre, pour ensuite lui couper l'herbe sous le pied en y renonçant avec une grandeur d'âme tout indienne qui a amené un journal à la qualifier de « mahatma Sonia ».

Mais, comme elle l'a dit dans son discours de renonciation à son caucus, reprenant une phrase de l'écrivaine Arundhati Roy : l'Inde pluraliste et laïque « a remporté une bataille, pas la guerre, qui sera longue et ardue ». Sa coalition UPA, faite d'une vingtaine de partis, sera difficile à gérer : ses alliés régionalistes, ainsi que la gauche qui la soutiendra au Parlement, ont des exigences particulières — les premiers relativement à des postes au cabinet de 82 membres et à des projets au bénéfice de leur région, les seconds au sujet des priorités dans un « Programme minimum commun » (CMP).

Paresh Chattopadhyay, professeur à l'UQAM, est surpris que les paysans indiens, si perméables aux appels émotifs et à la superstition, n'aient pas gobé l'instrumentalisation du discours et des symboles religieux par les hindouistes, dont le BJP n'est que le bras politique mais qui disposent de dizaines d'organisations et de milices bien enracinées dans les villages et les villes de l'Inde entière — RSS, VHP, Shiv Sena, etc.

La victoire de l'Inde laïque de Jawaharlal Nehru sur l'Inde chauvine des assassins du mahatma Gandhi reste fragile, cependant : le BJP a recueilli 21,48 % des 384 millions de voix dépouillés, et sa coalition NDA 34,83 %, alors que le Congrès n'en a eu que 26,21 % et son alliance UPA 34,59 %. Plus de 40 % des suffrages sont allés aux régionalistes.

Enfin, Manmohan Singh, le sikh qui sera assermenté aujourd'hui comme le premier chef de gouvernement non hindou de l'Inde, n'a pas de siège au Lok Sabha ; il est membre de la Chambre haute (Rajya Sabha) et il devra se faire élire à la Chambre basse. Et Sonia Gandhi reste présidente et leader parlementaire du Parti du Congrès. Héritière malgré tout de la culture de Machiavel, la « mahatma Sonia » risque d'être le vrai pouvoir derrière l'économiste de 71 ans, qui n'a pas de base sociale propre, ce qui pourrait encore compliquer les choses pour l'Inde laïque — et faire le jeu de l'hindouisme politique.



PHOTO INDRANIL MUKHERJEE, AFP

Plus tôt, cette semaine, des femmes membres du Parti du Congrès ont manifesté leur appui à leur leader Sonia Gandhi, qui n'en a pas moins refusé d'occuper le poste de premier ministre.

MANMOHAN SINGH

« Plus jamais » d'émeutes et de massacres

JOONEED KHAN

Manmohan Singh, assermenté aujourd'hui comme premier ministre de l'Inde, a assuré qu'il poursuivrait la libéralisation qu'il a lui-même engagée en 1991, mais avec « un visage humain » pour en corriger les méfaits sur les pauvres des campagnes et des villes.

Ambitieux, il a même promis de faire du 21e siècle « le siècle de l'Inde », et de l'Inde « un modèle de libéralisation équilibré, intégrant l'économique, le social et l'humain ».

Il rassure ainsi à la fois les investisseurs indiens et étrangers, qui ont paniqué cette semaine à l'idée que le prochain gouvernement soit à la merci des communistes qui le soutiendront au Parlement, et les communistes, qui veulent que « l'Inde brille » pour tous les Indiens (qui sont plus d'un milliard), et pas seulement pour les classes moyennes.

Singh s'est d'autre part engagé à relancer le processus de paix instauré par le précédent gouvernement avec les autonomistes du Cachemire et avec le Pakistan.

Pour le BJP, qui a intensifié la répression au Cachemire et poussé l'Inde au bord de la guerre nucléaire avec le Pakistan dans la foulée des attentats du 11 septembre 2001, ce tardif processus de paix était surtout un exercice pour amadouer l'électorat musulman (140 millions) ; pour Singh, il sera plus qu'une simple pirouette, car des Cachemiris et des musulmans occuperont des postes clés dans son cabinet.

Émeutes « communales »

Le nouveau premier ministre a d'autre part juré que son gouvernement ne permettra jamais plus d'émeutes « communales » en Inde — comme celles qui ont fait plus de 5000 victimes sikhes après l'assassinat d'Indira Gandhi en 1984, et plusieurs milliers de victimes musulmanes après la démolition de la mosquée Babri, en 1992, et l'attaque d'un train au Gujarat en 2002.

Manmohan Singh appartient à la minorité sikhe (22 millions, 2 % de la population), mais il s'est illustré sur la scène nationale, au sein du Parti du congrès, restant à l'écart des partis sikhs confinés à l'État du Punjab. Il est d'ailleurs né au Punjab occidental, intégré en 1947 au Pakistan lors de la partition de l'Inde britannique.

Les États-Unis l'ont félicité et disent vouloir continuer à cultiver de bonnes relations avec l'Inde, mais il est clair que la défaite des hindouistes et la victoire du Congrès est un recul pour la diplomatie américaine — au même titre que la récente défaite du gouvernement Aznar aux mains des socialistes, en Espagne.

Recul pour Israël aussi, car le BJP avait noué avec le gouvernement Sharon des liens « stratégiques ». Pour des analystes indiens, toutefois, l'exercice du BJP en direction des États-Unis et d'Israël avait pour but d'affaiblir, voire d'isoler le Pakistan, « et ça n'a pas marché, les États-Unis s'accrochant à la fois au Pakistan et à Israël ».

Ces analystes s'attendent à ce que le gouvernement Manmohan Singh penche davantage vers la diplomatie non alignée, tiers-mondiste et pro-arabe de Nehru et d'Indira Gandhi. La gauche, qui compte 63 députés, veut d'ailleurs qu'une diplomatie « moins alignée sur les États-Unis » soit inscrite au « Programme minimum commun » en négociation.

FORUM

Les défis du Canada

À la veille de la campagne électorale fédérale, *La Presse* et le *Toronto Star* ont demandé à d'éminents Canadiens d'énoncer ce qui constitue, selon eux, le principal défi du Canada pour la prochaine décennie. Nous publions aujourd'hui quelques-uns des textes reçus.

Le contraire de Bush

L'administration Bush investit dans l'armée, la police et la guerre des étoiles. Le Canada de l'avenir doit faire le contraire : investir dans les gens. Assurer une retraite heureuse à nos parents, ne pas laisser de dette à nos enfants, bien éduquer tous nos petits-enfants, qu'ils soient riches ou pauvres, propager la paix à travers le monde. L'administration Bush s'oppose au protocole de Kyoto et déréglemente l'environnement tous azimuts. Le Canada de l'avenir doit faire le contraire : dépasser les objectifs de Kyoto et promouvoir la propreté de l'énergie, de l'air, de l'eau et de l'environnement urbain au pays comme à l'étranger. L'administration Bush s'adonne au pillage du trésor public en détaxant les riches, en poussant la caisse de retraite publique vers la faillite et en faisant d'éléphantesques déficits budgétaires. Le Canada de l'avenir doit faire le contraire : s'assurer que les riches paient leur juste part en impôts, que la caisse de retraite publique reste viable et que les finances de l'État demeurent saines. Contre la guerre et la vindicte, il faut revenir aux années 60 : l'amour et la paix, y a que ça, *man* !

Pierre Fortin
Professeur de science économique
Université du Québec à Montréal

De la discipline

J'ai été élevé dans la discipline et le respect. Or, il me semble que ces mots-là ont perdu de leur importance pour la jeune génération. Je me souviens d'avoir visiter une école où enseignait un ami. Je n'en revenais pas de la façon dont les jeunes s'adressaient à leurs professeurs ! Lorsque je suis arrivé dans la classe, les élèves étaient écrasés sur leur chaise. Ils n'étaient pas du tout intéressés à m'écouter. Je suis retourné chez moi, découragé ! De la discipline, il en faudrait au gouvernement. La population vieillit, la santé va nous préoccuper de plus en plus. Si on coupait dans la dette nationale, on récupérerait quelques milliards que nous pourrions investir en santé et en éducation, au lieu de laisser ce problème aux prochaines générations. Je pense aussi aux centaines de millions qu'on dépense pour les forces armées et la police. C'est sûr qu'il faut rassurer les gens, mais quand même, ça me paraît excessif. Les Canadiens devraient se souvenir de ce que disait Kennedy : « Ne vous demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous, demandez-vous plutôt ce que vous pouvez faire pour votre pays. » À l'heure actuelle, 40 % des Québécois ne paient pas d'impôt. Or, si l'on veut pouvoir régler nos problèmes, chacun devra apporter sa contribution.

Jean Béliveau

Un endroit sûr pour vivre

Le logement est, à mon avis, le plus grand défi que doit relever le Canada. J'entends par là que tous les Canadiens devraient avoir les moyens de se payer un endroit sûr et sécuritaire où vivre. On pourrait penser qu'en tant qu'infirmière, je me préoccuperais davantage de la santé. Mais je suis bien placée pour savoir que l'un ne va pas sans l'autre. C'est une honte que des centaines de milliers de Canadiens ne trouvent pas à se loger à un prix abordable. Certains partagent de petits appartements avec des parents. D'autres vivent dans leur camion. D'autres encore renoncent aux « extras » comme les médicaments ou vendent leurs outils et d'autres objets de valeur pour pouvoir payer leur loyer, deux mesures désespérées mais combien courantes qui ne servent qu'à retarder la perte inévitable de leur domicile. Le Canada a le triste honneur d'être le seul pays développé à ne pas avoir de politique en matière de logement. Et c'est pourquoi des centaines de milliers de nos concitoyens vivent dans des conditions de surpeuplement dignes du 19e siècle qui perturbent la vie familiale, qui entraînent des maladies comme la tuberculose et qui mènent au désespoir et même à la mort prématurée. Le Canada est un pays riche qui ne devrait pas avoir besoin d'infirmières de rue comme moi. J'ai toujours cru que l'on mesurait l'humanité d'un pays à sa volonté de fournir un abri sûr à son peuple. Il est triste de constater que c'est une attente à laquelle nous sommes loin de répondre.

Kathy Hardill
Infirmière de rue
Regent Park Community Health Centre de Toronto

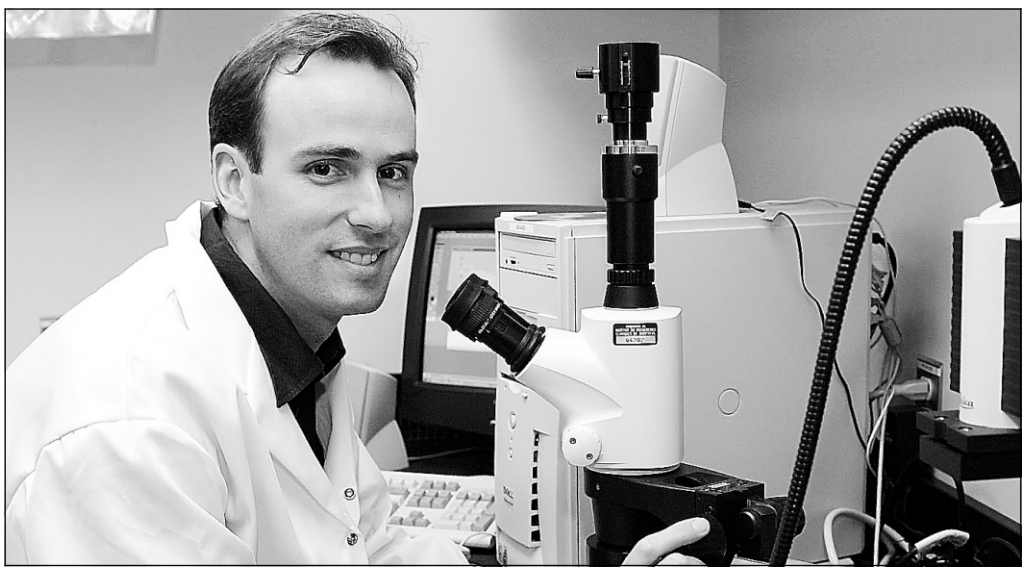


PHOTO ROBERT MAILLOUX, LA PRESSE ©

Jean-Philippe Gratton : « L'avancement scientifique requiert l'appui des gouvernements. »

Innover n'est plus un choix

JEAN-PHILIPPE GRATTON

L'auteur est chercheur à l'Institut de recherches cliniques de Montréal (IRCM) et titulaire de la chaire de recherche du Canada en signalisation fonctionnelle des cellules endothéliales.

Les investissements consentis actuellement à la recherche biomédicale ont pour but de maintenir et d'améliorer la santé des Canadiens ainsi que leur qualité de vie ; ils contribuent également à assurer la qualité du système de santé de demain. Le rythme auquel ces recherches sont réalisées, de même que leur impact, sont tous deux déterminés par la créativité et l'ingéniosité de tous les membres de la communauté scientifique, et cela n'est possible que dans un environnement favorisant l'innovation et l'excellence.

L'avancement scientifique requiert à la base l'appui des différents ordres de gouvernement pour le financement de recherches novatrices et de qualité. Nous sommes présentement à une étape charnière du support à la recherche biomédicale. Au cours des dernières années, le Canada et les provinces ont fait des efforts notables afin d'améliorer les infrastructures et l'instrumentation scientifique des institutions canadiennes ainsi que pour attirer ou garder au pays les meilleurs chercheurs. Notre communauté scientifique est maintenant outillée pour établir le Canada comme un des chefs de file dans le domaine de la santé et de la recherche en santé. Cependant, seul un support financier soutenu et durable nous permettra d'utiliser ces ressources pour l'avancement des connaissances et pour l'emploi de celles-ci afin d'améliorer la santé des Canadiens.

En cette période où le plus récent budget des États-Unis nous révèle que la seule augmentation significative de leurs investissements en recherche médicale sera utilisée pour lutter contre le bioterrorisme, au moment où des pays comme la Chine, l'Inde et la Corée commencent tout juste à émerger et à prendre conscience de leur potentiel, il est temps pour le Canada de se positionner comme leader en recherche biomédicale. Il en coûte trop à une société d'être à la remorque des autres pays sur le plan des progrès technologiques en santé. Innover n'est plus un choix.

Combattons l'uniformisation!

MADELEINE CAREAU



L'auteure est directrice générale de l'Orchestre symphonique de Montréal.

La mondialisation est une réalité incontournable qui tend à uniformiser les manières de faire et de penser. Si un pays ne perd pas son âme parce qu'il utilise les mêmes techniques commerciales ou les mêmes méthodes industrielles que tous les autres, il est en revanche menacé d'étouffer s'il ne se démarque pas sur le plan culturel.

C'est pourquoi un des principaux défis du Canada au cours des 10 prochaines années est de mettre en valeur son potentiel pour que la culture canadienne vive de plus en plus par elle-même, certes perméable aux grandes influences internationales, mais en même temps capable de se différentier des autres cultures, grâce à une sensibilité et à des formes d'expression qui lui sont propres. Le Canada et le Québec doivent créer les conditions propices à l'émergence d'autres Céline Dion, d'autres Denys Arcand et d'autres Robert Lepage.

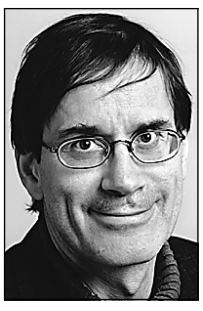
Si nous sommes différents des Américains, c'est en grande partie grâce à nos créateurs et à nos artistes, qui rayonnent sur la scène internationale. Et qui donnent un sens aux mots Canada et Québec.

L'Orchestre symphonique de Montréal (OSM) fait aussi face au défi de continuellement affirmer sa propre personnalité, tout en travaillant avec un répertoire international, qui est le terreau de tous les orchestres du monde. Et comme le disait récemment Kent Nagano, notre prochain directeur musical, la personnalité de l'OSM ne peut être qu'enracinée dans la réalité montréalaise, québécoise et canadienne.

Pour réaliser notre potentiel, il nous faudra, collectivement, investir dans les équipements culturels, appuyer nos créateurs, encourager la diffusion des produits culturels et protéger la diversité artistique. En affirmant sa personnalité culturelle, le Canada pourra plus facilement prendre sa place dans le concert des nations.

Faire preuve d'imagination

PASCAL ASSATHIANY



L'auteur est directeur général des Éditions du Boréal.

C'est notre identité comme pays distinct en Amérique du Nord qui est au coeur des défis que doit relever le Canada. Et pour cela nous devons faire preuve d'imagination.

Le Canada a beau occuper un vaste territoire, on ne peut nier que sur l'échiquier mondial il s'agit d'un « petit » pays avec un poids économique limité, une population et une influence politique restreintes. De plus, nous dépendons beaucoup de notre puissant voisin du Sud où domine actuellement l'ultra libéralisme.

Les grandes entreprises américaines ont déjà acquis une grande partie de nos ressources naturelles, notre vie quotidienne est envahie par les Mcdonald et Cie.

Si nous continuons dans cette voie, ce sera au tour de nos esprits d'être entièrement contaminés par une logique marchande, et ce au moment où il nous faut faire face aux grands enjeux de notre société : santé, éducation, choix énergétiques, biodiversité, gestion de l'eau, recherche scientifique, intégration des Premières Nations, diversité culturelle.

Ici comme aux États-Unis, l'anti-intellectualisme est devenu dominant et les intellectuels sont le plus souvent cantonnés dans les universités ou autres ghettos spécialisés. Les artistes sont devenus les marionnettes d'un divertissement de masse. Les idées sont peu diffusées. Au nom de la rentabilité obligatoire, nous sommes en train de tuer la culture.

Les intellectuels et les artistes doivent retrouver une place centrale dans la société québécoise et canadienne.

Pour prendre des décisions éclairées, les citoyens ne peuvent pas compter que sur les analyses que leur offrent les économistes, les comptables, les gestionnaires ou les spécialistes du marketing. Ils doivent avoir largement accès, et pas seulement dans des réseaux confidentiels, à des livres, des films, de pièces de théâtre, des émissions de télévision, des revues qui leur offrent d'autres points de vue. Il est temps de redonner le pouvoir à l'imagination.

Il est crucial que nos intellectuels, nos écrivains et nos artistes puissent non seulement continuer à créer, mais encore qu'ils soient écoutés. Notre bien collectif en dépend. Et, pour cela, l'appui de l'État est important.

C'est notre capacité d'imaginer une société meilleure et différente qui nous permettra de relever les défis de la prochaine décennie.

La sécurité des patients

De solides études scientifiques ont révélé récemment que 10 000 Canadiens meurent prématurément chaque année à cause des défaillances de notre système de santé. Un nouveau rapport qui sera publié au cours des prochains jours examinera de près ces nombreuses défaillances. Peu d'entre nous connaissent cette situation alarmante à laquelle il est urgent de remédier. Nous versons chaque année 28 millions de dollars à la Commission nationale sur la sécurité des transports pour la rémunération d'inspecteurs chargés d'assurer la sécurité à bord de nos avions qui, conséquemment, sont devenus de plus en plus sécuritaires au cours des 40 dernières années. L'Institut canadien sur la sécurité des patients est encore au stade embryonnaire. Fort heureusement, nous vivons en démocratie et les périodes électorales donnent parfois lieu à la prise d'engagements. Donc, si nous voulons améliorer notre système de santé, nous devons exiger que tout soit mis en oeuvre pour assurer la sécurité des patients.

Michael B. Decter, président
Conseil national de la santé

Courtepointe

Le mot n'est pas triomphant. Ni prescriptif. Trop humble. Mais c'est le Canada, un ensemble de sociétés et régions cousues ensemble par un ensemble de programmes fédéraux, qui définissent un modus vivendi canadien, et par une frontière commune avec les États-Unis, qui reflètent les différences de valeurs façonnées par les particularités de notre histoire et de nos institutions. Le *happening* cacophonique que sont les élections fédérales permet d'ajuster la courtepointe sur le dos frileux des Canadiens. Cette année, il faut la déplacer pour couvrir un vent qui vient du sud et qui nous rend inconfortables. La mondialisation est une illusion idéologique. Les sociétés recherchent leurs racines. Il faut prendre un peu plus de distance avec les États-Unis, ce qui nous permettra d'ailleurs d'éviter de nous laisser entraîner dans leurs aventures qui ne sont pas faites pour les petits pays. Il faut aussi ajuster les coutures de la courtepointe. Le gouvernement fédéral a réussi à équilibrer ses finances grâce aux sacrifices des Canadiens, mais aussi grâce aux provinces. Sera-t-il assez sage pour rééquilibrer la pression fiscale en faveur des provinces et des villes ? Je souhaite au prochain gouvernement un mandat modeste qui reconnaîtrait la diversité bigarrée de la courtepointe et dont la grande réalisation devrait être un fédéralisme fiscal plus adapté aux 21e siècle.

Marcel Côté, économiste
Partenaire principal à la firme conseil SECOR

L'éducation, une priorité

La rencontre de la préparation et de l'occasion mène au succès. Au Canada, les enfants les plus vulnérables ne sont pas préparés. L'éducation des enfants continue d'être vivement débattue.
Malheureusement, tandis que l'on discute de pédagogie et de politique, d'innombrables enfants voient filer entre leurs doigts des occasions viables d'apprentissage. Je crois qu'en tant que nation, nous avons oublié à quel point il est important de préparer les enfants capables de poursuivre des activités concrètes de formation. Vu les supports pédagogiques disponibles, il m'est de plus en plus difficile en tant qu'enseignant de répondre aux différents besoins des étudiants d'aujourd'hui. Les gouvernements continuent de proposer des programmes qui semblent fournir à nos enfants les ressources dont ils ont besoin. Il faut absolument que l'éducation soit un choix viable pour tous les étudiants.

Ainsworth Morgan, enseignant
Nelson Mandela Park Public School, Toronto

Éviter la ghettoïsation

Je constate avec inquiétude que ceux qui immigrent au Canada ne s'intègrent pas entièrement à leur nouveau milieu. Ils devraient prendre part au processus décisionnel et aborder les questions qui les concernent. C'est là le défi que doivent relever certaines communautés ethniques qui, peu familières avec les principes de la démocratie et le pouvoir du processus électoral, se sentent marginalisées. Le Royaume-Uni et la France ont récemment dû faire face à la réaction des communautés vivant en marge de la société. Je ne veux pas que cela se produise au Canada.

Raheel Raza
Militant musulman

FORUM

ÉDITORIAL

Technologie à deux faces

La technologie génère en bonne partie ses propres cadres, en vertu de l'axiome macluhanesque bien connu. Mais, en dernière analyse, elle est l'esclave de l'homme, qui en fait ce qu'il veut, en bien ou en mal.

Ainsi, l'affaire des exactions commises par les forces américaines à la prison d'Abou Gharib a été rendue publique grâce à la photographie numérique, qui atteint depuis quelques mois son plein potentiel de commercialisation pour devenir un objet grand public.

À telle enseigne que certains voient dans la numérisation de l'image une révolution du même ordre que celle déclenchée, il y a près de deux décennies, par l'apparition des premiers caméscopes. Lesquels avaient révélé leur étonnant pouvoir d'information et de dénonciation en 1991 dans l'affaire Rodney King. Il s'agit de cet automobiliste noir battu par des policiers de Los Angeles sous l'oeil d'une caméra « citoyenne », pour ainsi dire, qui avait servi d'implacable témoin.

En Irak, c'est la technologie numérique qui a permis aux images de prisonniers irakiens maltraités et humiliés de voyager, loin et rapidement, jusqu'à la salle de rédaction du *Washington Post*, notamment. (Vendredi, le quotidien en laissait voir de nouvelles, tout aussi ignobles que celles rendues publiques quelques jours plus tôt.) Bref, peut-être des photos prises sur support conventionnel seraient-elles demeurées pour l'éternité mêlées aux affaires personnelles d'une poignée de militaires en goguette à Bagdad...

En contrepartie, on peut faire tout autre chose avec les nouvelles technologies de captation et de transmission numériques.

Ainsi, en beaucoup d'endroits, il est désormais interdit de se servir de téléphones portables. Et ce parce que certains d'entre eux sont munis de discrets appareils photo et qu'il est arrivé que des images de... vestiaire (beaucoup moins discrètes) se retrouvent sur Internet sans l'autorisation du sujet. Il existe d'ailleurs sur le Web une énorme industrie de la « caméra cachée », certainement une des retombées les moins nobles de la technologie numérique.

D'ailleurs, même sans images, le téléphone portable est un objet par lequel le scandale peut arriver.

Une des poursuites civiles les plus étranges qu'il ait été donné de voir a été déposée, la semaine dernière, par une policière de Gatineau contre des collègues du service des incendies. Son ami de coeur aurait utilisé un téléphone cellulaire pour retransmettre en direct l'intégrale sonore de leurs ébats amoureux vers la salle de garde de la caserne de pompiers, où un amplificateur a permis à tous de profiter, pour ainsi dire, de cette fort indélicate diffusion.

Humiliation, honte et colère, on le comprend, de la part de la victime...

En somme, la photographie numérique, l'Internet et la transmission sans fil, capables de projeter en quelques secondes de l'information — notamment sous forme d'images — dans le monde entier, peuvent mettre au jour des scandales.

Ou eux-mêmes en créer.

Mario Roy



patrick dea pdea@lapresse.ca, collaboration spéciale

DROITS RÉSERVÉS

D'UN CANADA À L'AUTRE



PHOTO REUTERS

Paul Martin et Ken Dryden.

Du renouveau ?

À maints égards, Ken Dryden est un parfait libéral

LAWRENCE MARTIN



L'auteur est journaliste. Il vient de publier le deuxième tome d'une biographie de Jean Chrétien.

Lorsque, après y avoir songé pendant 30 ans, Ken Dryden est entré en politique cette semaine, il a évoqué les raisons pour lesquelles il avait opté pour le Parti libéral. « J'ai voté pour des candidats de tous les partis, dit-il. J'ai toujours pensé que l'idéologie principale du Parti libéral était de trouver une voie. Elle n'était ni à droite, ni à gauche. C'était : *Quel est le meilleur instrument de ce moment ?* »

À maints égards, M. Dryden est un parfait libéral. Au cours de la campagne électorale, Paul Martin devrait le mettre bien en évidence. Il devrait être fréquemment à ses côtés au Québec, où l'ancien gardien du Canadien a connu quelques-uns de ses meilleurs moments.

Ce que M. Dryden représente, c'est un pragmatisme réfléchi et informé, un sens d'idéaux, de nobles idéaux. C'est ce qui a manqué à Ottawa. Bien qu'il ait été impliqué dans des querelles intestines au conseil d'administration des Maple Leafs de Toronto, M. Dryden est quelqu'un qui se tient au-dessus de la fange de la politique et qui lui donnera, à défaut d'une bonne réputation, une réputation meilleure que celle dont elle jouit à l'heure actuelle.

Je l'ai souvent comparé à Bill Bradley, le joueur de basketball qui s'est illustré avec les Knicks de New York, a fait le saut au Sénat des États-Unis et a mené une chaude lutte à Al Gore pour la candidature démocrate en l'an 2000. Un ouvrage a été consacré à Bradley et il s'intitule *A Sense of Where You Are*. Dans leur costume de sportifs, Bradley et Dryden furent aussi des penseurs, des intellectuels qui ont toujours su qu'il existait pour eux une profession plus relevée que les sports qu'ils pratiquaient.



À 56 ans, M. Dryden fait une entrée tardive dans un nouveau jeu et la manière dont il s'exprime, utilisant 95 mots pour rendre une pensée qui en nécessiterait cinq, constituera un handicap. Mais il s'entendra bien avec Paul Martin parce que ce sont deux hommes d'idées. Il aidera les libéraux parce qu'il représente ce type de renouveau dans le parti que Paul Martin a si souvent évoqué.

Suffisamment de renouveau ?

Mais, tandis que la campagne se met en branle, le problème du parti au pouvoir, c'est que les Canadiens ne sont pas convaincus qu'il y a eu suffisamment de renouveau. Éclaboussé par le scandale des commandites et ayant peu de nouvelles politiques emballantes à proposer, M. Martin donne l'impression à de nombreux électeurs qu'il ne représente pas le changement, mais plutôt le « pareil au même ».

Des entrevues menées auprès des grandes maisons de sondage au pays donnent à penser qu'il a laissé un grand vide à combler. Les Canadiens ne sont pas encore convaincus que le parti de Stephen Harper puisse combler ce vide et toute la campagne pourrait bien se jouer sur la capacité des conservateurs à démontrer aux électeurs qu'ils ne sont pas la menace au tissu même du pays comme le prétendent les libéraux.

Avoir un candidat comme Ken Dryden dans leurs rangs profiterait à coup sûr aux conservateurs. À sa manière discrète et raisonnée, il symbolise le tissu aussi bien que quiconque. Mais j'ai l'impression qu'après avoir bousillé les trois dernières élections, les forces conservatrices feront du bon boulot cette fois. Et elles démontreront, pour utiliser l'expression de M. Dryden, qu'elles forment « le meilleur instrument du moment ». Les conservateurs rendront les libéraux minoritaires ou bien ils les chasseront carrément du pouvoir.

73 sur 103

Pour perdre, les libéraux devront se battre eux-mêmes

JEFFREY SIMPSON



L'auteur est chroniqueur aux affaires nationales au journal The Globe and Mail.

Le Parti libéral doit « trimer dur » pour perdre des élections. En fait, il lui arrive d'en perdre, mais pas souvent, à peu près une fois par génération.

Quelle est donc la fiche du Parti libéral à cet égard ? Il a été au pouvoir pendant 73 des 103 dernières années, soit le meilleur dossier d'un parti politique au sein de toutes les démocraties occidentales.

Pour battre les libéraux, il faut au moins trois choses, qui doivent survenir toutes en même temps. En premier lieu, de graves problèmes économiques. Deuxièmement, le chef libéral doit être moins populaire que le leader de l'opposition. Et en troisième lieu, la position des libéraux doit être contraire à celle de l'opinion publique sur deux ou trois questions.

Le Bloc, au Québec, et les conservateurs et le NPD, dans le reste du Canada, doivent tenter d'ébranler la foi des libéraux envers leur propre parti.

Prenons par exemple 1984, la dernière fois que les libéraux ont cédé le pouvoir aux conservateurs. Le pays s'extirpait à peine du cauchemar d'une grave récession en 1981-1982. Les taux d'intérêt avaient atteint 22 %. Le déficit fédéral échappait à tout contrôle. Le chef conservateur Brian Mulroney était plus populaire, au cours de la campagne électorale, que le premier ministre John Turner. Et les libéraux étaient manifestement à court d'idées.

Examinons maintenant les présentes élections. Pas de crise économique. Paul Martin est plus populaire que le conservateur Stephen Harper, Jack Layton, du NPD, ou Gilles Duceppe, du Bloc québécois. Et grâce à tous les sondages que mènent les libéraux et aux innombrables groupes échantillons qu'ils mettent sur pied, il est difficile pour les libéraux d'adopter une position contraire à l'opinion publique sur deux ou trois questions.

Il appartient donc aux libéraux de perdre les présentes élections et il leur faudra travailler ferme pour ce faire. D'un bout à l'autre du pays, il y a davantage de Canadiens qui s'identifient au Parti libéral qu'à tout autre parti. Pour que le Parti libéral perde, il faudra que des dizaines de milliers de libéraux désenchantés quittent le parti et votent pour une autre formation.

Voilà une des raisons pour lesquelles cette campagne en sera une vicieuse. Le Bloc, au Québec, et les conservateurs et le NPD, dans le reste du Canada, doivent tenter d'ébranler la foi des libéraux envers leur propre parti. Il leur faut par conséquent attaquer Paul Martin à titre de leader d'un parti corrompu, un homme d'affaires important déguisé, quelqu'un disposant d'un programme secret visant à menacer le régime d'assurance-maladie.

Les libéraux seront eux aussi méchants, en particulier envers M. Harper. Ils souhaiteront faire peur aux électeurs modérés qui songeraient à voter en faveur des conservateurs en peignant M. Harper comme un extrémiste venu d'Alberta. Mais l'aspect le plus important de la campagne libérale consistera tout simplement à éviter de commettre des erreurs, parce que les libéraux sont en avance.

Les libéraux doivent mener trois campagnes. Celle sur le sol québécois sera contre le Bloc. Les libéraux auront recours à leur vieux thème : ne manquez pas le bateau*. Ils diront : « Nous allons gagner, alors ne ratez pas la chance d'exercer de l'influence à Ottawa et, en passant, d'obtenir plus d'argent d'Ottawa. »

Dans quelques secteurs urbains hors Québec (au centre de Toronto, à Ottawa, Winnipeg, Halifax), le Parti libéral doit faire face au NPD. Les libéraux auront par conséquent à se présenter comme le parti de l'assurance-maladie, de l'aide aux villes, des préoccupations environnementales (pro-Kyoto), de secours aux sans-abri.

Ailleurs, ils combattront les conservateurs en les dépeignant comme membres d'un parti qui est l'ennemi des programmes sociaux et un groupe trop radical pour diriger le Canada.

Une majorité libérale ? Probablement. Une minorité libérale ? Peut-être. Une défaite libérale ? Impossible.

* En français dans le texte.

Difficile intégration

Le Québec veut recevoir davantage d'immigrants et compte augmenter le nombre de ressortissants francophones reçus chaque année, a indiqué le premier ministre Jean Charest lors de son récent voyage en France. Voici l'opinion de deux immigrants, l'un français, l'autre suisse, pour qui l'intégration professionnelle n'est pas chose facile.



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE ©

Marc Michel : « Je suppose que je ne corresponds, hélas ! pas à la définition du « n'importe qui » du MEQ... »

Manque de suppléants?

LETTRE DE **LA SEMAINE**

MARC MICHEL
L'auteur demeure à Otterburn Park.

Il y a quelques jours, je lisais dans *La Presse* un texte affirmant qu'il manque de suppléants dans les écoles... Je fus quelque peu surpris de lire dans cet article que le MEQ permettait d'engager « n'importe qui » pour effectuer un remplacement dans les classes québécoises.

Pourquoi étais-je donc autant étonné ? Tout simplement, parce que ces propos ne correspondent pas aux tribulations à travers lesquelles je passe pour accomplir de la suppléance sur ma nouvelle terre d'accueil. Comme vous l'avez sans doute compris, je ne suis pas d'ici. Résident permanent, citoyen suisse, je ne veux pas voler le travail d'un autre, mais humblement mettre mes compétences au service de la communauté. J'ai, en effet, neuf ans d'expérience dans le domaine de l'enseignement primaire, où j'ai également eu l'occasion de former des stagiaires. J'ai même travaillé pendant une année scolaire au Québec dans le cadre d'un échange d'enseignants (très bon programme par ailleurs). J'avais alors 29 élèves sous ma responsabilité (quoi de plus normal ? me direz-vous, c'est mon métier).

Ce qui me pousse à vous écrire, c'est que, depuis que je suis officiellement un immigrant, je ne suis plus apte à enseigner selon les critères du MEQ. Après avoir essuyé un refus à ma demande d'obtention d'un permis d'enseigner, en toute bonne foi, je me suis dit qu'il fallait parfaire ma formation. Dans les universités, on m'a expliqué qu'une fois que je serais inscrit, on évaluerait mon cas, mais pas avant. Comme je suis quelqu'un de conciliant, désireux de respecter toutes les procédures, je me suis donc exécuté. Après avoir passé au travers des dédales de l'équivalence des études qui ne reconnaît pas l'expérience professionnelle, on m'avait laissé entendre que les universités, après analyse de mon dossier, me feraient « don » de quelques crédits, dus à mes compétences. Que nenni ! Dans un communiqué laconique, on m'annonçait, il y a deux jours : « Malheureusement, il n'y a aucune reconnaissance d'expérience pour les cours, ni aucune reconnaissance d'expérience pour les stages du programme de baccalauréat en éducation préscolaire et primaire. » Était-il vraiment nécessaire que je paie des frais d'inscription pour recevoir cette petite information ?

Quatre ans d'études pour réapprendre un métier que je pratiquais encore en juillet dernier ; quatre ans d'études et quelques milliers de dollars (investis ou de dettes, c'est selon) pour me donner le droit de conduire une classe québécoise (alors que j'ai déjà eu cette responsabilité en 2000-2001), c'est là un choix difficile à prendre...

J'avais demandé à être inscrit sur les listes de suppléants en octobre 2003, mais je n'ai jamais reçu le feu vert de la commission scolaire de ma région. Je suppose que je ne corresponds, hélas ! pas à la définition du « n'importe qui » du MEQ...

Mis à part ces petits déboires, je suis vraiment tombé en amour avec cette région... J'utilise déjà des québécismes, excellent signe d'intégration, non ?

À titre d'auteur de la lettre primée de la semaine, M. Michel recevra une copie laminée de cette page

« Rideau de fer » réglementaire

JEAN-PAUL MICHON
L'auteur habite à Montréal.



PHOTO ARMAND TROTTIER, LA PRESSE ©

Jean-Paul Michon

Depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement Charest, le problème des immigrants diplômés exclus de la société refait surface. Les ordres professionnels ont construit un véritable « rideau de fer » réglementaire pour faire barrage à leur intégration. Si quelques-uns arrivent à franchir ce mur, des méthodes moins propres peuvent être utilisées pour les convaincre définitivement.

Ce sont les articles parus récemment dans les journaux qui m'ont donné envie de témoigner pour faire avancer le débat. J'étais architecte en France, membre de l'Ordre des architectes là-bas, quand j'ai rencontré une jeune architecte québécoise qui n'avait eu qu'à payer sa cotisation à l'Ordre pour exercer en France. Je pensais avoir la réciprocité en arrivant à Montréal.

Au cours de ma formation de 3e cycle à Grenoble en architecture solaire, j'avais développé un logiciel de calculs sur « les apports solaires sur une serre virtuelle accolée à une habitation » dans le but d'en optimiser les apports énergétiques. Le Québec représente une région idéale pour développer l'architecture solaire.

C'est en 1987 que nous avons décidé, ma femme de l'époque, moi et nos quatre enfants, de tenter l'aventure québécoise malgré une situation tout à fait acceptable en France.

Après notre arrivée, les difficultés ont commencé quand j'ai passé le seuil de l'Ordre des architectes. Les milliers de dollars et les tracasseries administratives pour constituer un dossier ne vous empêche pas d'être obligé de retourner sur les bancs de l'École d'architecture. Seul le professeur du cours de thermique du bâtiment à l'Université de Montréal aura un peu de compassion pour moi en me disant que, vu ma formation, j'aurai pu enseigner à sa place.

L'obligation de faire un stage non rémunéré d'un an dans un bureau d'architectes pour un père de famille de quatre enfants vous amène tout droit au divorce. Mais le plus dur m'attendait quand, huit ans après avoir mis le pied en sol québécois, je réussissais à être accepté pour passer l'examen de l'Ordre en juin 1995. J'ai passé les épreuves sans difficulté. Toutefois, quelle surprise en recevant les résultats ! J'ai été recalé.

J'ai demandé une nouvelle correction. J'ai été convoqué avec une dizaine de confrères dans les sous-sols du bâtiment de l'Ordre à Montréal. Bien que l'examinateur n'ait rien trouvé à redire aux plans que j'avais dessinés, celui-ci m'a confirmé verbalement qu'il avait reçu l'ordre d'apporter une réponse négative à cette deuxième correction.

Tombé de haut, mis face à cette réalité québécoise que je ne pourrais jamais porter le titre d'architecte au Québec, je me fais voler mon dossier de plans lors d'une minute d'inattention dans le local de l'Ordre cinq minutes après cette pseudo-correction, et la registraire de me répondre : « J'ai d'autres choses à faire que de surveiller vos documents. »

Nous avons là un exemple de la façon dont sont éliminés les immigrants diplômés gênants. Je venais de découvrir la limite entre imposer un système drastique et l'arbitraire absolu. Que voulez-vous qu'un immigrant seul, démuni et découragé fasse, face à un système aussi impénétrable ?

J'ai abandonné depuis. Je me suis résigné à ne pas me représenter à cet examen. Je travaille comme chargé de projets dans un bureau d'architectes.

Mon fils aîné, qui a 23 ans, est membre junior de l'Ordre des ingénieurs du Québec et fait deux fois mon salaire. Quel contraste de carrière avec son père qui a été traité comme un paria au Québec.

Aujourd'hui, je suis remarié à une Québécoise qui m'a donné un nouveau fils ; et nous vivons en paix. Chaque fois que se rouvre cette plaie liée à l'Ordre des architectes, cela me fait toujours aussi mal.

Des souris de laboratoire

NATHALIE HUDON
L'auteure est une résidante de Brossard.

Imaginez des souris de laboratoire à qui l'on fait avaler toutes sortes de substances et passer des tests physiques et psychologiques pour tester leur résistance... C'est ça, la génération X : une génération bientôt — ou déjà — surmenée et dont les membres sommes des cobayes ayant gobé un gros mélange idéologique concocté en grande partie par la génération précédente.

Dignes héritiers des valeurs de toutes les générations « soixante-huitardes » de ce monde qui ont bénéficié d'un contexte économique plus favorable, les hommes et les femmes de la génération X cherchent à faire plaisir à leurs parents et doivent encore répondre aux attentes du féminisme, de la démocratisation de l'éducation, du laxisme des réformes éducatives, du gauchisme dans notre vision du monde et de la dictature de l'enfant-roi.

Qu'en reste-il ? Des super-souris de laboratoire, trop dépendantes de ce cocktail idéologique pour le lâcher du jour au lendemain. Des hommes et des femmes très instruits, pas modestes, travailleurs à plein régime, participatifs, des citoyens surtaxés et endettés qui doivent aussi répondre aux exigences d'un capitalisme décadent et de la décroissance démographique. Des parents épuisés avec un avenir incertain qui veulent que leurs enfants (la seule chose qui fait du sens) ne manquent de rien, même s'il faut polluer davantage la planète avec nos minifourgonnettes pour les amener aux matchs de soccer ou au cours de patin.

Besoin d'aide ? Désolé ! Vos frères et soeurs seront tout aussi pognés que vous, vos parents (plus en forme que leurs parents à leur âge) seront au travail ou en train de changer le monde dans un organisme communautaire ou association du coin, l'école vous relancera la balle si votre enfant a des troubles d'attention ou de comportement, et vos enfants seront déjà (ou bientôt) branchés devant un écran, trop occupés pour communiquer. Respirez, relaxez, faites des priorités, tout en lisant le bouquin de Guy Corneau *Victimes des autres, bourreau de soi-même*...

À qui la faute?

CATHERINE THERRIEN
L'auteure est étudiante à l'UQAM.

Depuis quelques semaines déjà, *La Presse* publie les témoignages bouleversants sur la saleté de la ville de Montréal au moyen du concours « J'améliore ma ville ». Triste est de constater que l'appel n'a pas été entendu par des citoyens concernés par leur environnement. Au contraire.

C'est à chaque semaine que l'on s'enlise davantage dans une logique de dénonciation confortante et désengagée. La suggestion « Prenez une belle photo ! » a été entendue. Arrimée à ces lamentations qui fusent de toute part, force est de constater que nul ne s'attaquera de front au défi de société que constitue une ville malpropre. « Regardez la poubelle mal vidée par un col bleu, quelle honte que cette bicoque délabrée m'empoisonne le paysage le matin, à quand une ville aussi belle que Paris, Londres, Vienne et Prague ? »... tel est le lot des dénonciateurs tourmentés.

Nous vivons donc dans une société de contemplation. Peu se considèrent comme « acteurs » de la société, puisque les tribunes offertes ne servent pas à proposer des solutions citoyennes. L'environnement, les déchets, les poubelles, rien de tout cela ne semble être une affaire collective. Ce sont pourtant les consommateurs qui farcissent les poubelles et qui sèment leurs déchets sur les pelouses des parcs. Poubelles où débordent souvent les journaux, bouteilles, et autres matières recyclables.

Les commentaires font donc fi de la responsabilité citoyenne. Les gens ont choisi de repérer un endroit dérangeant, d'appuyer sur le clic et de se sauver en courant. Il n'y aura pas de photo du smog, puisque nous en sommes responsables avec les milliers de voitures qui congestionnent les rues. Mais il y aura sûrement d'autres photos de kleenex par terre à côté de crottes de chien, ou de seringues, tiens, parce qu'il est plus facile d'en jeter la faute sur un particulier et de continuer à sommer les cols bleus de faire « plusse attention ».

Nous ne sommes pas « victimes » de la saleté de la ville. Nous l'engendrons par nos habitudes et nos attitudes les uns par rapport aux autres. Montréal ne peut être qu'à l'image des gens qui l'habitent et la font respirer. Qu'on lâche les *kodaks* et qu'on se prenne en main !

Solde d'ensembles de 11 bâtons

JUSQU'À 65% DE RABAIS

ESSAYEZ-LES AVANT D'ACHETER



PRO SELECT
WTS 550
EN GRAPHITE
HOMMES
JEU DE 11
Orig. 499$
wow 398$

ACHAT SPÉCIAL



JAZZ
OMNI
EN ACIER
HOMMES
JEU DE 11
179$

PARADISE GOLF
SÉRIE SWEET
EN ACIER
HOMMES
JEU DE 11
Orig. 399$
wow 258$



RAM
FX3
FERS EN ACIER ET BOIS
EN GRAPHITE
HOMMES
JEU DE 11
Orig. 399$
wow 298$

PRO SELECT*
888
FERS EN ACIER ET
DÉCOCHEUR EN GRAPHITE
HOMMES
JEU DE 11
Orig. 249$
wow 148$

SPALDING*
GS ONE
EN GRAPHITE
HOMMES
JEU DE 11
Orig. 599$
wow 198$

FAIRWAY*
DWT
EN GRAPHITE
HOMMES
JEU DE 11
Orig. 499$
wow 198$

PRO SELECT*
TENURE
EN GRAPHITE
HOMMES
JEU DE 11
Orig. 299$
wow 198$



JAZZ
RALLY
EN GRAPHITE
HOMMES
JEU DE 11
Orig. 599$
wow 398$

PRO SELECT*
AREOHEAD 2000
EN GRAPHITE
HOMMES
JEU DE 11
Orig. 349$
wow 198$

EDISON*
RS 10
EN ACIER
HOMMES
JEU DE 11
Orig. 399$
wow 198$



JAZZ
FLOW WEIGHTED
FERS EN ACIER ET BOIS EN GRAPHITE
HOMMES
JEU DE 11
Orig. 699$
wow 548$

*QUANTITÉS LIMITÉES *CERTAINS ARTICLES NE SONT PAS OFFERTS DANS TOUS LES MAGASINS

GOLF TOWN Club des meneurs
PRIVILEGES POUR LES MEMBRES

Incrivez-vous au Club des meneurs afin d 'obtenir les privilèges exclusifs pour les membres. Détails en magasin ou à l'adresse www.golftown.com

Maintenant 6 magasins pour mieux vous servir!

MONTRÉAL
1001, RUE DU MARCHÉ CENTRAL 514.382.4666

POINTE-CLAIRE
2315-A, TRANSCANADIENNE 514.693.0055

ST-HUBERT
1571, BOUL. DES PROMENADES 450.926.0110

GOLF TOWN
TRANSFORMEZ VOTRE JEU

LAVAL
3954, AUTOROUTE 440 OUEST 450.680.2222

CENTRE-VILLE*
1231, STE-CATHERINE OUEST 514.848.0078

ST-LÉONARD
6705, BOUL. MÉTROPOLITAIN EST 514.329.2069

HEURES D'OUVERTURE HABITUELLES DES MAGASINS LUN – MER 9–18 JEU – VEN 9-21 SAM 9-17 DIM 10-17 ***HEURES D'OUVERTURE DU MAGASIN AU CENTRE-VILLE** LUN - MER 10-18 JEU - VEN 10–21 SAM 10–17 DIM 11-17